

# LE TEMPS


**sortir.ch**

Notre guide culturel de la quinzaine

**Série TV**

 Les confidences de Sidse Babett Knudsen, l'héroïne de «Borgen» **Page 22**


MIKE KOLLAFFEL

**Economie & Finance**

 Coopération entre la banque azérie Pasha et la Banque Cantonale de Genève **Page 17**

Jeudi 22 novembre 2012 | N° 4463

MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

CHF 3.40, France €2.60

## Géopolitique de l'hiver islamiste

«Les ténèbres sont tombées sur le monde arabe: la lutte pour une amélioration de la vie de chacun a sombré dans le gâchis, la mort et la destruction.» C'est le constat douloureux de deux éminents experts du monde arabe, Hussein Agha et Robert Malley. Dans un texte magistral et éclairant, ils livrent un tableau panoramique des dernières mutations géopolitiques du Moyen-Orient. Les alliances les plus improbables se font et se défont à un rythme effréné: «Des régimes théocratiques sou-

tiennent des laïcs; des tyrannies promeuvent la démocratie; les Etats-Unis s'associent avec des islamistes, et des islamistes soutiennent l'intervention militaire occidentale.» Quelles leçons tirer de cet Orient plus compliqué que jamais en 2012? Notamment ceci: les Frères musulmans, grands gagnants du Printemps arabe, sont déjà engagés dans une politique pragmatique qui précipitera peut-être leur déclin. Toutefois une chose est sûre: la révolution des peuples est terminée. ► **Page 10**

### L'essentiel

#### Zooms

##### «A» comme affront

La dégradation de la note de la France par Moody's vue par la presse européenne. **Page 2**

#### International

##### Trêve à Gaza

Au terme d'une nouvelle journée sanglante, marquée par un attentat contre un bus à Tel-Aviv, Israël et le Hamas sont parvenus à un accord de cessez-le-feu. **Page 6**

#### Suisse

##### La retraite d'Alain Berset

Radiographie du plan d'Alain Berset pour les retraites, qui se heurte à plusieurs foyers de résistance. **Page 7**



##### Soutien à la Palestine

La Suisse soutiendra le statut d'Etat observateur de la Palestine à l'ONU. **Page 7**

##### Effervescence pénitentiaire

A Genève, Pierre Maudet s'apprête à annoncer sa planification carcérale dans un climat particulièrement houleux. **Page 8**

#### Sciences

##### Vous avez dit électrochocs?

Les traitements psychiatriques par électrochocs ont une sinistre réputation. Pourtant, ce type de thérapie s'avère très efficace dans les cas de dépression grave ou de certaines formes de schizophrénie. **Page 12**

#### Culture

##### Un pianiste en état de grâce

Daniil Trifonov était en concert hier au Lucerne Festival. Un jeu racé et inventif pour un récital flamboyant qui a enthousiasmé le public et démontré que, à 21 ans, le pianiste russe a la stature d'un futur maître. **Page 21**

#### Air du Temps

##### Traits d'esprit

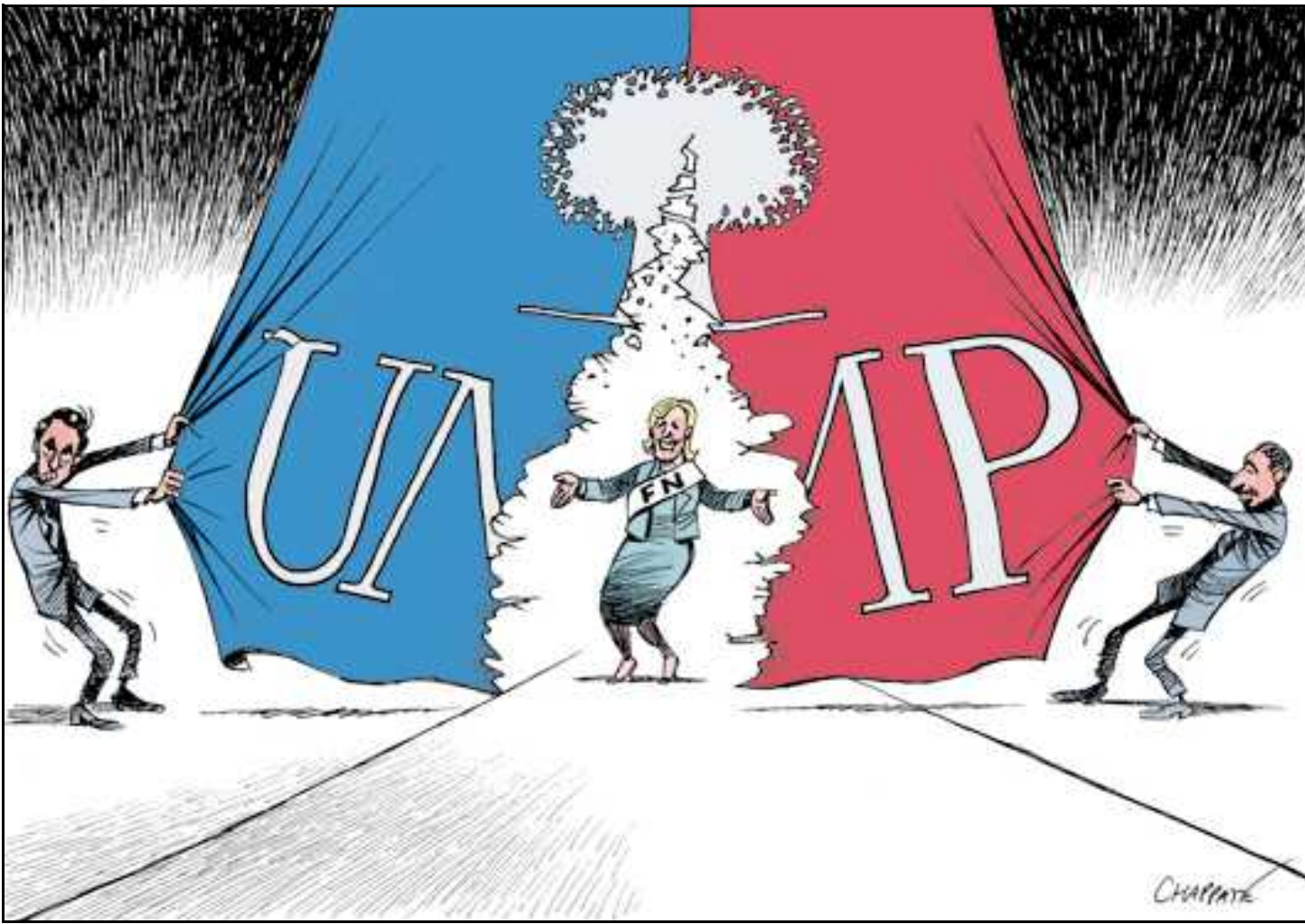
Héritière de Claire Bretécher, Marion Moutaigne marie vulgarisation scientifique, humour et dessin trash. Ou comment le Professeur Moustache nous rend moins bêtes. **Page 23**

##### Le casse-tête des cadeaux

A qui, quoi, et comment offrir? A l'approche des Fêtes, revoici l'éternel casse-tête des cadeaux. Les conseils de RSVP. **Page 23**

## Multiples coups de théâtre dans l'arène de l'UMP

► **Election** François Fillon proclame sa victoire puis renonce à la présidence



«Ce qui est important dans une élection, ce ne sont pas les électeurs mais ceux qui comptent les bulletins.» La phrase, attribuée à Staline, résume bien les derniers rebondissements du psychodrame qui se joue à la tête de l'UMP depuis trois jours.

Rappel des faits. Mercredi après-midi, le camp de François

Fillon conteste les résultats du scrutin, assurant que 1304 voix de trois fédérations d'outre-mer ont été oubliées dans le décompte. En les réintégrant, leur champion sort gagnant de la présidence de l'UMP, à 26 voix de son rival. La veille, Jean-François Copé l'avait emporté avec 98 voix d'écart. L'ancien premier ministre demande

alors à Alain Juppé d'assurer de façon transitoire la direction de l'UMP à la place de Jean-François Copé. Refus de ce dernier et hésitation de Juppé.

Un peu plus tard dans la soirée, au *Journal télévisé* de TF1, François Fillon, méfiant à l'égard des instances internes de l'UMP, lance: «J'irai jusqu'au bout. Si nécessaire,

je déposerai un recours devant la justice.» Puis, ultime coup de théâtre, il lâche: «Je ne revendique pas la présidence de l'UMP. Je renonce à la présidence de l'UMP.» Quelques secondes après, sur France 2, Copé, qui se veut rassembleur, déclare qu'il ne peut pas imaginer que son rival puisse aller à de telles extrémités. ► **Page 4**

## Kudelski s'attaque au marché de la cybersécurité

Le groupe vaudois spécialisé dans les systèmes de cryptage sur le marché de la télévision numérique se dote d'une unité de lutte contre la piraterie informatique. Outre ses clients, Kudelski



transforme de Kudelski est sur les rails, sa réussite dépend de sa capacité à s'adapter aux changements brutaux et imprévisibles des nouveaux marchés qu'il vise, et en particulier celui de la cybersécurité. ► **Pages 2, 3**

groupe de regagner la confiance des investisseurs? Plusieurs d'entre eux croient à l'effet d'annonce. La télévision numérique est un marché de niche dont Kudelski tire deux tiers de ses reve-

nus. Avec la cybersécurité, le groupe vaudois s'attaque à un segment volatil au modèle économique plus standard. Si la

transformation de Kudelski est sur les rails, sa réussite dépend de sa capacité à s'adapter aux changements brutaux et imprévisibles des nouveaux marchés qu'il vise, et en particulier celui de la cybersécurité. ► **Pages 2, 3**

### Editorial

## Hollywood vient à Ursula Meier

Par Antoine Duplan

L'heure n'est plus à démontrer l'excellence de *L'Enfant d'en haut* ni le talent d'Ursula Meier, mais à recenser les pays où ce film âpre et sensible est distribué, les festivals où il récolte prix et ovations. A présent, l'Amérique succombe. Unanime, la critique salue cette œuvre susceptible de «briser le cœur» des spectateurs, cette «histoire simultanément personnelle et politique, intime et bigger than life». *Sister*, c'est le titre américain, est présélectionné dans la course à l'Oscar du meilleur film étranger.

La seule valeur d'un film ne suffit pas à décrocher la statuette. Cette suprême récom-

pense requiert une présence médiatique et un lobbyisme dignes des campagnes électorales présidentielles. Combative, prolixe, énergique, sociable, Ursula Meier, qui a pratiqué l'athlétisme à haut niveau, a toutes les qualités pour mener cet exercice de représentation avec autant d'efficacité que Jean Dujardin l'an dernier.

Au-delà des performances publiques de la cinéaste, au-delà des qualités intrinsèques du film, *Sister* entre clairement en résonance avec les inquiétudes contemporaines de l'Amérique. A travers les personnages de Simon et Louise, le petit voleur des cimes et sa grande sœur paumée, c'est l'envers du rêve

que filme Ursula Meier. Situé en Valais, son conte cruel émeut les Etats-Unis ébranlés par la crise économique. Il s'inscrit dans une veine de films survivalistes qui, de l'apocalypse (*The Road*) à la dystopie (*Hunger Games*) en passant par le réalisme rural (*Winter's Bone*), déclinent le délitement des liens sociaux et familiaux. Cette concordance thématique augmente sans doute les chances de *Sister*. Qu'on se souvienne du *Voyage vers l'espoir*, oscarisé en 1991. Parce qu'il parle de l'immigration, le film de Xavier Koller avait touché la communauté juive d'Hollywood, dans une Californie sensibilisée par la proximité du Mexique.

Dores et déjà, le succès de *L'Enfant d'en haut* et la gloire qui miroite au loin entérinent une réalité que nous peignons à saisir: la Suisse (romande) compte quelques-uns des meilleurs cinéastes du monde, avec Jean-Stéphane Bron qui assigne la finance en justice dans *Cleveland contre Wall Street*, Lionel Baier vénéré par l'internationale des amateurs d'art et d'essai ou Fernand Melgar dont *Vol spécial* remporte plus de prix qu'on n'en peut compter... L'œil d'Hollywood qui se pose à présent sur Ursula Meier est une magnifique occasion de nous débarrasser de nos complexes provinciaux. ► **Page 21**

#### Le Temps

Pl. de Cornavin 3, CP 2570, 1211 Genève 2  
Tél. +4122 888 58 58  
Fax +4122 888 58 59

#### www.letempsarchives.ch

Collections historiques intégrales:  
*Journal de Genève*, *Gazette de Lausanne* et *Le Nouveau Quotidien*

#### Index

Avis de décès **20**  
Bourses et changes **19**

#### Fonds

**14, 18, 19**

#### Pharmacies

**20**

#### Toute la météo

**12**

#### Pour vous abonner:

www.letemps.ch/abos  
00 8000 155 91 92  
(appel gratuit)









# Kudelski, la division pirate

## > Cybersécurité

Le groupe spécialisé dans les systèmes de cryptage inaugure une unité de lutte contre le piratage informatique

## > Une mue pour trouver de nouveaux marchés

Mehdi Atmani

Derrière la porte magnétique sécurisée, trois paires d'yeux scrutent en temps réel l'activité d'un réseau informatique pirate de 3000 serveurs. En quelques clics de souris, les vigiles de Kudelski infiltrent le réseau et analysent sa logique. Aussitôt, ils identifient le nombre de machines qui lui sont reliées: près de 150 000. Puis, les cyberexperts remontent la piste jusqu'aux adresses IP – une succession de chiffres correspondant au numéro internet d'un utilisateur, comme il existe des numéros de téléphone – et cartographient l'activité et l'origine du réseau pirate.

Sur l'écran, l'Allemagne, la Scandinavie et l'Afrique du Nord apparaissent en rouge vif. Bingo! Grâce à ce système de veille développé par le groupe vaudois, seules quelques minutes auront suffi à géolocaliser le réseau pirate, analyser sa structure, son mode de partage, identifier ses fournisseurs et consommateurs. Le procédé permettra ensuite à Kudelski de mener des actions techniques ciblées (contre-attaque du réseau pour le démanteler) et légales via son réseau de 40 avocats internationaux.

Nous voilà à Cheseaux, chez Kudelski, au cœur de la nouvelle unité de lutte contre le piratage informatique. A quelques centaines de mètres de là, nous pénétrons dans le K2, le laboratoire ultra-protégé du groupe vaudois. Derrière un double vitrage, trois ingénieurs munis de scanners, de microscopes électroniques spécialement conçus pour les semi-conducteurs, de lasers et de produits chimiques. Ils pénètrent dans les moindres recoins des circuits intégrés, analysent l'architecture des puces électroniques implantées dans les cartes bancaires ou les téléphones portables. Objectif: attaquer la sécurité de ses propres produits et ceux de ses clients.

Kudelski, spécialiste dans les systèmes de cryptage sur le marché de la télévision numérique, se diversifie. Il a inauguré, hier, une division cybersécurité de 80 experts (sur 3000), spécialisés dans quatre domaines clés: la surveillance des réseaux informatiques, l'analyse forensique et légale de matériel pirate, la sécurisation des contenus ainsi que le développement d'un service d'expertise-conseil et de gestion de crise destiné aux entreprises clientes



JEAN REVILLARD/REZO

**Réunion de crise.** Christophe Nicolas préside la nouvelle division cybersécurité du groupe Kudelski. ARCHIVES

de Kudelski. Par le biais de cette unité, le groupe vaudois espère aussi pénétrer de nouveaux marchés. En ligne de mire, les banques privées et cantonales et les hedge funds.

«Nous offrons un ensemble de compétences, et l'accès à notre réseau de spécialistes, aux entreprises qui n'ont pas l'habitude de gérer une crise en cas d'attaques, ou les ressources nécessaires pour se doter d'un service IT compétent», détaille Christophe Nicolas. Le président de la division cybersécurité de Kudelski cite en exemple «la gestion de crise et de communication désastreuse» de Sony, victime en 2011 du piratage de plus de 100 millions de comptes utilisateurs de son réseau PlayStation.

## «Le groupe a vingt ans d'expérience de vie sous attaques. Il a le savoir-faire»

Le groupe vaudois s'est donné trois ans pour développer son offre cybersécuritaire en Europe au même titre que l'américain Symantec et le russe Kaspersky. «La cybersécurité est un pilier important de notre groupe, complémentaires de nos activités», explique André Kudelski. «Sur les vingt dernières années, nous avons fait des efforts particuliers pour sécuriser des contenus contre

les pirates, notamment dans le domaine de la télévision numérique. Désormais, il nous faut inverser l'équation, c'est-à-dire protéger la sphère privée des clients qui accèdent à ces services.» L'investissement consenti se chiffre à «plusieurs dizaines de millions de francs suisses».

Kudelski peut aussi se targuer d'une longue expérience de vie sous attaques. Pendant près de quinze ans, il a bâti son succès sur ses solutions de cryptage de signaux. Une technologie de pointe où le piratage fait partie du jeu. Entre 1995 et 2002, le diffuseur américain EchoStar – client et allié du groupe Kudelski via leur coentreprise, NagraStar – subit les assauts des hackers de NDS. Cette société anglo-israélienne, dont la taille et la valeur boursière équivaient à celle de Kudelski à l'époque, est aussi spécialisée dans le cryptage de signaux. En 2003, EchoStar et NagraStar poursuivent NDS en justice. Ils lui réclament 1 milliard de dommages et intérêts. Le 16 mai 2008, après cinq ans d'une longue procédure, le verdict tombe. NDS est rendu coupable d'avoir piraté certaines technologies de Kudelski, mais l'accusation d'association de malfaiteurs n'est pas retenue. Le groupe suisse perd son procès.

Si Kudelski a «tiré les leçons», le spectre du procès hante encore le groupe. Le 15 mars 2012, l'américain Cisco, leader mondial dans la gestion informatique des réseaux, annonce le rachat, pour 5 milliards de

dollars, de NDS. En Suisse, l'entreprise d'armement Ruag a mis la main récemment sur l'entreprise genevoise de sécurité informatique Satorys. Toutes bénéficient d'une force de frappe importante sur le marché mondial de la sécurité. Un avantage concurrentiel qui n'inquiète pas Kudelski outre mesure. Car au sein de sa nouvelle division, le groupe vaudois mise aussi sur des partenariats et l'échange de compétences avec les principaux acteurs du marché.

Kudelski subit de plein fouet les conséquences de la crise financière. Malmené par les marchés depuis deux ans, il assiste à l'effritement des ventes du segment de la télévision numérique en Europe, dont il tire deux tiers de ses revenus. Face à la force démesurée du franc suisse, Kudelski avait annoncé, en octobre 2011, des mesures de restructuration visant à réduire de 90 millions ses charges nettes. Ce programme a engendré la suppression de 270 emplois sur 3000 postes. L'action avait alors chuté (lire ci-dessous). La mesure semble lentement porter ses fruits. Au cours des neuf derniers mois, le groupe a enregistré une perte nette de 9 millions de francs, contre 11,5 millions en 2011. Le chiffre d'affaires annuel est attendu entre 855 et 875 millions de francs (874 millions en 2011). Le groupe ne communique pas le montant des recettes qu'il compte tirer de sa nouvelle unité.

La cybersécurité est un marché

lucratif, mais volatil. Permettra-t-il à Kudelski de sortir des chiffres rouges? Un ex-cadre dirigeant du groupe vaudois en doute. «Cette division est un effet d'annonce pour rassurer les actionnaires. Mais quelle est la vision à long terme?» s'interroge-t-il. «La télévision numérique est un marché de niche», précise-t-il. «Les cartes à puces achetées 1 dollar étaient revendues dix fois

## «Cette division est un effet d'annonce pour rassurer les actionnaires»

plus cher. Le modèle économique de la cybersécurité est beaucoup plus standard. Kudelski ne pourra pas tableer sur un chiffre d'affaires et des marges aussi importants.» Et d'ajouter: «Le groupe a vécu trop longtemps sur ses lauriers. Il était leader sur le marché Pay TV dans les années 1990, mais n'a pas investi à temps les millions nécessaires pour se diversifier.» Avec la sécurité informatique, le groupe vaudois mise sur son savoir-faire. Mais contre quelles menaces?

Le visage de la cybercriminalité a changé. Les armes cybernétiques se sont industrialisées. Pour lutter contre, le Conseil fédéral a adopté le 27 juin dernier une stratégie décentralisée. Elle s'orientera vers les ré-

seaux de partenaires mis en place par la cellule Melani, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information de la Confédération créée en 2004. Celle-ci compte moins de dix personnes. Elle devrait être renforcée pour assurer son rôle d'alerte et de coordination de la lutte. Avec ses 20 cyberexperts, l'Allemagne est l'Etat européen le mieux doté. Les pays scandinaves suivent de près. Une brouille, comparé aux moyens dont disposent la Chine, Israël et la Russie.

Sandro Arcioni est ingénieur ETS et EPG à l'EPFL. Depuis plusieurs années, cet expert en opération d'information et d'influence ainsi qu'en cyberdéfense conseille les commandeurs de l'OTAN. Selon lui, la Suisse se borne à développer le volet réactif. Il plaide depuis plusieurs années pour une stratégie prospective globale, dite «environnementale». En Suisse, «il est impératif d'inventorier les pays ou les groupes dont les intérêts pourraient nous nuire», détaille-t-il. «Par exemple, la France, l'Allemagne ou les Etats-Unis vis-à-vis de notre politique bancaire. Berlin l'a prouvé officiellement en disant qu'il payerait pour des données bancaires volées. L'anticipation des risques de cybermenaces sur notre économie permet d'engager les moyens pour les contrer. Peut-être alors les banques suisses auraient-elles été mieux préparées pour éviter les affaires de CD volés avec l'Allemagne.»

# A la bourse, un titre sous forte pression

## > Selon les analystes, le groupe ne propose rien de très nouveau

La mue cybersécuritaire de Kudelski entrainera-t-elle un rebond de son action en bourse? Depuis son pic de l'automne 2000 à 267 francs, elle n'a cessé de chuter pour atteindre un plus bas niveau historique à 6,17 francs le 24 avril 2012. Hier, elle se situait à 8,99 francs. Malmené par les effets de changes et la stagnation des marchés, «Kudelski sort d'une phase de restructuration en termes de coûts», estime Michael Foeth, analyste chez Vontobel. «Le groupe est encore dépendant de la force du dollar. Les gros marchés tradition-

nels ne génèrent pas de croissance. Or, le groupe vaudois en a besoin s'il veut revenir aux niveaux de profitabilité passés – soit un bénéfice opérationnel de plus de 100 millions de francs.»

Au sein des actionnaires, les revirements stratégiques du groupe vaudois ces dix dernières années suscitent bon nombre d'incertitudes sur son réel positionnement. Une attitude compréhensible compte tenu de l'évolution rapide du segment de la télévision numérique. Selon Michael Foeth, la cybersécurité ne devrait pas changer fondamentalement le visage du groupe vaudois. «La sécurité est une activité accessoire basée sur le savoir-faire de Kudelski. Il ne faut pas

surestimer à court terme la contribution de ce marché aux revenus du groupe.»

## Un marché volatil

D'autres analystes pointent une organisation et une structure actionnariale dépassées. Ils dénoncent la double casquette d'André Kudelski (directeur général et président), la composition du conseil d'administration qui n'a quasi pas changé en dix ans, ainsi que la mainmise de la famille Kudelski. Celle-ci contrôle 57% des droits de vote avec 35% des actions.

La transformation de Kudelski est amorcée, mais sa réussite dépend de sa capacité à s'adapter aux changements brutaux et imprévus des nou-

veaux marchés qu'il vise et en particulier celui de la cybersécurité. «Notre stratégie est d'avoir des solutions bien adaptées aux marchés développés en allant au-delà des activités de télévision numérique», détaille André Kudelski. «La cybersécurité et l'exploitation de la propriété intellectuelle en font partie. Nous devons également être en mesure de répondre aux nouvelles tendances dans les pays émergents. Ces deux axes complémentaires devraient assurer la croissance du groupe à moyen et long terme. Je suis attaché à ce que l'on puisse continuer à garder notre centre de gravité dans la région, mais cela signifie qu'il est nécessaire de trouver de nouveaux relais de croissance.» **M. At.**

## Soixante ans d'histoire

**1951** Stefan Kudelski crée l'entreprise. Naissance de l'enregistreur portable Nagra I.  
**1958** Sortie du Nagra III, enregistreur mythique du cinéma.  
**1986** Entrée en bourse.  
**1989** Canal + adopte le système de contrôle d'accès Kudelski pour la télévision à péage.  
**1991** André Kudelski succède à son père au poste de directeur et président. La Pay TV devient le marché principal du groupe.  
**1992** Sortie du Nagra D, premier enregistreur numérique portable.  
**1997** Nagra Audio se lance dans les produits hi-fi haut de gamme.  
**1998** Création de NagraStar, société commune avec EchoStar, et de NagraCard.

**2001** Acquisitions dans le domaine de l'accès public (SkiData, Ticketcorner) et dans celui de la télévision numérique (Lysis, Livewire).  
**2003** Acquisition de la ligne de produits MediaGuard (Canal + Technologies) et création de Nagra France.  
**2006** Acquisition de l'activité DTV de SCM Microsystems donnant lieu à la création de SmarDTV.  
**2007** Adoption massive sur les marchés des nouvelles solutions telles que IPTV et Mobile TV.  
**2012** Inauguration d'une division cybersécurité.  
**M. At.**



# La bataille des veto sur le budget européen

> **Union européenne**  
Le sommet consacré au budget communautaire qui s'ouvre risque de se transformer en foire d'empoigne

**Richard Werly** BRUXELLES

Qui remportera le bras de fer sur le cadre budgétaire pluriannuel 2014-2020 de l'Union européenne lors du sommet qui s'ouvre ce soir à Bruxelles? David Cameron, le premier ministre britannique plus décidé que jamais à obtenir une baisse des dépenses communautaire, s'est profilé comme le dirigeant le plus offensif. Tour d'horizon des sujets qui fâchent.

■ **Pourquoi ce budget divise-t-il tant?**

Parce que l'UE traverse la crise économique la plus grave de son histoire et parce que les pays membres sont tous en train de procéder à de sévères coupes budgétaires nationales.

Impossible dès lors, estiment les

partisans d'une compression maximale des dépenses communautaires, de défendre l'augmentation des crédits de l'UE prévue par la proposition initiale de la Commission de 1047 milliards d'euros, soit 1,08% du PIB des Vingt-Sept. Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen – largement inspiré par l'Allemagne – a, pour calmer le jeu, coupé 75 milliards dans cette enveloppe. Mais les Etats, en plus des chiffres, s'écharpent aussi sur la nature des dépenses. La France a promis, comme d'habitude, de se battre pour la politique agricole commune qui représentait en 2011 environ 30% des aides européennes. La Pologne jure, avec les nouveaux pays membres, d'exiger le maintien des fonds de cohésion (37% des dépenses), auxquels la Suisse a abondé pour 1,3 milliard de francs, gérés par la Confédération. Quant au Royaume-Uni, il défend son rabais d'environ 3,5 milliards d'euros par an, obtenu par Margaret Thatcher en vertu du fait que ni la politique agricole, ni les fonds de cohésion ne lui profitent. A chacun sa priorité...

■ **Le risque d'un échec est-il réel? Serait-il grave?**

Oui, ce sommet peut s'achever sur une impasse. L'UE se trouverait

dès lors sans visibilité financière, sachant qu'en plus son projet de budget annuel 2013 est aussi en suspens. Ce qui poserait au reste du monde la question de la capacité des Vingt-Sept à tenir leurs engagements financiers, au moment où la récession se généralise et où les populations confrontées à l'austérité exigent des actes.

Il sera donc très important de faire la part des choses entre les déclarations intransigeantes destinées aux opinions nationales et la réalité des chiffres. Le test le plus dur sera sans doute celui du rabais britannique, que la France, l'Italie et l'Espagne contestent et veulent remettre en cause. Un autre bras de fer opposera les Etats membres au Parlement européen, qui vote les budgets annuels et refuse l'idée de plus en plus évoquée de coupes allant jusqu'à 100 milliards d'euros dans le projet de la Commission.

L'image de l'Union européenne est en cause derrière ce budget. Le risque d'interruption du programme d'échanges d'étudiants Erasmus en est la preuve. Le risque de voir l'Union se transformer ce soir en une «réunion de comptables» serait aussi très dommageable vis-à-vis du reste du monde selon un diplomate.

■ **L'UE est-elle vraiment trop dépensière?**

Sur le plan statistique, l'argument tient difficilement: à environ 1% du PIB des Vingt-Sept, le budget 2014-2020 de l'UE (découpé ensuite en exercices annuels) est tout sauf un gouffre. Mieux: la Commission et l'Europarlement proposent de financer de plus en plus, à l'avenir, les nouvelles dépenses communautaires par des ressources propres – par exemple le produit de la future taxe sur les transactions financières – au lieu de solliciter de nouvelles contributions des Etats membres (l'Allemagne, plus gros

**François Hollande et David Cameron.**

Le premier ministre britannique veut imposer une cure de rigueur au budget européen.  
LONDRES, 10 JUILLET 2012



contributeur, a payé 19,7% du budget 2011, la France 16,4%, l'Italie 13%, le Royaume-Uni 12,6% tandis que Malte, l'Estonie et la Lettonie contribuent pour moins de 0,1%). Le fardeau se trouverait par conséquent allégé.

Le problème est dans le détail des dépenses de l'Union, comme le montre un récent rapport très criti-

que de la Cour des comptes européenne. David Cameron, qui brandit sa menace de veto, tire à boulets rouges sur les salaires trop élevés des eurocrates, fustigeant le fait que 16% d'entre eux (environ 4000 personnes) touchent plus de 100 000 euros par an. Les primes d'expatriation accordées, y compris à Bruxelles, et le coût très élevé des

retraites de ces fonctionnaires presque pas imposés (10% de taxes reversées au budget de l'UE) qui devrait atteindre 2 milliards d'euros en 2045 font aussi partie de ses cibles favorites. Des chiffres explicables vu la nécessité d'attirer les talents au service de l'Union, mais très difficiles à expliquer au niveau national.

## L'assaut du M23 signe-t-il le début de la fin pour le président Kabila?

> **Afrique** Le président rwandais n'est pas non plus en bonne posture

### Analyse

Durant deux heures, deux hommes en danger, les présidents Kabila et Kagame, se sont entretenus mardi à Kampala en tête à tête et, le lendemain, en compagnie de leur hôte, le président Museveni, ils ont appelé le mouvement rebelle M23 à se retirer de Goma, qu'il a conquis mardi (LT du 21.11.12).

A première vue, le président du Rwanda, Paul Kagame, est le plus sûr de lui. Il dit qu'il n'est pour rien dans les ennuis de son voisin et propose ses bons offices politiques. Mais nul n'est dupe: chacun sait que le M23 n'est que l'ombre du pouvoir rwandais.

### Choix entre deux dangers

Même si les blâmes sont encore feutrés et les sanctions timides, l'aura du Rwanda est entamée, les rapports des experts ont relativisé les succès économiques du pays, les liant à l'exploitation des ressources congolaises. Le bon élève est désormais montré du doigt. Mais Paul Kagame, même s'il les a ouvertement désavoués à Kampala, a-t-il un autre choix que de soutenir en sous-main les rebelles du Congo? Son pouvoir est moins homogène qu'on ne le croit: à l'heure où le passage à l'opposition des généraux Kayumba et Karegeya, anciens piliers du Front patriotique rwandais, a affaibli le pouvoir, le soutien des officiers francophones est indispensable. Et ces derniers entretiennent avec les Tutsis du Kivu des

liens d'affaires, de famille, de solidarité. Si Paul Kagame devait être «partie de la solution» et abandonner ses harkis congolais, cela pourrait lui coûter cher.

Mais, des deux hommes, c'est sans conteste le président du Congo, Joseph Kabila, qui est à très court terme dans la plus mauvaise posture, humilié qu'il est par la chute de Goma et, hier, de Sake, sur la route de Bukavu. A travers le Congo, les manifestations se multiplient, elles dénoncent l'impuissance des Nations unies mais surtout l'incurie d'un pouvoir extraordinairement discrédité, accusé d'incapacité, d'indifférence mais aussi de félonie. A Kinshasa, le chef de l'Etat pourrait être mis en difficulté devant la Chambre et le Sénat, et plus d'une centaine d'élus, au lieu d'en appeler à l'unité nationale, ont réclamé la démission du chef de l'Etat, comme les rebelles du M23!

Sonné par la défaite, Joseph Kabila doit choisir entre deux dangers: ou il négocie avec le M23 et répond, s'il n'est pas trop tard, à certaines de ses revendications (les grades, les soldes mais surtout le maintien d'une «armée dans l'armée» et la garantie de l'impunité) et il se soumet aux ukases politiques. Un tel choix confortera l'accusation de trahison, de collusion avec l'ennemi.

Ou alors le chef de l'Etat, garant de l'intégrité de la nation et des institutions, oppose aux rebelles une fin de non-recevoir, refuse leur

réintégration autant qu'une négociation imposée par la force des armes, largement étrangères de surcroît. Cette position est déjà celle du premier ministre, Matata Ponyio, qui déclare que la République démocratique du Congo (RDC) a perdu une bataille, mais pas la guerre.

### SADC et Cédéao

Dans ce cas, tout pourrait s'accélérer: déjà les habitants de Bukavu se terrent, attendant la chute de leur ville, des groupes armés «dormants» ou dispersés apparaissent dans d'autres provinces, des opposants descendent dans la rue à Kinshasa et dénoncent le régime. A toutes fins utiles, des ambassades, préparant le scénario du pire, peaufinent des plans d'évacuation. Mais le pire est-il inévitable? A Kinshasa, voici deux semaines, l'ambassadeur d'Angola avait déclaré que son pays ne permettrait jamais que l'on porte atteinte à l'intégrité de la RDC tandis que les représentants de la Conférence des Etats d'Afrique australe (SADC), après enquête à Goma, s'étaient déclarés convaincus de l'implication étrangère.

De Tombouctou, au Mali, où les Etats d'Afrique de l'Ouest se préparent à intervenir contre les islamistes, à Goma, qui pourrait bénéficier de la sollicitude armée de l'Afrique australe, les organisations régionales africaines, tirant la leçon de l'impuissance onusienne et de l'hypocrisie occidentale, pourraient changer la donne... **Colette Braeckman**

## François Fillon contre-attaque en contestant l'élection de son rival

> **France** Erreur de comptage dénoncée. Alain Juppé sera-t-il un recours?

Trêve à Gaza, mais pas à Paris. Un énième et spectaculaire coup de théâtre secoue l'UMP depuis mercredi après-midi. Alors que la situation entre Jean-François Copé, François Fillon et leurs équipes semblait en voie de pacification, le combat des chefs a été relancé avec une force inouïe; le bras de fer s'est déroulé en direct durant des heures sur les chaînes d'information, sous les yeux aussi médusés que consternés des Français.

### 26 voix d'avance

Les lieutenants de l'ancien premier ministre, Eric Ciotti, Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez, contestent ouvertement la victoire du maire de Meaux, finalement proclamée lundi soir par la commission de contrôle électorale (Cocoe) après vingt-cinq heures de travaux et alors acceptée de mauvaise grâce par le perdant. Au cours d'une conférence de presse surprise, ils ont lâché une bombe politique. Ils assurent que les votes des militants de la Nouvelle-Calédonie, de Mayotte, ainsi que de Wallis-et-Futuna, trois fédérations d'outre-mer, ont été oubliés par la Cocoe dans le décompte des résultats. Selon eux, 1304 militants «ont été privés de leur choix». «C'est une erreur manifeste», a plaidé François Fillon sur France 2, ajoutant: «L'UMP ne peut pas vivre sur un mensonge.»

De fait, la prise en compte de ces voix inverse la donne, le Sarthois passant par 26 voix devant le maire de Meaux: «Leur réintégration con-

duit à ce résultat: 88 004 voix pour François Fillon et 87 978 pour Jean-François Copé», calcule Eric Ciotti. «Cette erreur doit évidemment être réparée. Nous demandons à la Cocoe que les résultats soient rétablis.» «J'irai jusqu'au bout. [...] Ce n'est pas mon ego qui est en jeu. Je défends l'honneur de mon parti», martèle l'ancien premier ministre.

Pour ne pas donner prise aux accusations de «rancœur», d'«amertume», d'«orgueil blessé» lancées par les amis de Jean-François Copé, François Fillon ne revendique plus le leadership du parti: «Je renonce à la présidence de l'UMP», annonce-t-il à la télévision, avant d'exiger une «direction collégiale». Plus tôt dans la journée, il avait déjà demandé «à Alain Juppé, président fondateur de l'UMP, d'assurer de façon transitoire la direction du mouvement afin de trouver les voies et moyens de sortir de l'impasse».

«On est dans un problème de morale politique. [...] L'UMP est devenue ingouvernable», juge de son côté Lionel Tardy, député de Haute-Savoie, interrogé par BFM. Avec 134 autres parlementaires, il soutient le recours au «sage» de Bordeaux. Alain Juppé a réfléchi quelques heures avant de twitter ce message: «La querelle est repartie de plus belle et chaque partie campe sur ses positions. C'est irresponsable et désastreux car, désormais, c'est l'existence même de l'UMP qui est en jeu. [...] Je suis prêt à une médiation à la condition ab-

solue qu'elle se fasse avec l'accord et la collaboration des deux parties. Cette condition n'est à l'évidence pas remplie aujourd'hui.»

En effet, Jean-François Copé, proclamé vainqueur par 98 voix d'avance, n'entend pas céder d'un pouce – c'était du moins sa position hier soir. Le maire de Meaux n'a absolument pas l'intention de laisser sa place. Tout en appelant à «l'apaisement», il conseille à François Fillon, ainsi qu'à ses proches, de contester les chiffres devant la commission des recours. «Putsch», «agitation», «tentative de rentrer en force», dénonce l'entourage de Jean-François Copé, rivalisant d'expressions fleuries pour critiquer un «spectacle désolant», une «situation pathétique».

### Démarche juridique

Pris au milieu de ce bras de fer, le président de la commission n'a pas (encore) reconnu d'erreur. Selon Philippe Gélard, il n'est pas possible de revenir sur les chiffres publiés: «Nous avons rendu les résultats publics lundi soir. C'était une décision de la Cocoe et les deux parties étaient parfaitement au courant. [...] Dorénavant, toute contestation doit être adressée, le cas échéant, à la commission des recours.» Mais François Fillon ne fait pas confiance à cette commission et n'exclut pas une démarche juridique. Hier soir, pas la moindre lueur de sortie de crise n'apparaissait autour de la formation de droite. **Catherine Dubouloz** PARIS





*Breguet*  
Depuis 1775



Collection Reine de Naples

IN EVERY WOMAN IS A QUEEN



# Tel-Aviv revit l'angoisse terroriste

**> Proche-Orient**  
Un attentat a fait une vingtaine de blessés

**> Tsahal a poursuivi ses raids sur Gaza, tuant au moins dix Palestiniens**

Serge Dumont TEL-AVIV

Alerte générale. Peu après l'attentat de la ligne d'autobus 142 à Tel-Aviv, la police de l'Etat hébreu a rappelé tous ses effectifs malades ou en congé. Elle a dressé des barrages sur les principales artères du pays, alors qu'un hélicoptère de surveillance prenait l'air. De nombreux barrages ont également été dressés aux entrées de Jérusalem, car les autorités de l'Etat hébreu s'attendent à d'autres opérations du même genre.

Selon les témoins, le terroriste de Tel-Aviv aura déposé son sac contenant une bombe de 3 kilos sous une banquette, avant de descendre du véhicule et de le faire exploser à distance. Il s'est ensuite fondu dans la foule.

Une vingtaine de personnes ont été blessées par la déflagration,

dont trois gravement. Pourtant, d'un point de vue technique, cet attentat n'est pas comparable à ceux de la deuxième Intifada (2000-2006), nettement plus meurtriers. Mais son impact psychologique est énorme. «Il replonge les habitants de Tel-Aviv dans le souvenir des années noires, une impression qu'ils n'avaient pas ressentie, même lorsque le Hamas tirait ses roquettes sur la ville à la fin de la semaine écoulée», affirme l'écrivain Yaron London.

Selon le Shabak (la sûreté générale israélienne), l'attentat aurait été perpétré par l'une des petites structures combattantes subsistant en Cisjordanie malgré de nombreuses opérations de «nettoyage» menées ces dernières années par l'armée de l'Etat hébreu avec le concours des services de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP). Il n'aurait pas été planifié par le Hamas ou par le Jihad islamique, ce qui explique pourquoi les deux organisations se sont contentées d'en féliciter l'auteur sans en endosser la paternité.

Peu après l'explosion, l'aviation, la marine et l'artillerie israélienne ont accentué leurs tirs sur la bande de Gaza, en visant plus de 100 objectifs. Le plus grand complexe de bureaux de Gaza-City, où les Palestiniens allaient chercher leurs passeports et papiers d'identité, a été

rasé. Dans le sud de l'enclave, les tunnels par lesquels transitait l'approvisionnement en gaz et en pétrole ont été détruits.

Visés également, des appartements dits «conspiratifs», où des cadres militaires du Hamas et du Jihad islamique sont censés se cacher en attendant de passer à l'action. «Tsahal [l'armée] procède de manière ordonnée et systématique, explique l'analyste militaire Alon Ben David. Elle a commencé par détruire les cibles militaires puis économiques, telle la Banque islamique. Aujourd'hui [mercredi], c'était

Après les cibles militaires et économiques, Tsahal a visé hier les objectifs administratifs

le tour des cibles administratives. Si l'opération «Pilier de défense» devait encore monter en puissance, on pourrait s'attendre à ce que des personnalités de la branche politique du Hamas passent également un mauvais quart d'heure.»

Affolés, des dizaines de milliers de civils ont fui Gaza-City pour trouver refuge là où ils le pouvaient. Surtout dans les bâtiments de l'Unrwa, l'agence des Nations unies

chargée de veiller au bien-être des réfugiés palestiniens depuis 1949. Dix personnes au moins, dont un enfant de 2 ans, ont été tuées durant ces frappes, portant le bilan palestinien à 170 morts et plus 1200 blessés depuis le début de l'opération le 14 novembre.

Assommées par le blitz et décimées par les «liquidations», les organisations palestiniennes peinent désormais à lancer leurs roquettes sur l'Etat hébreu. De 360 jeudi dernier, leur nombre est descendu à moins de 100 hier. Devant les caméras des chaînes de télévision satellitaires arabes, Jaber Hussein, porte-parole du «premier ministre» de Gaza, Ismaïl Haniyeh, a d'ailleurs montré des signes d'anxiété. Il a appelé les pays arabes «à se mobiliser en faveur d'un cessez-le-feu immédiat. Et sans conditions préalables.»

Les neuf «super-ministres» du cabinet israélien de la Défense, qui se sont réunis hier sous la présidence de Benjamin Netanyahu, ont décidé, eux, d'amplifier davantage les frappes jusqu'à la conclusion éventuelle d'un cessez-le-feu. Selon eux, celui-ci devra prendre la forme d'une simple déclaration d'intention verbale et non d'un document écrit, comme l'espère encore le Hamas.

► **Page 7: La Suisse et le statut de la la Palestine à l'ONU**

# Le seul tireur survivant des attentats de Bombay exécuté

**> Inde** Le Pakistanais pendu dans une prison

AFP

Mohammed Kasab, l'unique survivant du commando responsable des attentats de Bombay en novembre 2008, a été pendu mercredi à la satisfaction des familles des victimes du carnage qui fit 166 morts et fut considéré comme le «11-Septembre» de l'Inde. Le Pakistanais de 25 ans a été exécuté à la prison Yerwada de Pune, dans l'Etat du Maharashtra, après le rejet de sa demande de grâce par le président de l'Inde, Pranab Mukherjee.

Il était le seul survivant du commando de dix hommes lourdement armés qui avait attaqué des hôtels de luxe, un restaurant touristique, la principale gare et un centre juif de Bombay du 26 au 29 novembre 2008. Les neuf

autres membres ont été tués par les forces de sécurité.

En l'absence de réclamation du corps par les autorités pakistanaises, Kasab a été enterré dans l'enceinte de la prison, où il avait été transféré voici deux jours après avoir passé près de quatre ans en détention à Bombay. Il n'a pas émis de dernière volonté, d'après les autorités locales. Selon l'agence Press Trust of India, il a demandé qu'on prévienne sa mère de sa mort.

Kasab, ancien ouvrier et petit délinquant, avait été jugé coupable d'être l'un des deux auteurs du carnage à la gare, où 52 personnes avaient été tuées, et avait été condamné à la peine capitale en mai 2010 pour meurtres, actes de guerre contre l'Inde, complot et terrorisme.

## Panorama

### Proche-Orient

#### Succès de l'armée syrienne

L'armée syrienne a mis fin mercredi à plusieurs semaines de siège autour de sa base de Cheikh Souleimane, dans le nord, en grande partie tenu par les rebelles et proche de la Turquie, qui a officiellement demandé à l'OTAN de déployer des Patriot sur son sol. Au moins 25 insurgés ont péri dans les combats autour de la base située à environ 25 km au nord-ouest d'Alep, notamment parce que ses abords étaient minés et parce que l'aviation a mené des bombardements, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. (AFP)

### Moyen-Orient

#### Bahreïn: condamnations

Un tribunal bahreïni a condamné mercredi 23 médecins à 3 mois de prison chacun et acquitté cinq autres, jugés pour leur participation au mouvement de contestation en février et mars l'an dernier à Bahreïn, a annoncé le procureur général. Ils avaient comparu l'an dernier devant un tribunal d'exception sous le régime de l'état d'urgence. (AFP)

### Afrique

#### Rapt d'un Français au Mali

Les djihadistes qui occupent le nord du Mali ont revendiqué mercredi l'enlèvement la veille dans l'ouest de ce pays d'un Français de 61 ans, dans un appel téléphonique d'un de leurs responsables à un journaliste de l'AFP à Bamako. On ignore si c'est la Mujao ou Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) qui détient l'otage. (AFP)

### Europe

#### Enfants abandonnés

La pratique héritée du communisme consistant à abandonner de jeunes enfants aux soins de l'Etat s'est maintenue au rythme de 15 000 abandons par an dans les 21 pays issus de l'ex-bloc communiste d'Europe et d'Asie, a annoncé mercredi à Sofia la directrice régionale de l'Unicef. (AFP)

### Asie

#### Attentat à Quetta

Au moins 11 personnes ont perdu la vie mercredi dans une série d'attentats ayant principalement visé les forces de l'ordre à Quetta, au Pakistan. (AFP)

# Les Américains et les Egyptiens annoncent une trêve

**> Réunion au Caire des «parrains» des belligérants**

Serait-ce la bonne? Après une première tentative infructueuse la veille, un accord de cessez-le-feu était proclamé mercredi soir, au terme de huit jours de violences et de sang à Gaza. Cette fois, ce sont les deux «parrains» des belligérants, les Etats-Unis et l'Egypte, qui en faisaient l'annonce, pour lui donner davantage de poids. Un cessez-le-feu qui, pour l'instant, n'avait pourtant les allures que d'une simple trêve, destinée à laisser revenir le calme sans que soient satisfaites les exigences mises en avant d'un côté comme de l'autre pour faire cesser les combats.

Un assouplissement de l'embargo auquel est soumise la bande

de Gaza? Un élargissement de la zone dévolue aux pêcheurs palestiniens? Ces revendications posées dans un premier temps par le Hamas n'ont pas été évoquées par Hillary Clinton et son collègue égyptien, Mohamed Amr, réunis au Caire pour formaliser l'accord.

«Nous allons travailler avec nos partenaires pour consolider ce progrès et améliorer les conditions de vie des Palestiniens», se contentait d'affirmer la secrétaire d'Etat. Même langage vague à propos de l'exigence israélienne d'obtenir un engagement à long terme du Hamas sur l'arrêt des tirs de roquettes: l'accord, assurait Hillary Clinton, vise aussi à «fournir la sécurité au peuple d'Israël».

En réalité, pour garder la tête haute, le Hamas peut se targuer d'avoir atteint, avec ses missiles sur

Tel-Aviv et la partie juive de Jérusalem, un fait sans précédent. Quant à Israël, avec des dizaines de milliers de soldats amassés à la frontière, il n'a pas attendu les promesses du Hamas pour mettre hors d'état de fonctionner le système opérationnel du mouvement islamiste, fût-ce de manière temporaire.

#### Joie à Gaza

Pour ne laisser aucun doute sur l'ampleur du «triomphe», les responsables du Hamas se sont mis à manifester leur joie hier soir entre les ruines encore fumantes. De son côté, soumis à une forte pression des Américains qui ne voulaient pas entendre parler d'une offensive terrestre, le premier ministre, Benjamin Netanyahu, s'est tout juste dit prêt à «laisser une chance» à cette initiative.

L'attentat dans un bus de Tel-Aviv, qui menaçait de mettre à mal tout le processus, a été attribué aux brigades Al-Aqsa, le bras militaire du Fatah, semblant présager un possible déplacement de la tension vers la Cisjordanie, où le mouvement du président Mahmoud Abbas s'est tenu jusqu'ici particulièrement silencieux face aux événements de Gaza.

Hillary Clinton a longuement loué le rôle du président égyptien, Mohamed Morsi, en tant que «garant de la stabilité de la région». Une sorte de reconnaissance officielle du changement de régime en Egypte, mais aussi la volonté de placer le président issu des Frères musulmans dans la case occupée pendant des décennies par le dictateur Hosni Moubarak.

Luis Lema

PUBLICITÉ



## L'actu, c'est toute la semaine.



## L'information, c'est le dimanche.







# Le nouveau style qui met le monde pénitentiaire en ébullition

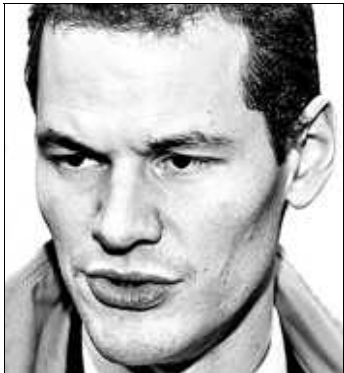
> **Genève** La planification carcérale de Pierre Maudet sera annoncée vendredi

> La directrice de l'office est critiquée

Fati Mansour

La fin de semaine sera placée sous le signe de la détention pour Pierre Maudet. Ce jeudi, le conseiller d'Etat chargé de la Sécurité va tenter de calmer le syndicat des gardiens de prison, très remonté contre l'annonce unilatérale d'un changement de statut pour les futures générations. Et vendredi, le ministre présentera à la presse sa planification carcérale. Tout cela dans un contexte en pleine ébullition. Le style assez bulldozer de la nouvelle directrice de l'Office pénitentiaire alimente le malaise et le projet de déplacer une partie du centre pour mineurs La Clairière suscite une critique unanime depuis son annonce à l'interne début octobre. Les signaux d'une virevolte ministérielle de dernière minute sur ce déménagement sensible, coûteux et impopulaire se font d'ailleurs déjà sentir.

Créer des places de détention préventive et administrative avec un budget très serré – ou désormais un peu moins (lire ci-contre). Pour relever ce défi, Pierre Maudet a notamment choisi de s'appuyer sur les compétences logistiques de Sandra Favre de Oliveira, qui a été nommée directrice générale de l'Office pénitentiaire (OFFPEN) en octobre dernier après avoir assuré l'intérim durant huit mois et en avoir été la responsa-



Pierre Maudet, conseiller d'Etat, chargé de la Sécurité.

ble administrative durant deux ans. La nouvelle directrice possède déjà la qualité d'être la sœur de Bernard Favre, éminence grise du conseiller d'Etat François Longchamp. Ses autres particularités, un profil technocratique peu familier du monde singulier des prisons et une vision froide des enjeux, alimentent la controverse.

Ce manque de légitimité n'a pas été contrebalancé à l'interne par une écoute ou des tendances fédératrices. Bien au contraire. Le style et le langage peu châtié de la directrice ont heurté le personnel et surtout certains hauts cadres du pénitentiaire priés, en séance plénière, de se taire (en des termes beaucoup moins polis) ou de cesser leurs gamineries. «Des excus ont été demandées mais le mal est fait», relève un observateur. Des petites phrases, lâchées par la directrice et laissant transparaître peu de considération pour le personnel ou les détenus, font encore le tour de la maison. Sandra Favre n'a pas souhaité s'exprimer sur ces critiques.

Plus important, personne ne comprend où va ce bateau qui change de cap très souvent. L'office



Sandra Favre de Oliveira, directrice de l'Office pénitentiaire.

ne sait même plus comment il s'appelle. Selon le vœu de Pierre Maudet, sa dénomination a été transformée pour celle d'Office cantonal de la détention. Mais le magistrat aura appris à ses dépens qu'on ne modifie pas si facilement l'intitulé d'un service de l'Etat. Il a donc fallu faire machine arrière. Reste à savoir si le lifting terminologique est simplement repoussé ou finalement abandonné en raison d'une tonalité répressive qui occulte tout le domaine de la réinsertion.

«La commission s'inquiète d'un risque de dégradation des conditions de détention»

Au nombre des projets disputés, il y a le déplacement d'une partie de La Clairière (les mineurs en détention préventive) à l'établissement La Favra, qui jouxte Champ-Dollon et accueille les adultes en courte peine. Ce transfert aurait pour avan-

tage de faire de la place à la détention administrative en permettant au centre de Frambois de s'étendre chez son voisin où resteront tout de même les jeunes placés sous mesure d'observation.

Cette décision, présentée comme acquise pour la fin de l'année, commence à prendre l'eau. L'équipe éducative de La Clairière a écrit au conseiller d'Etat pour relever les défauts de ce projet peu réfléchi. La Favra, vétuste et mal sécurisée, n'est absolument pas équipée pour accueillir des jeunes prompts à faire le mur, du grabuge ou à se mettre en danger. Plusieurs cellules sont sans toilettes ni interphone, ce qui implique de laisser les portes ouvertes. Enfin, la question des ateliers, des cours et de la consultation médicale n'est pas réglée. Sans compter que les mineurs seront ainsi rapprochés des délinquants adultes sur les deux sites.

La crainte s'est propagée à la commission des visiteurs. «Ses membres sont préoccupés par le sort de La Clairière et inquiets, de manière plus générale, d'un risque de dégradation des conditions de détention», précise le député Renaud Gautier (PLR). A la tête de la Commission nationale contre la torture, Jean-Pierre Restellini, abonde: «Nous suivons de près les bouleversements qui sont censés frapper prochainement cet établissement pour mineurs.»

Selon nos dernières informations, ce déménagement sera soit reporté en raison des coûts de mise aux normes du bâtiment, soit purement abandonné face à tant d'adversité. Dans cette dernière hypothèse, ce sont une partie des détenus administratifs qui pourraient aller à La Favra. Sur ce point, sur les missions de l'Office ou sur le statut des gardiens, Pierre Maudet n'a pas souhaité s'exprimer pour le moment.

## Une hausse des recettes bonifie le budget genevois

> **Finances** L'exécutif présente sa nouvelle copie, avec un déficit ramené à 191 millions

Marc Moulin

«C'est bientôt Noël», ironise un député genevois, après avoir pris connaissance du nouveau projet de budget 2013 du Conseil d'Etat. Cette planification bis, déposée mercredi, est marquée d'un rouge moins vif que la première, retournée à l'expéditeur en octobre par la majorité parlementaire de droite (sans le PDC). Le déficit atteint 191 millions, au lieu des 277 prévus en septembre. C'est une amélioration de 87 millions. Si l'exécutif a limé certaines dépenses, il profite surtout de nouvelles estimations de recettes fiscales, en hausse de 99 millions, notamment sur la foi d'un questionnaire envoyé en septembre aux entreprises les plus contributrices du canton. Mais il y a aussi des mauvaises surprises, avec des dépenses nouvelles. Par exemple, 15 millions additionnels sont alloués à l'action sociale, pour couvrir la hausse des demandes d'assistance, réglées par la loi.

Pour le reste, le gouvernement a agi là où il pensait pouvoir le faire, refusant tout changement fondé sur une modification législative qui n'aurait pas encore été votée. C'est en vertu de ce principe qu'il a écarté les propositions d'économies émises par le PLR: «Dans leur écrasante majorité, elles impliquaient de changer des lois», argue Pierre-François Unger, président du gouvernement.

L'exécutif a trouvé des économies nouvelles à hauteur de 31 millions. Un quart de l'effort est supporté par l'Instruction publique, en particulier son état-major. «Tout poste devenu vacant sera gelé ou supprimé», détaille son ministre, Charles Beer. Le cycle d'orientation réformé n'obtient plus que 30 postes additionnels, au lieu de 55. «On se retrouve à la limite de la limite», prévient le socialiste.

D'autres secteurs sont touchés: la ligne couvrant les prestations effectuées par des cliniques privées maigrit (-4,5 millions); de nouvelles lignes de transport public sont abandonnées. Il y a toutefois un gagnant: Pierre Maudet engrange 6 millions en plus pour sa planification pénitentiaire, qu'il présentera vendredi.

Le parlement parviendra-t-il à doter le canton d'un budget avant le 1er janvier 2013? Beaucoup de députés en doutent. L'exécutif, lui, prévient: si l'Etat doit tourner l'an prochain sur une prolongation du budget 2012, les nuisances seraient lourdes. Exemple: la police devrait renoncer à une cinquantaine d'embauches. Et il n'y aurait pas un sou pour financer les élections cantonales de l'automne. En coulisses, l'image du canton suscite des craintes: les agences de notation pourraient sanctionner la fiabilité perdue des autorités.

«Un putsch stérile»

Pour la gauche, le «putsch budgétaire» de la droite s'avère stérile: les nouvelles estimations de recettes seraient aussi arrivées sans lui. «On a perdu deux mois», regrette l'écologiste Emilie Flamand. «Il faudra vérifier que les économies dans la formation n'affectent rien de vital», s'inquiète le socialiste Roger Deneys. A droite, beaucoup trouvent l'amélioration insuffisante. «Le gouvernement ne prend pas la mesure du déficit structurel», s'alarme l'UDC Eric Leyvraz. «Les économies réelles restent marginales», critique le libéral Renaud Gautier. Le PDC Guy Mettan veut améliorer le budget d'une centaine de millions encore, notamment en gelant le bouclier fiscal, au risque de rebuter l'allié PLR. Le MCG, lui, espère alourdir la fiscalité des frontaliers.

## Bertrand Levrat prendra la tête des Hôpitaux universitaires de Genève

> **Genève** Le Conseil d'Etat avalise le transfert aux HUG du directeur actuel de l'Hospice général

Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) connaissent leur futur nouveau patron. Les HUG ont annoncé ce mercredi que le



Conseil d'Etat a ratifié la nomination de **Bertrand Levrat**. Pressenti de longue date, le cadre de 43 ans dirige depuis huit ans l'Hospice général, l'entité autonome chargée

de distribuer l'assistance publique à Genève.

Le conseil d'administration des HUG a départagé lundi les deux derniers finalistes, écartant la candidature interne d'une spécialiste de l'analyse médico-économique. En octobre, le conseil avait rejeté la postulation d'un médecin belge dont les prétentions salariales ont été jugées excessives. Sa nationalité avait suscité la polémique.

Avocat de formation, Bertrand Levrat a œuvré pour le CICR, notam-

ment comme délégué, avant de rejoindre la direction de l'action sociale de l'Etat puis de prendre la tête de l'Hospice général. Il succédera à Bernard Gruson le 1er juin prochain, dans un contexte tendu puisqu'un nouveau plan d'économies est en gestation aux HUG et se trouve dans la ligne de mire des syndicats.

«Au vu de son excellente capacité de contact, nous sommes particulièrement confiants dans sa faculté de créer un dialogue fructueux avec tous les partenaires de l'hôpital, sou-

ligne Michel Halpérin, président du conseil d'administration. Sous la pression de la Confédération, du canton et des caisses, réduire les coûts est indispensable. Nous ambitionnons de le faire sans licenciement et sans affecter les prestations médicales, l'enseignement ou la recherche, mais en améliorant la productivité de l'administration. Quelque 300 postes ne devraient pas être repourvus, mais, globalement, le nombre d'emplois restera croissant aux HUG afin de relever les défis

d'une démographie vieillissante et des progrès médicaux.»

Hors sésail

Selon Michel Halpérin, Bertrand Levrat l'a emporté clairement. «Cette nomination se situe dans la continuité de son parcours, puisqu'il a déjà dirigé un établissement public, note le président. Mais nous avions deux très bonnes candidatures.» Le travail accompli par Bertrand Levrat à l'Hospice général, qui «a retrouvé un équilibre

financier pérenne et une gestion rigoureuse», est souligné par le communiqué des HUG.

Reste que Bertrand Levrat, contrairement à son ultime rivale, ne provient pas du sésail. «L'hôpital ne lui est pas tout à fait inconnu car il y a des proximités avec les tâches sociales dont il s'est occupé jusqu'ici, relativise Michel Halpérin. Mais il est vrai qu'il devra rapidement découvrir cette maison qu'il ne connaît pas de l'intérieur, et nous l'y aiderons.» **M. M.**

PUBLICITÉ

# GP

## GIRARD-PERREGAUX

MECHANICS OF TIME SINCE 1791

### VINTAGE 1945 XXL

Boîtier en or rose, fond saphir,  
mouvement mécanique à remontage automatique Girard-Perregaux.  
Heure, minute et petite seconde.

www.girard-perregaux.com



# Tant de permis, si peu d'acheteurs

> **Valais** Les permis de construire glanés à la dernière minute risquent de ne pas trouver de clients étrangers. En cause: la crise européenne

> **A Nendaz,** de nombreux demandeurs n'ont pas les fonds pour construire

Marie Parvex

Des panneaux «A vendre» sont dressés au bord de la route. Sur des petites parcelles au centre de la station de Nendaz ou devant des chalets neufs. Alors que l'on attendait une augmentation des prix des résidences secondaires après l'adoption de l'initiative Weber, les acheteurs ne se bousculent pas pour les acquérir.

A Villars, Patrick Turrian, conseiller communal et agent immobilier, note une baisse des ventes dans la station depuis 2008, accentuée en 2011 et 2012. «Même sans Weber, les années folles dans la construction étaient finies, le frein à main était déjà tiré, y compris sur la côte lémanique», estime aussi Jean-Daniel Masserey, architecte à Nendaz et promoteur de l'Hôtel Mer de Glace dans la station. Pour lui, les chalets se vendent moins bien et à des prix plus bas.

Nendaz a pourtant enregistré une centaine de demandes de permis de construire depuis la votation sur l'initiative Weber. «Après le 11 mars, les propriétaires de terrains ont voulu sauver leurs biens», explique Jean-Daniel Masserey, qui a déposé une trentaine de mises à l'enquête pour des gens du village. Des projets types, conçus dans le seul but d'avoir un permis de construire valable dans les trois ans à venir. Tous font l'objet de recours de la Fondation Helvetia Nostra, qui estime qu'aucun permis ne devrait plus être accordé dans les communes ayant plus de 20% de résidences secondaires. La réalité économique pourrait avoir en partie



**Le chantier de l'Hôtel Mer de Glace, à Nendaz.** «La plupart des projets immobiliers ne se réaliseront pas faute de moyens des propriétaires», explique Francis Dumas, président de la commune. NENDAZ, 21 NOVEMBRE 2012

raison de cette guerre médiatico-juridique.

«La plupart d'entre eux ne se réaliseront pas faute de moyens des propriétaires», explique Francis Dumas, président de Nendaz. «Si l'initiative Weber avait été adoptée en 2006, en plein boom des résidences secondaires, ces propriétaires auraient pu faire une bonne affaire en vendant terrain et permis, estime Jean-Daniel Masserey. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas parce que la demande des clients diminue. Le risque, c'est qu'ils décident de commencer des travaux, même s'ils n'ont pas les moyens de terminer la construction, simplement parce que leur permis de construire arrive à échéance et qu'ils ne veulent pas perdre la valeur de leur terrain.» Laissant des chantiers inachevés dans la station.

Après la lutte acharnée des Valaisans pour ces derniers permis de construire, le constat est surprenant. D'autant plus qu'il est

brossé à Nendaz, célèbre en Valais pour n'avoir jamais révisé son plan d'aménagement du territoire depuis trente ans. Conséquence ou non, la commune s'y attelle enfin. Elle proposera début 2013 à son parlement de renoncer à 160 hectares de parcelles constructibles situées dans des zones de dangers naturels et dans les mayens où, de toute façon, aucune résidence secondaire ne pourra plus être construite.

Ces 160 hectares concernent un tiers des habitants de la commune, soit 400 familles du village dont les pertes ne seront pas compensées. «Les terrains valent aujourd'hui en moyenne 150 francs le mètre carré et ne vaudront demain plus que 1 franc», explique Francis Dumas. Ils deviendront des zones non affectées que le président imagine déjà colonisées par des forêts qu'il faudra entretenir. «Si la révision de la loi sur l'aménagement du territoire est adoptée, Nendaz de-

vra probablement encore diviser par trois ou quatre ses surfaces constructibles», rappelle Jean-Daniel Masserey. «Cela va provoquer des drames», s'inquiète Francis Dumas.

«Les terrains valent aujourd'hui en moyenne 150 francs le mètre carré et ne vaudront demain plus que 1 franc»

Mais l'heure ne semble plus être aux rebuffades. Francis Dumas a décidé de compenser les effets de l'initiative Weber en taxant les résidences secondaires inoccupées, favorisant les lits chauds souhaités par l'écologiste mais aussi par le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina. Un soutien à la

renovation de l'immobilier a été mis en place et de nouveaux projets hôteliers seraient en cours. Francis Dumas aime aussi rappeler que Nendaz ne dépend pas que de la construction. «Ce secteur dans son ensemble représente un tiers des revenus de la commune. Nous avons aussi des activités industrielles avec les sources d'eau minérale d'Aproz, des exploitations agricoles et des entreprises de service liées au tourisme», explique-t-il.

Le président de commune souligne quand même qu'il est aussi le directeur d'une entreprise d'échafaudages qui attend un fort ralentissement de son activité, une fois que l'initiative Weber aura stoppé les constructions. Jusqu'à diviser par deux le nombre de ses employés. Quant à Jean-Daniel Masserey, il a déjà commencé à se diversifier pour garder les 15 personnes qu'il emploie et travaille à un grand projet hôtelier... En plaine.

## Un PDC à la tête des paysans suisses

> **Agriculture** Markus Ritter à la tête de l'USP

Céline Zünd BERNE

Fin de la suprématie de l'UDC sur l'agriculture suisse, c'est désormais un démocrate-chrétien, **Markus Ritter**, qui accède à la présidence de l'Union suisse des paysans (USP). Il succède au Thurgovien Hansjörg Walter (UDC), actuel président du Conseil national, qui aura passé douze ans à la tête de l'USP.

Markus Ritter a notamment battu un autre conseiller national UDC, Andreas Aebi. L'agriculteur bernois s'était démarqué lors du débat agricole au Conseil national, avec sa proposition de taxer la surproduction de lait.

Pour l'UDC Jean-François Rime, qui assistait hier à l'élection du nouveau président des paysans, «l'UDC n'est pas moins qu'avant derrière les agriculteurs, contre les subventions de géraniums et de bancs dans les campagnes.» Une critique directe adressée à la réforme de la politique agricole actuellement débattue aux Chambres et combattue par l'USP. Elle prévoit moins d'aide directe aux paysans pour privilégier des subventions orientées par des critères environnementaux.

Une partie des démocrates-chrétiens se sont prononcés en faveur de cette réforme, même si Markus Ritter s'est montré à 100% derrière les positions de l'USP. L'homme de 45 ans fait figure de modéré et de conciliateur. Aux arguments émotionnels, il préfère les chiffres. L'argent investi dans le secteur primaire est un bon investissement, aime-t-il répéter à ceux qui critiquent les subventions à l'agriculture.

### Exploitation biologique

Moins connu à l'ouest du pays, le paysan d'Altstaetten (SG) a pourtant bénéficié du soutien romand. L'Association vaudoise de défense professionnelle et de promotion des métiers de la terre (Prom'eterre) avait exprimé sa préférence pour le candidat saint-gallois, garant d'un tournus politique pour que l'agriculture «conserve au parlement une assise aussi large que possible».

Avec Markus Ritter, l'USP sera pour la première fois présidée par un agriculteur qui pratique la culture biologique. Quand on le lui rappelle, il prend ses distances. Soucieux d'éviter l'étiquette de défenseur des intérêts du bio, il se pose en rassembleur: «Je suis le président de tous les paysans.» Markus Ritter compte désormais faire passer son rôle de représentant des paysans avant tout autre mandat. Quand il ne pourra pas s'occuper de ses 28 hectares de terres, c'est sa femme, Haidi, qui s'en chargera.

## Les ennuis de Pierre Chiffelle continuent

> **L'avocat d'Helvetia Nostra** a été dénoncé à la justice valaisanne

Les ennuis de Pierre Chiffelle ont commencé à Troistorrents, où un conseiller communal a protesté contre une requête d'effet suspensif déposée en son nom, mais à son insu, par l'avocat d'Helvetia Nostra. «Nous sommes à quelques minutes de Monthey, et tous les permis de construire actuels concernent des résidences principales», assure Marianne

Maret, la présidente de commune.

Aujourd'hui, les constructions ont pu commencer, mais le village a l'impression d'avoir été délibérément visé par l'avocat vaudois, alors que d'autres sont passés entre les gouttes.

Comme beaucoup d'autres communes, Troistorrents salue sans doute la dénonciation de l'avocat vaudois par le Parti libéral-radical valaisan. Cette démarche annoncée il y a quelques jours (LT du 17.11.2012) a finalement été officialisée auprès du

Tribunal cantonal valaisan. Le PLR réclame que l'avocat soit sanctionné pour violation des règles déontologiques et acharnement procédurier. Comme autorité de surveillance des avocats, le TC peut infliger des sanctions allant de l'amende à la suspension du droit de pratiquer.

Pierre Chiffelle, attaqué aussi par la droite au parlement vaudois, conteste que les procédures douteuses dans lesquelles il est impliqué et qu'il reconnaît en partie aient pu léser quiconque. **M. P. et Yelmarc Roulet**

## Résistance à Chamoson

> **La police s'est rendue sur le chantier d'un chalet**

Dominique Comby construit sans autorisation. A Chamoson, il a terrassé un terrain, commencé le premier chalet d'un ensemble d'une vingtaine et construit une route. Sous le coup d'une opposition de la Fondation Helvetia Nostra pour son projet déposé après le 11 mars, il a choisi de passer outre. «Il s'agit d'une résidence primaire, mes employés attendent un salaire à la fin du mois, je ne peux pas

attendre», justifiait-il début novembre à la télévision locale. La police municipale lui avait pourtant rendu visite à quatre reprises. Depuis ce reportage, la commune lui a notifié l'ordre d'arrêter les travaux et a fait appel à l'aide du canton pour faire respecter la loi. Mercredi, ce dernier ne lui avait pas encore donné de réponse. Le promoteur court le risque d'une amende, voire de la démolition de son bien. Un cas similaire est dénoncé sur la même commune, mais il s'agit d'un privé qui construirait une résidence principale. **M. P.**

## Tuerie de Chevaline: une autre piste?

> **Haute-Savoie** La mort par balles d'un touriste belge en 2011 présenterait des similitudes

Les gendarmes chargés de l'enquête sur la tuerie de Chevaline s'intéressent au meurtre, en juillet 2011, d'un touriste belge, rapportent RTL et le quotidien régional *Le Républicain Lorrain*. Xavier Baligant a été abattu de quatre balles sur une aire de repos, à Colombey-les-Belles, en Meurthe-et-Moselle, alors qu'il remontait de vacances en Ardèche. Ses deux enfants de 4 et 6 ans, qui dormaient dans la voiture, s'en sont sortis indemnes. D'après le tabloïd anglais *The Sun*

dans son édition du 21 novembre, l'arme utilisée – un fusil Schmidt-Rubin K31 qui équipait l'armée suisse dans les années 50 – pourrait être proche de celle qui a tué trois membres de la famille Al-Hilli ainsi qu'un cyclotouriste français le 5 septembre dernier sur les hauteurs d'Annecy. L'arme utilisée par le tueur de Chevaline serait un pistolet semi-automatique Luger, qui lui aussi a été utilisé jadis par l'armée suisse.

Deux affaires non résolues, deux meurtres autour d'une voiture, une

arme de même origine, tout cela a conduit les gendarmes de la section de recherches de Nancy à échanger des informations avec leurs homologues savoyards. Le rapprochement a été confirmé par les procureurs de Nancy et Annecy mais, ont-ils indiqué, «le recoupement focalisé sur le mode opératoire est classique dans le cas d'affaires irrésolues».

Pour rappel, dans le quadruple meurtre de Chevaline, l'une des pistes privilégiées aujourd'hui est celle

du déséquilibré collectionneur d'armes. La famille britannique et le cycliste auraient pu être les cibles, choisies au hasard, d'un tueur fou qui a déjà commis ce type d'actes. Des recherches en France, en Suisse et en Italie sont effectuées dans les centres psychiatriques et clubs de tir. Les autres pistes évoquées, celles du règlement de comptes familial et du passé irakien de Saad Al-Hilli, le père de famille, ne sont pas écartées mais semblent à ce jour moins solides. **Christian Lecomte**

PUBLICITÉ

BM Avocats

**Maîtres Christian BUONOMO et Jean-François MARTI** ont l'honneur de vous informer que **Maître Stéphane PENET** avocat LL.M.

est désormais collaborateur en leur Etude

26, quai Gustave-Ador - Genève



# Où mènera le réveil islamiste dans le monde arabe?



**Hussein Agha et Robert Malley**

*«Tout n'est que mensonge et plaisanterie  
En toute occasion, chacun n'entend que ce qu'il veut entendre  
Et ignore le reste»*  
Paul Simon

Les ténèbres sont tombées sur le monde arabe. La lutte pour une amélioration de la vie de chacun a sombré dans le gâchis, la mort et la destruction. Les puissances étrangères se disputent pour gagner de l'influence et elles règlent leurs comptes. Les manifestations pacifiques par lesquelles tout cela a commencé et les valeurs nobles qui les ont inspirées sont devenues de lointains souvenirs. Les élections sont l'occasion de festivités durant lesquelles les idées politiques sont reléguées au second plan. Le seul programme consistant est religieux et tourné vers le passé. Une course au pouvoir s'est enclenchée, sans règles, valeurs ou objectifs clairs. Les changements de régime ou leur survie n'arrêteront pas cette évolution. L'Histoire n'avance pas. Elle glisse dans les marges.

Les jeux de pouvoir sont entremêlés: combats contre des régimes autocratiques, affrontement confessionnel entre sunnites et chiïtes, lutte pour la domination au niveau régional, nouvelle forme de guerre froide. Les nations se divisent, les minorités se réveillent, sentant l'occasion de s'affranchir des Etats dans lesquels elles sont confinées. Des acteurs nouveaux ou nouvellement revigorés se mettent en avant. La «rue», concept mal défini, est prompte à se mobiliser, mais tout autant à se débander; de jeunes manifestants, principaux activistes durant les soulèvements, sont ensuite écrasés. Les Frères musulmans, il y a peu considérés par l'Occident comme de dangereux extrémistes, sont aujourd'hui fêtés comme des pragmatiques sensés et sérieux. Plus traditionalistes, les salafistes, autrefois allergiques à toute forme de politique, se précipitent maintenant aux élections. Il y a des groupes armés de l'ombre, des milices à l'allégeance douteuse, des bienfaiteurs inconnus. Il y a aussi des gangs, des criminels, des bandits de grand chemin et des kidnappeurs.

Les alliances défilent le bon sens. Elles sont inédites et changeantes. Des régimes théocratiques soutiennent des laïcs; des tyrannies promeuvent la démocratie; les Etats-Unis s'associent avec des islamistes et des islamistes soutiennent l'intervention militaire occidentale. Des nationalistes arabes s'allient à des régimes qu'ils ont longtemps combattus. Des libéraux s'acquiinent avec des islamistes dont ils étaient les ennemis. L'Arabie saoudite soutient les laïcs contre les Frères musulmans et les salafistes contre les laïcs. Les Etats-Unis sont les alliés de l'Irak, qui est allié de l'Iran, qui soutient le régime syrien que Washington espère contribuer à renverser. Les Etats-Unis sont aussi les alliés du Qatar, qui finance le Hamas, et de l'Arabie saoudite, qui finance les salafistes, lesquels inspirent les djihadistes, qui tuent des Américains partout où ils le peuvent.

En un temps record, la Turquie, qui n'avait aucun problème avec ses voisins, s'en est créé avec tous. Elle s'est aliénée l'Iran, a fâché l'Irak et a eu un clash avec Israël. Elle est virtuellement en guerre avec la Syrie. Les Kurdes irakiens sont devenus les alliés d'Ankara alors même que la Turquie est en guerre avec ses propres Kurdes et malgré le fait que sa politique en Irak et en Syrie

encourage les tendances sécessionnistes en Turquie même.

Pendant longtemps, l'Iran s'est opposé aux régimes arabes et a cultivé des liens avec les islamistes avec les affinités religieuses pouvant créer un terrain d'entente. Mais, dès qu'ils ont pris le pouvoir dans les pays arabes, ces islamistes ont cherché à rassurer leurs anciens ennemis saoudiens et occidentaux et ont pris des distances avec Téhéran, malgré la cour que l'Iran leur faisait.

En Tunisie, en Egypte, au Yémen, en Libye, en Syrie et à Bahreïn, aucune personnalité unificatrice d'envergure, capable de tracer un nouveau chemin, n'a émergé. S'il y a un leadership, il a tendance à être exercé par des comités. Ceux-ci émergent mystérieusement pour assumer un pouvoir que personne ne leur a conféré. Bien souvent, leur légitimité leur vient de l'étranger: l'Occident apporte respectabilité et visibilité; les Etats du Golfe fournissent ressources et soutien; les organisations internationales offrent légitimité et aide.

Tout comme les dirigeants qu'ils ont contribué à renverser, les islamistes ménagent l'Occident. Et, tout comme les régimes qu'ils ont remplacés, qui utilisaient les islamistes comme épouvantails pour maintenir l'Occident à leurs côtés, les Frères musulmans agitent le spectre de ce qui pourrait advenir s'ils échouaient: l'arrivée au pouvoir des salafistes qui, pour leur part et comme les Frères de jadis, sont déchirés entre la fidélité à leurs traditions et leur soif de pouvoir.

## La lutte pour une amélioration de la vie de chacun a sombré dans le gâchis, la mort et la destruction

La politique égyptienne se joue entre la force triomphante des Frères musulmans, celle plus intrasigeante des salafistes, celle, anxieuse, des non-islamistes, et celle des rescapés de l'ancien régime. Tandis que les Frères victorieux essaient de trouver un arrangement avec les autres mouvements, le futur politique est confus. La vitesse et l'élégance avec lesquelles le nouveau président, Mohamed Morsi, a mis à la retraite ou marginalisé les anciens leaders militaires et le calme qui a entouré cette manœuvre audacieuse suggèrent que les islamistes ont davantage confiance en eux-mêmes et qu'ils ont l'intention d'accélérer le tempo.

Jour après jour, la guerre civile syrienne devient plus hideuse et plus sectaire. Le pays est devenu le théâtre d'une guerre régionale par procuration. L'opposition est formée par un assortiment éclectique de Frères musulmans, de salafistes, de manifestants pacifistes, de militants armés, de Kurdes, de déserteurs, de membres de tribus et de combattants étrangers. Il n'y a pas la moindre place pour la réflexion, tant du côté du régime que de celui de l'opposition, dans leur quête désespérée de la victoire. L'Etat, la société et une culture ancienne sont en train de s'effondrer. Le conflit englutit la région.

La bataille de Syrie est aussi une bataille pour l'Irak. Les Etats arabes sunnites n'ont pas accepté la perte de Bagdad au profit des chiïtes et, à leurs yeux, des Safavides iraniens. Si les sunnites l'emportent en Syrie, cela ravivera l'ardeur de leurs coreligionnaires irakiens et, par ricochet, celle d'Al-Qaïda. Une guerre pour la reconquête de l'Irak impliquerait ses voisins. La région se soucie de la Syrie. Elle est obnubilée par l'Irak.

Les islamistes de la région attendent l'issue du conflit syrien. Si la patience est leur premier principe, le deuxième est la consolidation des gains.

Intrinsèquement faibles et ne jouissant que d'une maigre légitimité, les Etats arabes ont tendance à être vus par leurs citoyens avec suspicion, comme des organismes

étrangers superposés à des structures plus profondément enracinées, des structures sociales familiaires héritées d'une longue histoire n'ayant pas connu d'interruption. Ces Etats ne jouissent ni de la reconnaissance ni de l'autorité qui prévalent sous d'autres cieux. Quand des soulèvements surviennent, la capacité de fonctionnement de l'Etat s'affaiblit encore par l'érosion de leur pouvoir coercitif.

Les Frères musulmans dominent la scène. Le président égyptien récemment élu sort de leurs rangs. Ils ont le pouvoir en Tunisie. Ils contrôlent Gaza. Ils ont gagné des points au Maroc. Leur heure pourrait venir également en Syrie et en Jordanie.

Les Frères ont survécu pendant 80 ans dans la clandestinité et les tranchées, pourchassés, torturés et tués. Ils ont aussi été forcés à des compromis et ont appris à attendre leur heure. Le combat entre l'islamisme et le nationalisme arabe a été long, tortueux et sanglant. Sommes-nous en train de vivre son épilogue?

La Première Guerre mondiale a mis fin à quatre siècles de règne ottoman islamique. Avec des crises et des sursauts, le siècle qui suivit fut celui du nationalisme arabe. Pour beaucoup, c'était une importation occidentale étrangère, contre nature et inauthentique – une déviation qui devait être rectifiée. Forcés de s'adapter, les islamistes ont accepté les contraintes de l'Etat-nation et d'une loi laïque. Mais les leaders nationalistes et leurs successeurs sont restés leur cible.

Que signifie tout cela? Les islamistes ne sont pas disposés à partager le pouvoir acquis au prix fort ou à gaspiller leurs gains si patiemment accumulés. Ils doivent trouver un compromis entre une base rétive, une société nerveuse et une communauté internationale indécise. Entre la tentation de frapper vite et le désir de rassurer. De manière générale, ils préféreraient éviter la force, aimant mieux éveiller la nature islamique dormante des gens que la leur imposer. Ils vont essayer de tout faire: diriger, mettre progressivement en place des transformations sociales, et être fidèles à eux-mêmes sans devenir une menace pour les autres.

Les islamistes proposent un marché. En échange d'une aide économique et d'un soutien politique, ils ne mettront pas en danger ce qu'ils pensent être le cœur des intérêts occidentaux: la stabilité régionale, Israël, la lutte contre le terrorisme et l'approvisionnement en énergie. Pas de mise en péril de la sécurité occidentale. Pas de guerre commerciale.

L'épreuve de force avec l'Etat juif peut attendre. La priorité sera le lent et régulier modelage des sociétés islamiques. Les Etats-Unis et l'Europe pourraient faire part de leur inquiétude, voire de leur indignation face à cette transformation interne. Mais ils les surmonteront, de la même manière qu'ils s'accommodent du fondamentalisme austère de l'Arabie saoudite. Les islamistes pensent qu'un troc – nous tiendrons compte de vos besoins, alors laissez-nous nous occuper des nôtres – fera l'affaire. En se référant à l'Histoire, qui peut le leur reprocher?

Moubarak est tombé en partie parce qu'il était considéré comme excessivement asservi à l'Occident. Les islamistes qui lui succèdent pourraient offrir à l'Ouest un marché plus attrayant car plus durable. Ils pensent pouvoir obtenir ce que l'ancien dirigeant ne pouvait pas avoir.

En comparaison avec Moubarak, les Frères musulmans ont un programme beaucoup plus large – moral, social, culturel. Les islamis-



**Manifestation anti-israélienne au Caire.** Les Frères musulmans jouent les équilibristes. 16 NOVEMBRE 2012

tes pensent qu'ils peuvent être fidèles à leurs convictions sans avoir besoin d'être fidèles aux sentiments anti-occidentaux.

A la différence des proches alliés des Occidentaux qu'ils ont remplacés, les islamistes ont appelé à une intervention militaire de l'OTAN en Libye. Ils font de même aujourd'hui pour la Syrie et dans toutes les situations où ils caressent l'espoir d'emporter la mise. Les infidèles occidentaux, qui ne resteront pas longtemps sur place, peuvent être utilisés pour se débarrasser des infidèles locaux, qui les ont pourchassés pendant des décennies. Le rejet de l'intervention étrangère, qui a été au centre de la doctrine post-indépendance, n'est plus à l'ordre du jour. Il est maintenant fustigé comme contre-révolutionnaire.

Ce que les Etats-Unis ont cherché à obtenir pendant des décennies en s'immisçant et en utilisant la contrainte, ils pourraient l'obtenir par l'acquiescement de la part de régimes arabes qui ne défieront pas les intérêts occidentaux. Il n'est pas surprenant que beaucoup de gens dans la région soient persuadés que Washington était complice de la montée des islamistes et un partenaire placide de leur accession au pouvoir.

Partout, Israël fait face à la montée de l'islam, du militantisme, du radicalisme. Ses alliés ont disparu, les ennemis d'hier règnent suprément.

## Les islamistes pensent qu'un troc – nous tiendrons compte de vos besoins, laissez-nous nous occuper des nôtres – fera l'affaire. Au regard de l'histoire, qui peut le leur reprocher?

Mais les islamistes ont des objectifs différents et plus larges. Ils souhaitent promouvoir leur projet islamique, ce qui signifie consolider leur pouvoir partout où ils le peuvent, cela en évitant de s'aliéner l'Occident et en évitant des clashes périlleux et prématurés avec Israël. Dans ce schéma, l'existence de l'Etat d'Israël est et restera intolérable, mais cet enjeu est probablement la dernière pièce d'un puzzle qui ne sera peut-être jamais entièrement assemblé.

Car un espace islamiste qui se voudrait héritier de l'Empire ottoman, la fermeture de la parenthèse nationaliste ne sont pas inscrits dans les étoiles. Les Frères musulmans ont prospéré dans l'opposition en grande partie parce qu'ils cultivaient le secret, faisaient preuve de patience et s'assuraient de l'obéissance à l'interne. Ils ont construit leur influence par des années de travail tranquille et de persévérance. Dès le moment où les islamistes se mettent en lice pour le pouvoir, beaucoup de leurs atouts deviennent obsolètes. Ils doivent se mouvoir dans l'espace public car la

politique exige plus de transparence, s'adapter rapidement en cas de changement soudain et s'accommoder de la diversité dans leurs rangs car le système est devenu pluriel.

Le nouveau langage islamiste, dans la mesure où il met l'accent sur la liberté, la démocratie, les élections et les droits humains, est loué par l'Occident mais est reçu avec scepticisme par les voix critiques. Il ne peut s'agir que de mots, mais les mots peuvent avoir du poids; ils peuvent vivre leur propre vie, contraindre à des changements politiques, rendre difficile de revenir sur ses paroles.

Les islamistes doivent aussi faire face aux dilemmes de la politique étrangère. La nouvelle confiance en soi de l'Egypte, sa tentative de mener une diplomatie plus indépendante pourraient la mettre en conflit avec l'Occident. D'un autre côté, sa décision apparente de renoncer à ses positions anti-Occident et anti-Israël risque de lui aliéner ses citoyens. Beaucoup d'Egyptiens veulent autre chose qu'un Moubarak orné de versets coraniques.

Les islamistes ont prospéré dans l'opposition parce qu'ils pouvaient s'en prendre aux autres. Au pouvoir, ils pourraient souffrir des reproches des autres. S'ils diluent leur agenda national et international, ils risquent de s'aliéner leur base. Si au contraire ils s'en tiennent à leur programme, ils trouve-

ront face à eux les non-islamistes et l'Occident. S'ils renvoient à plus tard la confrontation avec Israël, leur rhétorique apparaîtra déconnectée de leur politique. Et s'ils vont de l'avant, leur politique sera perçue comme dangereuse par leurs nouveaux alliés occidentaux.

S'ils expliquent que leur modération est tactique, ils s'exposeront eux-mêmes. S'ils se taisent, ils sèmeront la confusion dans la base. Il y a tant de contradictions à chevaucher simultanément dans ce numéro d'équilibriste olympien. Le pouvoir de l'islam politique découlait du fait qu'il ne l'exerçait pas. Ses récents succès pourraient marquer le signal de son déclin prochain. Comme la vie était plus simple quand on était de l'autre côté.

Dans le chaos et les incertitudes, les islamistes sont les seuls à offrir une vision familière, authentique pour le futur. S'ils échouent ou chancellent, qui pourrait les remplacer? Les forces libérales ont une faible ascendance, un mince soutien populaire et presque aucun poids organisationnel. Les rescapés de l'ancien régime sont familiers des rouages du pouvoir, mais ils semblent fatigués, voire épuisés.

Reste un assortiment de nationalistes, d'anti-impérialistes, de gauchistes à l'ancienne et d'héritiers de Nasser. Ils représentaient la seule idéologie légitime dans le monde arabe, invoquée par ceux qui ont combattu le colonialisme et ceux qui ont remplacé les pouvoirs coloniaux. Des idées similaires ont été invoquées, innocemment mais distinctement, par les manifestants ces derniers mois. Il a été question de dignité, d'indépendance et de justice sociale, des mots empruntés au même lexique que celui de ceux qu'ils ont fini par chasser.

Cette vision non islamiste, «progressiste», a des racines, un pouvoir d'attraction et des fantassins. Il lui manque une organisation et des ressources. Ses adeptes souffrent d'avoir été profondément pollués et corrompus par les générations de dirigeants qui ont gouverné en leur nom. Sont-ils capables de se réinventer? Si les Frères musulmans ne prennent pas suffisamment en compte les sentiments nationalistes de la population, s'ils ignorent son aspiration à la justice sociale, s'ils échouent à gouverner efficacement, alors une fenêtre pourrait s'ouvrir. Une vision du monde plus nationaliste et plus progressiste pourrait réapparaître.

Une vidéo circule. On y voit Nasser régaler la compagnie en racontant l'histoire de ses démêlés avec le chef des Frères musulmans de l'époque, qui lui demandait d'obliger les femmes à être voilées. Le leader égyptien lui répond: Est-ce que ta fille porte un voile? Non. Si vous ne pouvez pas la diriger, comment pouvez-vous attendre de moi que je dirige des dizaines de millions de femmes égyptiennes? Il rit et la foule rit avec lui. C'était au début des années 50, il y a plus d'un demi-siècle. Aujourd'hui, on perçoit de la nostalgie pour ce genre d'humour et de telles bravades. Il n'y a pas une course en avant de l'Histoire.

Le siècle écoulé a-t-il été une déviation aberrante de la trajectoire fondamentalement islamique du monde arabe? Ou la renaissance islamiste à laquelle nous assistons est-elle un retour fugace et absurde à un passé depuis longtemps dépassé? Quel est le détournement? Quelle est la pente naturelle?



# Comment combattre efficacement l’initiative sur les forfaits fiscaux



Philippe Kenel

Pour vaincre l’initiative fédérale visant à supprimer l’imposition d’après la dépense, qui réduirait à néant des décennies d’efforts consacrés à attirer les personnes privées fortunées en Suisse, il y a lieu de tirer les leçons de la votation sur l’initiative Weber, par laquelle le peuple suisse a accepté le 11 mars 2012, à la surprise quasi générale, de limiter le nombre des résidences secondaires à 20% par commune. Ces leçons sont les suivantes:  
**a)** La campagne contre cette initiative doit être lancée rapidement. L’expérience démontre que les initiateurs d’initiatives portant sur des sujets faisant appel à des sentiments épidémiques de la population, telle la jalousie, ont tout intérêt à ce que la campagne soit courte. Plus la campagne est longue, plus les citoyens prennent le temps de réfléchir, de peser le pour et le contre, et de revenir à des prises de position plus rationnelles. J’ai rencontré de nombreuses personnes qui m’ont avoué que, si elles avaient mieux réfléchi aux conséquences de l’initiative Weber, elles n’auraient pas voté pour.  
**b)** Il est illusoire de croire que l’exigence de la double majorité de la population et des cantons est un garde-fou suffisant pour préserver la Suisse d’initiatives allant à l’encontre de ses intérêts économiques. Par conséquent, il est impératif de mener campagne dans tous les cantons.  
**c)** Le système médiatique actuel exige que le citoyen puisse mettre

des têtes sur les idées. A ce titre, Franz Weber est un exemple. Il faut que des chefs d’entreprises bénéficiant de la présence des forfaitaires en Suisse s’engagent à titre personnel dans la campagne. Je pense notamment aux banques, au secteur de l’immobilier, à l’hôtellerie et la restauration, à l’industrie du luxe et à celle de l’automobile. Les associations représentant ces domaines d’activités doivent informer leurs membres qu’ils bénéficient de la présence des forfaitaires en Suisse. Il serait paradoxal qu’un garagiste vote pour la suppression du forfait alors qu’il vend, sans le savoir, plus de la moitié de ses véhicules de luxe à des forfaitaires.  
**d)** Il serait suicidaire que le Conseil fédéral ne présente pas un contre-projet. Il est vrai que les conditions pour l’obtention du forfait ont déjà été durcies dans la législation fédérale en 2012. Cependant, il serait absurde de refaire la même erreur que dans le cadre de l’initiative Weber, où le Conseil fédéral soutenait que la modification de la loi sur l’aménagement du territoire tenait lieu de contre-projet. L’un des points essentiels du contre-projet devrait être de fixer à 300000 francs le minimum des dépenses pour l’impôt communal et cantonal. L’une des qualités essentielles du peuple suisse est d’être raisonnable. Si on lui présente la suppression d’un statut qui contribue à la richesse de la Suisse et un contre-projet qui en durcit les conditions, il est fort probable qu’il votera pour le contre-projet.  
Cette initiative revêt un caractère particulier à double titre. Tout d’abord, il est inutile de se leurrer en croyant que l’on pourra convaincre une partie de la gauche, qui par essence hait les riches. En revanche, je suis convaincu que la gauche pragmatique est sensible aux intérêts économiques que re-

présente l’impôt d’après la dépense, surtout si le contre-projet est attractif. Néanmoins, l’enjeu se situe essentiellement au niveau des riches Suisses jaloux de voir que les forfaitaires ne paient pas proportionnellement le même montant qu’eux. Ces derniers doivent être convaincus par les deux arguments suivants. D’une part, la situation du forfaitaire n’est pas comparable à la leur et, par conséquent, pas inégalitaire, dans la mesure où la personne imposée d’après la dépense n’a pas le droit, contrairement à eux, d’avoir une activité lucrative en Suisse. Il est d’ailleurs important que les autorités cantonales contrôlent de manière stricte le respect de cette condition. D’autre part, une certaine gauche, en s’inspirant d’ailleurs du modèle

Les riches Suisses sont jaloux de voir que les forfaitaires ne paient pas proportionnellement le même montant qu’eux

de l’UDC, travestit la démocratie directe suisse en utilisant l’initiative populaire afin de faire campagne de manière permanente durant les législatures. L’UDC s’attaque aux étrangers, et cette partie de la gauche, aux riches. A ce jour, aucune des initiatives anti-riches n’est passée. Ceci dit, si par malheur l’initiative contre les forfaits devait passer, cela donnerait des ailes à ses initiateurs, qui multiplieraient les initiatives, cette fois non pas contre les riches étrangers, mais contre les riches Suisses. Par conséquent, les personnes aisées suisses, même si elles ne devaient pas être convain-

cues de l’imposition d’après la dépense, devraient voter pour son maintien afin de ne pas être la prochaine cible.  
Par ailleurs, la situation ne se présente absolument pas de la même manière en Suisse allemande et en Suisse romande. En effet, le taux de l’impôt sur la fortune est tellement plus bas dans un certain nombre de cantons suisses allemands qu’en Suisse romande, que, même sans l’impôt d’après la dépense, ces cantons resteraient attractifs pour les personnes fortunées étrangères, alors que des cantons comme Vaud ou Genève ne le seraient plus du tout. A titre d’exemple, une personne propriétaire d’une fortune de 10 millions de francs domiciliée à Genève, paie environ 100000 francs d’impôts annuels sur la fortune, alors que ce montant s’élève à environ 24000 francs à Lucerne et à 15000 francs à Schwyz. Néanmoins, il est impératif que les forces de droite et de la gauche pragmatique défendent le forfait, qu’elles soient d’origine suisse romande, alémanique ou tessinoise. Dans d’autres occasions, où l’enjeu sera non pas en Suisse romande ou au Tessin, mais en Suisse allemande, les forces précitées romandes et tessinoises leur renverront l’ascenseur.  
En conclusion, en tirant les leçons de l’initiative Weber, les forces de droite et de la gauche pragmatique ainsi que les milieux économiquement concernés de toute la Suisse doivent s’engager rapidement pour défendre l’imposition d’après la dépense, qui est l’un des fleurons de la promotion économique suisse.

.....  
Avocat à Lausanne  
.....

## Vous et nous Vous écrivez



### Bernadette Soubirous

Abbé  
François-Xavier  
Amherdt,  
professeur  
de théologie  
à l’Université  
de Fribourg

Je ne me prononcerai pas sur les «visions» dont Joseph Smith, le fondateur de l’Eglise des saints des derniers jours, aurait bénéficié (LT du 23.10.2012), ni sur sa découverte du *Livre de Mormon* écrit dans une langue inconnue des linguistes – de «l’égyptien réformé» – et contenant une révélation autre que la Bible, due à des peuples d’origine israélite ayant habité le continent américain avant et après Jésus. Si les mormons baptisent les morts, et font donc des recherches généalogiques dans ce but, c’est pour leur assurer le salut éternel, qui est réservé aux membres de l’Eglise.  
Par contre, ce que dit la journaliste à propos de Bernadette Soubirous ne correspond pas à la réalité. Elle n’était pas une «exaltée», mais une petite fille toute simple et normale. Elle n’a pas été «récupérée par l’Eglise catholique». Au contraire, lorsqu’elle a voulu obéir à la Vierge et transmettre aux autorités ecclésiales le message reçu lors des apparitions de Lourdes, invitant les hommes à la prière et à la conversion, elle n’a reçu que de l’incompréhension, et elle a dû faire preuve de persévérance pour que sa parole soit prise en compte.

## L’aide à la formation des entreprises vaudoises

Jean-Benoît  
Fontaine,  
Lausanne

*Concerné l’article «Les brevets et diplômes fédéraux seront davantage subventionnés» (LT du 16.11.2012)*  
La décision du Conseil fédéral d’accroître son soutien de 60 à 80% aux examens de la formation professionnelle supérieure (brevet fédéral et diplôme fédéral) sera appréciée par les candidats qui verront le coût de leurs examens diminué.  
Autre bonne nouvelle pour les candidats employés dans une entreprise située dans le canton de Vaud. Depuis 2010, la Fonpro (Fondation cantonale pour la formation professionnelle) participe au financement de la formation et des examens des brevets fédéraux et diplômes fédéraux pour encourager les candidats à se perfectionner dans ces filières. Pour la formation, ce financement s’élève à 50% de la part des coûts payés par l’employé jusqu’à un montant maximum de 5000 francs. Pour l’examen, il s’élève à 100% de la part des coûts payés par l’employé.  
Comme la Fonpro est alimentée exclusivement par les entreprises vaudoises à hauteur de 0,1% de la masse salariale, le demandeur doit faire état, durant le temps d’études considéré, d’un emploi dans une entreprise située dans le canton de Vaud. En principe, les indépendants ou les personnes ne cotisant pas à la Fonpro ne peuvent pas présenter de demande de soutien financier.  
Cette action réduit l’inégalité de traitement entre les étudiants du tertiaire A (universités, HES...), qui ne paient que quelques taxes, et ceux du tertiaire B (brevet et diplôme fédéral) qui paient la presque totalité de leur formation.  
Espérons que pareille action soit mise en place dans les autres cantons pour offrir les mêmes opportunités à tous les candidats.

## Médecins et médicaments

Raymond  
Dalebroux,  
Fuellinsdorf  
(BL)

A juste titre, l’Organisation mondiale de la santé et l’OCDE pointent du doigt la Suisse, qui enfreint un principe fondamental d’éthique médicale: «Celui qui prescrit ne vend pas.» C’est une attitude universelle et élémentaire de déontologie médicale qui est toujours bafouée dans certains cantons au détriment de la santé du patient et au détriment du rôle essentiel du pharmacien, responsable aussi de la correction et de l’adéquation des posologies prescrites par le médecin.  
Peu importe si la vente de médicaments peut représenter jusqu’à 30% du revenu du médecin et peu importent les tergiversations filandreuses, le maintien de cette pratique est injustifiable et immoral. Il est inadmissible que quelques cantons, principalement alémaniques, et quelques milieux affairistes puissent corrompre l’image internationale d’un pays.  
Tout aussi inquiétant, dans l’article intitulé «Alain Berset évite de se fâcher avec les médecins» (LT du 8 novembre 2012): le peu de volonté, voire l’incapacité de résister aux lobbyistes entament sérieusement la crédibilité du nouveau conseiller fédéral.

## Nous rectifions

«Le Temps» du  
20 novembre  
2012

Il y a 111 kilomètres entre Chiasso et le Gothard (à la hauteur d’Airolo) et non pas 20, comme écrit par erreur dans le sous-titre de l’article «Le Tessin abrite une véritable «Fashion Valley». Par ailleurs, le chiffre d’affaires généré par la région se monte à 10 milliards de francs.

.....  
Conseiller national (PLR/VD)  
.....

# La politique de l’arrosoir fédéral ne peut que nuire à l’innovation



Fathi Derder

La Suisse veut se doter d’un parc d’innovation, créer une «Silicon Valley» helvétique. Excellente idée: nous devons nous battre pour rester compétitifs et innovants. Le parlement élabore, ces jours à Berne, la base légale du projet. Concrètement, le Conseil fédéral propose de céder des terrains de la Confédération à une fondation qui gèrera le parc. C’est un bon concept. Malheureusement, le Conseil national risque de tuer le parc lundi, au nom d’un régionalisme aveugle.  
Car cette idée a un défaut: elle est politiquement séduisante. Trop séduisante. Des cantons y voient une manne fédérale. De l’argent bienvenu pour «stimuler l’innovation». Du coup, tout le monde veut sa part du gâteau. Mais avant de procéder à la distribution, il vaut la peine de prendre un peu de hauteur. Et rappeler quelques ingrédients du «gâteau».  
Premièrement, l’innovation ne se décrète pas. Il ne suffit pas de construire quatre murs et un toit pour créer du génie. La Silicon Valley n’est pas née d’un projet de loi. De même, un parc d’innovation ne naît pas d’une heureuse politique d’aménagement du territoire.

C’est une mécanique plus complexe: il faut réunir des chercheurs de haut niveau, des entreprises solides, des investisseurs, et des étudiants. L’objectif est simple: permettre aux «cerveaux» de commercialiser leurs idées. Cela s’appelle le transfert de technologies, essentiel à la qualité de nos hautes écoles et au développement économique suisse. L’objectif est simple, mais sa réalisation est complexe. Voire hautement aléatoire.  
Deuxièmement, la «Silicon Valley» suisse existe déjà. Entre le Jura et les Alpes, notre place scientifique est l’une des plus innovantes au monde. Que ce soit autour des EPF, dans les sciences de la vie, l’ingénierie, les nanotechnolo-

Au lieu de réinventer la roue, au lieu de créer de la lourdeur, donnons un coup de pouce aux deux parcs existants

gies, ou dans des pôles d’excellence de la microtechnique neuchâteloise et de la pharma bâloise.  
Enfin, et surtout, des parcs d’innovation existent déjà. Notamment un, à l’ouest de Lausanne. L’EPFL y a créé un quartier de l’innovation: chercheurs, multinationales, start-up, capital-risque. Tout y est, et c’est un carton. Un modèle à suivre, à l’échelle du pays.  
Voilà quelques éléments de base qu’il faut avoir en tête, avant

d’aborder la question de la mise en place d’un parc d’innovation. Malheureusement, le débat n’a pas eu lieu au parlement. Car devant l’argent facile et le soutien de la Confédération, les cantons préfèrent toucher leur part sans vision d’ensemble. Le régionalisme prend le dessus: le Zurichois défend Zurich, le Vaudois défend Lausanne, le Valaisan défend Sion ou Rarogne, le Bernois défend Bienne, etc. Ainsi, dans le projet de loi débattu lundi, certains élus – heureusement minoritaires – veulent intégrer la notion d’équilibre entre les régions. En résumé: la part du gâteau, sans voir le gâteau. Et sans répondre à la question: comment ce parc va-t-il fonctionner, dans son ensemble?  
Car la seule question doit être: «Comment ça marche?» On sait déjà comment ça ne marche pas: en pratiquant la politique de l’arrosoir. En multipliant les petits coups de pouce pour vingt sites différents sans coordination, sans leadership, on fonce dans le mur. Pas de vision commune, pas de visibilité, mais une belle usine à gaz fédérale. Lourde et inefficace.  
Pour que ça marche, nous devons réunir quelques questions clés, et y répondre. En vrac: existe-t-il des sites qui réunissent déjà des entreprises, du capital-risque, des chercheurs de rang mondial? Et si oui, lesquels? Quels sont les sites qui peuvent servir de centre névralgique de l’innovation suisse? Qui sont les moteurs de l’innovation et du transfert de technologie suisse? Et peut-on les aider? Les doper?



# Les électrochocs, une thérapie reconnue

## > Neurologie

Les traitements psychiatriques par électrochocs ont mauvaise réputation

> Un nouvel ouvrage montre que cette pratique est désormais bien encadrée

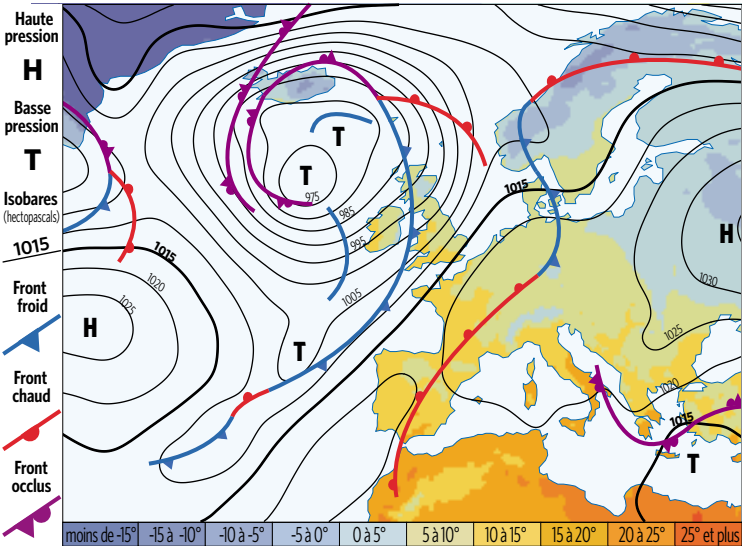
Sandrine Cabut

Les idées reçues ont la vie dure. Lancez la conversation sur les électrochocs autour de vous et vous obtiendrez immanquablement un flot de réactions négatives: association spontanée au film *Vol au-dessus d'un nid de coucou* avec Jack Nicholson (qui date de 1975, soit près de quatre décennies); image d'un traitement psychiatrique brutal, voire inhumain, en tout cas dépassé... Pourtant, un ouvrage collectif récent sur le sujet, intitulé *L'Electroconvulsivothérapie. De l'histoire à la pratique clinique: principes et applications*, invite à en finir avec la réputation sulfureuse de cette technique, aussi appelée sismothérapie.

Coordonné par deux psychiatres, les docteurs David Szekely et Emmanuel Poulet, et rédigé par plus de 50 contributeurs, ce livre de référence s'adresse avant tout à un public de professionnels. Mais il a le grand intérêt de montrer que les pratiques actuelles sont scientifiquement validées et correctement encadrées, du moins dans un pays comme la France. Plus étonnant, on réalise à travers les nombreuses références scientifiques citées que l'électroconvulsivothérapie fait toujours l'objet d'un champ intense de recherches pour préciser ses modes d'action, optimiser l'efficacité et réduire les effets secondaires, évaluer de nouvelles indications...

## Météo

### Situation générale aujourd'hui, à 13h





Chocolat

La filière du cacao est réunie à Abidjan pour une rencontre cruciale

Page 15



Tourisme

Les prix d’une nuitée dans un hôtel à Genève s’inscrivent en baisse

Page 15

<b>SMI</b> 6645+0,39%		<b>Dollar/franc</b> 0,9392
<b>Eurostoxx 50</b> 2519,60+0,39%		<b>Euro/franc</b> 1,2040
		<b>Baril Brent/dollar</b> 110,43
		<b>Once d’or/dollar</b> 1727,50

Sandoz veut forcer Roche à casser ses prix

> **Pharma** Les biosimilaires vont changer le marché des anticancéreux

> La division de Novartis investit beaucoup en Autriche

Willy Boder DE RETOUR DE KUNDL

«Oui, vous avez raison, on connaît parfaitement et dans le détail la pharmacie biotechnologique de Roche.» Le jeune scientifique en jeans et pull brun feutré qui répond aux questions du *Temps* travaille pour Sandoz, une société du groupe Novartis, concurrent bâlois de Roche.

Basé à Kundl, dans le Tyrol autrichien, le biologiste informaticien fait partie d'une équipe de 23 personnes spécialisées dans le séquençage moléculaire et la caractérisation analytique. Sa mission consiste, avec des instruments valant plusieurs centaines de milliers de francs, à décortiquer, notamment, les médicaments anticancéreux du groupe Roche pour

mieux les copier. L'enjeu, présenté à une trentaine de journalistes invités par Sandoz, est scientifique, mais aussi commercial.

La société qui parviendra à copier MabThera, un traitement injecté contre une forme de leucémie et contre l'arthrite rhumatoïde, commercialisé par Roche et protégé par un brevet jusqu'en 2014 en Europe et 2018 aux Etats-Unis, engrangera des bénéfices importants. Ce médicament, fabriqué à base de cellules animales vivantes selon le principe biotechnologique du processus de fermentation, extraction, purification, a généré l'an dernier un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs. Sandoz, spécialisée dans les médicaments génériques chimiques, mais également biotechnologiques appelés biosimilaires, veut se positionner comme chef de file dans cette technologie biotech nettement plus difficile à maîtriser que la simple copie de substances chimiques.

Les autorités d'homologation américaines (FDA) ont longtemps hésité sur la marche à suivre pour évaluer les biosimilaires. Le médicament étant «vivant», il est en effet impossible de rendre une copie parfaitement conforme à l'origi-

nal. Finalement, en 2010, six ans après l'Union européenne, la FDA a établi ses premières directives. Cette insécurité juridique, notamment sur l'exigence de mise en œuvre ou non de vastes et coûteuses études cliniques englobant des centaines de patients, a provoqué l'impatience de Sandoz, techniquement prête à faire le pas, et fait hésiter plusieurs entreprises pharmaceutiques spécialisées dans les génériques.

Une course contre la montre est lancée, dans les biosimilaires, entre Teva, associée à Lonza, et Sandoz

Aujourd'hui, une course contre la montre est lancée pour lancer des biosimilaires à fort potentiel commercial, même avec une réduction de prix de 20 à 50% comparé au médicament original. «Les marges bénéficiaires sont élevées en biotechnologie. Il est à mon avis tout à fait possible de parvenir à une réduction de moitié du prix pour un biosimilaire, explique



**Fabrication de biosimilaires dans le Tyrol autrichien.** De grandes précautions sont prises pour éviter une contamination du médicament, en «cuve» de production, par des éléments apportés par l'homme. KUNDL, 2010

Joerg Windisch, responsable scientifique de l'unité biotech de Sandoz. Mais on ne parviendra jamais, à cause de la complexité du processus de fabrication, à des baisses de 90% comme on peut le voir dans les génériques chimiques.»

Des essais cliniques limités de phase III sur la copie de MabThera, supervisés par le site de Kundl, sont en cours. D'autres sociétés, notamment l'israélien Teva, numéro un dans les génériques de- vant Sandoz, sont aussi sur les

rangs. De nouveaux biosimilaires suivront. Herceptin, un médicament de Roche contre le cancer du sein ou de l'estomac, est-il sur la liste? «Nous ne dévoilons pas le détail de notre pipeline», répond avec un petit sourire Mark McCamish, responsable du développement biotech de Sandoz.

La division de Novartis, qui a investi des centaines de millions d'euros en cinq ans dans ses installations en Autriche, vend déjà trois biosimilaires pour un chiffre d'affaires annuel de 261 millions de

dollars. C'est moins de 3% du total des ventes de Sandoz en 2001, mais le marché des biosimilaires va exploser selon les analystes. Un chiffre d'affaires annuel de 70 milliards de dollars réalisé par des médicaments biotech originaux ne sera plus protégé par des brevets d'ici à 2017. Le marché des biosimilaires devrait dépasser 15 milliards de dollars en 2020 et permettre des économies cumulées des coûts pharmaceutiques de plus de 20 milliards en Europe à cette date.

Fabergé est revendu

> **Luxe** La société est reprise par Gemfields

La société minière britannique Gemfields a annoncé mercredi son intention de racheter le joaillier Fabergé, dont le nom est resté associé aux célèbres œufs. Il veut donner naissance à un groupe d'envergure mondiale dans les pierres précieuses. Le joaillier est vendu par la société Pallinghurst dans le cadre d'une opération qui le valorise à environ 142 millions de dollars, précise Gemfields.

Fabergé, qui possède aujourd'hui des boutiques à Genève, New York, Londres et Hongkong, est célèbre pour les œufs conçus par le joaillier russe Pierre-Karl Fabergé pour les tsars. **AFP**

Sans forcing politique, pas d'accord sur la dette grecque

> **Crise** L'échec de la réunion des ministres des Finances de l'UE va obliger les dirigeants européens à intervenir

La dette grecque promet de hanter le sommet européen de jeudi et vendredi, déjà menacé par une impasse sur le budget communautaire 2014-2020. L'échec de la réunion extraordinaire des ministres des Finances de l'Union européenne, incapables de tomber d'accord dans la nuit de mardi à mercredi sur le déblocage des 44 milliards d'euros qu'Athènes doit en théorie recevoir d'ici à la fin de 2012, démontre l'ampleur des divergences au sein de la zone euro, et entre celle-ci et le Fonds monétaire international. La dette publique hellénique, supposée être ramenée autour de 120% du PIB en 2020, culmine aujourd'hui à 190% du PIB malgré l'adoption d'un nou-

veau budget d'austérité le 11 novembre par le parlement.

Le nœud du problème est de deux ordres: le premier est l'absence de confiance évidente du FMI et de plusieurs pays dotés de la monnaie unique envers l'actuel gouvernement de coalition droite-gauche dirigé par Antonis Samaras.

Lundi, à la veille de la réunion des grands argentiers de l'Eurogroupe à Bruxelles, l'institution basée à Washington a réclamé d'urgence à Athènes de nouvelles coupes drastiques dans l'administration. Le FMI exige la suppression de 22 000 postes supplémentaires d'ici à 2014, en plus des 27 000 déjà prévus. Sa directrice générale, Christine Lagarde, pousse par ailleurs les Etats de la zone euro à

réfléchir à une nouvelle restructuration de la dette, plutôt qu'à un allongement des délais de remboursement des prêts consentis. Pour éviter à la Grèce d'emprunter sur les marchés financiers et de s'exposer à une flambée des taux d'intérêt, les Européens lui ont accordé deux plans de sauvetage: l'un de 110 milliards d'euros en mai 2010 et l'autre de 130 milliards début 2012.

Effet boomerang

La seconde raison de l'échec tient à l'absence d'un redressement perceptible de l'économie hellénique. De plus en plus de pays du nord de l'Europe, autour de l'Allemagne, estiment que les missions de la troïka – composée d'experts

de la Banque centrale européenne, de la Commission et du FMI – n'ont pas porté leurs fruits et accouchent d'une montagne de nouveaux textes de lois non appliqués ou peu applicables. Ces «faucons» (Allemagne, Pays-Bas et Finlande) excluent dès lors d'effacer une partie de leurs prêts, jugeant que les efforts déployés par les autorités grecques sont insuffisants.

La conséquence est que le cas de la Grèce, cauchemar de la zone euro, promet de revenir en boomerang lors du sommet européen qui s'ouvre ce jeudi vers 20 heures. Le premier ministre Samaras a nettement haussé le ton après l'échec de la réunion de l'Eurogroupe, refusant d'attendre une nouvelle rencontre des ministres prévue lundi

à Bruxelles. A coup sûr, l'absence d'une déclaration commune des chefs d'Etat ou de gouvernement des Vingt-Sept sur le sujet relancerait l'hypothèse fatale qui plane depuis le début de la crise: celle d'une faillite hellénique qui entraînerait l'abandon, par Athènes, de la monnaie unique.

**Richard Werly** BRUXELLES

En vue

<b>BCGE</b> 17	Nestlé 15
<b>Cargill</b> 15	Novartis 13
<b>Fabergé</b> 13	<b>Pfizer</b> 15
<b>Gemfields</b> 13	<b>Roche</b> 13
<b>Hotels.com</b> 15	<b>Sandoz</b> 13
<b>Nespresso</b> 15	Socar 17

PUBLICITÉ

**SUPERFAST.  
A MINDSET.**

SUPERFAST CHRONO

*Chopard*



# FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: **Swiss Fund Data AG** en collaboration avec **Roletec SA** et **SIX Financial Information SA**

**PUBLICITÉ**

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du mercredi, 21.11.2012, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2012 en %


**Aberdeen Global Services S.A.**  
**www.aberdeen-asset.com**  
**Tél. (352) 446 40 10820**  
**Fax (352) 245 29 056**



<b>Aberdeen Global</b>		
American Equity A2	USD 2/1 e	17.50 22.8
As Loc Ccy Shrt Dur. Bd A2	USD 2/1 e	4.38 2.4
Asia Pacific Equity A2	USD 2/1 e	67.77 16.0
Asian Prop Share A-2	USD 2/1 e	16.17 12.7
Asian Smaller Companies A2	USD 2/1 e	40.80 26.6
Australasian Equity A2	AUD 2/1 e	25.87 11.8
Chinese Equity A2	USD 2/1 e	23.41 11.9
East Euro Equity A2	EUR 2/1 e	93.23 22.9
Em Mark InfR Eqty Fd - A2	USD -/1	8.57 19.6
Em Mkts Sml Cos A2	USD 2/1 e	17.66 25.5
Emerg Market Corp Bond A2	USD -/1	11.44 15.8
Emerg Market Loc Ccy Bd A2	USD 2/1 e	11.52 11.8
Emerging Markets Equity A2	USD 2/1 e	64.62 16.3
Ethical World Equity Fund A2	USD -/1	10.06 8.2
European (ex UK) A2	EUR 2/1 e	8.88 12.3
Euro Equity Inc Fd - A2	EUR 2/1 e	154.07 9.9
European Equity A2	EUR 2/1 e	36.21 13.1
India Equity A2	EUR 2/1 e	92.55 15.6
Japanese Equity A2	JPY 2/1 e	231.61 15.5
Japanese Sm Co's A2	JPY 2/1 e	589.64 17.9
Latam A2	USD 2/1 e	4327.78 12.6
Responsible World Equity A2	USD -/1	9.14 8.3
Russian A2	EUR 2/1 e	8.92 15.0
Select Em Mark Bd Fd - A2	USD 2/1 e	39.12 16.2
Select Eur HY Bd Fd - A2	EUR 2/1 e	16.56 20.6
Select Glob Cred Bd Fd - D1	GBP 2/1 e	1.68 12.0
Select HY Bd Fd - D1	GBP 2/1 e	1.01 9.7
Select Sterl Fin Bd Fd - A2	GBP 2/1 e	2.02 3.4
Techno Eqty Fd - A2	GBP 2/1 e	3.54 6.4
UK Equity A2	GBP 2/1 e	17.20 9.5
Wld Res Eqty Fd - A2	USD 2/1 e	12.83 2.0
World Equity A2	USD 2/1 e	15.23 9.3
World Equity Income Fund A1	USD -/1	10.16 -

<b>Aberdeen Global II</b>		
Asia Pac MAC Fd - A2	USD -/1	175.70 10.5
Asian Bd Fd - A2	USD -/1	157.98 7.7
Australian USD Bond A2	AUD -/1	3965.44 5.3
Canadian USD Bond A2	CAD -/1	3494.69 1.8
Em Europ Bd Fd - A2	EUR -/1	240.43 21.4
Eur HY Bd Fd - A2	EUR -/1	112.74 21.7
Eur Shrt Term Bd Fd - A2	EUR -/1	147.38 2.3
Euro Government Bond A2	EUR -/1	440.75 8.5
Europ Conv Bd Fd - A2	EUR -/1	14.13 13.4
Global Gov Bd Fd - D1	GBP -/1	0.96 -1.7
Short Term USD Bond A2	USD -/1	306.65 2.6
Sterl Bd Fd - A2	GBP -/1	2172.75 2.5
Sterl Gov Bd Fd - D1	GBP -/1	1.13 0.9
USD Bond A2	USD -/1	3583.53 4.6
USD Shrt Term Bd Fd - A1	USD -/1	104.16 2.5

**ABS Investment Management LLC**



**Equity L/S Strategies**

**Direction des Fonds:**  
**PvB Pernet von Ballmoos AG**  
**Tél. 044 205 51 51** **www.pvbswiss.com**

**Investissements alternatifs**  
PvB Andante - G7 K (CHF) CHF 2/1 b 9311.00 1.8  
PvB Andante - G7 K (EUR) EUR 2/1 b 10230.20 2.7  
PvB Andante - G7 K (USD) USD 2/1 b 10871.95 2.7  
PvB Andante - X-G7 K (CHF) CHF 2/1 b 11646.15 -0.4  
PvB Andante - X-G7 K (EUR) EUR 2/1 b 12612.15 -0.1  
PvB Andante - X-G7 K (USD) USD 2/1 b 13848.50 0.4

**Active Niche Funds S.A.**  
**Tél. 021 320 11 01**  
**www.ativenf.ch**



**Représentant pour la Suisse:**  
**Carnegie Funds Services S.A.**  
**Tél. 022 705 11 77** **www.carnegie-fund-services.ch**

<b>Fonds en actions</b>		
Luxemb. Sel. Fd-Active Solar CHF	CHF 2/1 e	8.70 -46.1
Luxemb. Sel. Fd-Active Solar EUR	EUR 2/1 e	8.75 -45.8
Luxemb. Sel. Fd-Active Solar USD	USD 2/1 e	10.04 -44.7
Luxemb. Sel. Fd-Athyra GO Fd A	CHF 2/1 e	373.48 8.1

**Adamant**

**Biomedical Investments AG**  
**Tél. 061 275 92 00**  
**www.adamantinvest.com**




<b>Fonds en actions</b>		
Adamant Global Genetika A	CHF 5/5 e	1096.41 15.7
Adamant Global Medtech A	CHF 5/5 e	985.77 5.8
Adamant Healthcare Trends A	CHF 5/5 e	842.49 10.4

**Alegra Capital Ltd.**  
**www.alegracapital.com**

**Direction des Fonds:**  
**PvB Pernet von Ballmoos AG**  
**Tél. 044 205 51 51** **www.pvbswiss.com**

<b>Autres fonds</b>		
Asset-Backed Securities Fund A	USD 2/3 b	1985.54 31.3
Asset-Backed Securities Fund S	USD 2/3 b	189.94 32.8

**AS Investment Management**  
**Tél. +41 22 716 52 00**  
**www.as-im-com**



AS Equities - Flex Switzerland	CHF 2/2 a	89.80 9.8
AS Equities - Opp Switzerland	CHF 2/2 a	102.20 2.8

**AXA-Winterthur**  
**Tél. 043 299 12 04**  
**www.axa-winterthur.ch**



<b>Fonds en obligations</b>		
Win Fund Bond-Index CH	CHF 4/3 e	110.37 5.2

<b>Fonds en actions</b>		
Win Fund Equity-Index CH	CHF 4/3 e	107.32 14.8

**Baloise Fund Invest**  
**Tél. +41 58 285 87 24**  
**Fax +41 58 285 91 47**  
**www.baloisefundinvest.com**



<b>Fonds en obligations</b>		
BFI EuroBond (EUR) R	EUR 2/1	78.75 7.8
BFI Swissranc Bond (CHF) R	CHF 2/1	113.33 5.4

<b>Fonds en actions</b>		
BFI Equity Fund (EUR) R	EUR 2/1	124.23 8.9
BFI EuroStock (EUR) R	EUR 2/1	33.37 13.1
BFI InterStock (CHF) R	CHF 2/1	62.22 9.3
BFI SwissStock (CHF) R	CHF 2/1	81.25 12.8

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	103.35 7.5
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	57.17 9.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>		
BFI Actif (CHF) R	CHF 2/1	108.30 6.7
BFI Actif (EUR) R	EUR 2/1	60.72 8.3
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.70 -3.6
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.66 4.2
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.67 0.4
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	88.22 9.5
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	47.56 10.5
BFI Progress		



# L'industrie du chocolat se bat pour assouvir l'appétit des BRICS

> **Conférence** 1200 acteurs de toute la chaîne de production sont réunis à Abidjan

> L'ICCO souhaite que le boom serve aussi à améliorer le sort des producteurs de cacao

Ram Etwareea

Qu'y a-t-il de commun entre les pays industrialisés économiquement déprimés et les pays émergents en pleine croissance? Dans les deux cas, la consommation de chocolat augmente. Ce qui, dès lors, met toute la filière sous pression pour satisfaire une demande mondiale qui ne cesse de croître. Lorsqu'on y ajoute les défis liés aux conditions environnementales et sociales dans les champs des cacao-tiers, l'exigence des consommateurs pour des produits de qualité et la volatilité des prix, le sujet se prête à un large débat.

Telle est bien la toile de fond de la première conférence mondiale dédiée à l'avenir du cacao qui réunit, du 19 au 23 novembre, quelque 1200 délégués représentant toute la chaîne de production à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire. Le choix de cette venue n'est pas un hasard: ce pays d'Afrique de l'Ouest est le premier producteur mondial de cacao, avec 1,41 million de tonnes par année, soit 35,6% de la récolte mondiale de 3962 millions de tonnes attendue pour la saison 2011-



Un confiseur prépare une masse de chocolat lors de l'inauguration du Chocolat Center of Excellence de Nestlé. Le géant suisse est aussi impliqué dans la course pour l'accès à la matière première. BROC, 7 SEPTEMBRE 2009

2012, devant le Ghana (21,7%) et l'Indonésie (14,3%).

Les grands chocolatiers (Nestlé, Mars, Kraft), les grossistes (Barry Callebaut, Cargill, ADM), les banques, les logisticiens ainsi que des organisations professionnelles sont présents en force. Selon Michael Segal, porte-parole de l'International Cocoa Organisation (ICCO), hôte de la conférence, les acteurs devraient signer vendredi «La déclaration d'Abidjan sur le cacao», une sorte d'agenda pour assurer l'approvisionnement en matière première. Chocolatiers et grossistes sont déjà engagés dans

une course pour l'accès à cet «or brun» et multiplient les programmes d'aide, de compensation, de

Chocolatiers et grossistes sont déjà engagés dans une course pour l'accès à cet «or brun»

formation, de crédit et autres facilités destinés à choyer les producteurs de fèves.

«La forte demande de chocolat, notamment dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ne doit pas profiter qu'aux chocolatiers, mais aussi à l'ensemble de la filière», a réclamé Jean-Marc Anga, directeur de l'ICCO. Durant ces prochaines années, l'organisation entend mettre l'accent sur l'amélioration des prix payés aux producteurs ainsi que sur la lutte contre le travail des enfants dans les plantations. Elle veut aussi mettre de l'ordre dans la jungle des systèmes de certification mis en place par chacun des acteurs.

## Les prix hôteliers reculent à Zurich et à Genève

> **Etude** Selon Hotels.com, le tourisme en Suisse et en Europe se fait plus avantageux

Dejan Nikolic

L'hôtellerie genevoise est parmi les plus chères au monde. Nombreux sont les professionnels de la branche à soutenir que jamais leurs niveaux de prix ne doivent céder face à la crise. Question de standing. L'Hotel Price Index, publié lundi par l'agence de réservation en ligne Hotels.com, tend pourtant à démontrer le contraire.

Aux côtés de Genève ou de Zurich, où le coût d'une nuitée a respectivement fondu en moyenne de 17% et de 13%, à 201 francs et 171 francs, entre 2011 et 2012. «Je n'ai pas pris connaissance des détails de cette étude, indique Marc-Antoine Nissille, président de la Société des hôteliers de Genève (SHG). Inclut-elle exclusivement les séjours de fin de semaine ou pas? Avec le périmètre de la ville ou du canton? Uniquement les établissements proches de Genève Aéroport?... Il existe trop de paramètres pour se prononcer sur le chiffre qui est avancé.»

Plus de créativité hôtelière

S'il ne peut confirmer les 17% de recul, le représentant de la SHG reconnaît toutefois qu'il y a effectivement une tendance à la baisse du prix moyen des chambres, en particulier les week-ends ou durant les périodes de moindre fréquentation. De mémoire d'hôtelier genevois, on se refuse à casser les prix. Mais il est toléré de plier légèrement ses prétentions tarifaires au gré des contingences économiques, selon le principe qu'il est très facile d'infléchir drastiquement ses barèmes, mais extrêmement compliqué de revenir ensuite à la tarification initiale.

Les hôteliers du bout du lac proposeraient aujourd'hui davantage d'offres combinées plus avantageuses. «Il est normal que nous fassions preuve de plus de dynamisme et de réactivité», résume Marc-Antoine Nissille, qui se félicite cependant de disposer à Genève d'une grande diversité géographique et sectorielle – banques, horlogerie, négoce... – de clients, permettant d'atténuer certains revers conjoncturels.

Une Europe «low cost»

«L'hôtellerie genevoise n'est pas dans une situation de croissance, ce qui ne signifie pas que rien ne va plus», relève-t-il. Contrairement à d'autres destinations touristiques en Suisse, les taux d'occupation à Genève se sont relativement bien maintenus depuis le début de la crise. Toutefois, septembre dernier fait état d'une diminution quasi généralisée des nuitées dans tout le pays, à l'exception notamment de Zurich (+1,3%), mais avec une baisse de 5,3% à Genève.

Ailleurs en Europe, la tendance des nuitées urbaines est également à la baisse, entre 4 et 18%. A en croire Hotels.com, les prix outre-Atlantique et au Moyen-Orient ont au contraire flambé: Dubaï (+29%), Buenos Aires (+31%), Key West en Floride (+22%) et Rio de Janeiro (+18%), Mumbai en Inde étant la destination lointaine qui a enregistré le plus fort recul (-28%).

Les Suisses, forts d'une devise surévaluée, vont-ils plus voyager, à présent que les prix ont chuté? Tout porte à le croire, selon l'étude, même si, de 20 000 réservations de vacances en 1998, le pays est passé à 16 500 en 2010.

## Nespresso change de patron

> **Alimentation** Le Suisse Jean-Marc Duvoisin nommé

Nestlé réajuste ses structures directionnelles. Avec, comme modification la plus emblématique, un changement à la tête de sa marque Nespresso. Jean-Marc Duvoisin, actuel directeur des ressources humaines du numéro un mondial de l'alimentation, officiera comme nouveau directeur général du célèbre fabricant de capsules de café. Agé de 53 ans, il entrera en fonction le 1er mars 2013.

Il travaille pour Nestlé depuis plus d'un quart de siècle, période durant laquelle il a occupé diverses fonctions dans plusieurs pays, selon un communiqué de presse publié mercredi. Jean-Marc Duvoisin, titulaire d'un double master (économie et sciences politiques), marié et père de deux enfants, a fait l'essentiel de sa carrière auprès de Nestlé dans des pays latino-américains. Il a notamment été responsable pour l'Equateur, la région bolivarienne et a dirigé le Mexique, marché très important pour le géant veveysan.

Les observateurs ont fait remarquer que choisir à un poste opérationnel un dirigeant des ressources humaines est plutôt inhabituel. Ils ont également mis en exergue que cela pourrait signifier une prochaine offensive de Nespresso dans les pays sud-américains. Le fabricant de café a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires total de 3,5 milliards de francs. Il s'agit d'environ 4% des ventes globales de sa maison mère. La marque, qui doit faire face à une concurrence toujours plus agressive sur ce segment très lucratif, escompte détenir un réseau de plus de 300 boutiques à travers le monde à la fin de cette année et va construire sa troisième usine en Suisse.

Revers au Mexique

Jean-Marc Duvoisin succédera au Français Richard Girardot. Lequel était directeur général de Nespresso depuis 2007. Il n'en quittera pas pour autant Nestlé puisqu'il assumera dès le 1er avril 2013 le rôle

de chef de marché de Nestlé France. Lui aussi est un fidèle de la multinationale puisqu'il y œuvre depuis 1986 et est notamment connu pour avoir restructuré le pôle eau du géant veveysan (Nestlé Waters) en présidant cette unité entre 2003 et 2007.

C'est Peter Vogt, actuellement chef de marché de Nestlé Malaisie et Singapour, qui remplacera pour sa part Jean-Marc Duvoisin. Quant au futur prédécesseur de Richard Girardot, Martial Rolland, il quittera Nestlé France pour succéder au 1er mai 2013 à Marc Caira en qualité de directeur général adjoint, responsable de Nestlé Professional.

Nestlé a par ailleurs enregistré un petit revers hier. La Commission fédérale mexicaine de la concurrence a dit qu'elle s'opposait à l'achat par la multinationale du secteur nutrition infantile de la filiale mexicaine du géant américain Pfizer. Motif? Cela risquerait de fausser les règles de concurrence du marché. **Bastien Buss**

## Meyer Burger biffe 250 emplois

> **Industrie** Le groupe bernois n'emploiera plus que 2000 personnes

Durement affecté par le marasme du secteur photovoltaïque mondial, Meyer Burger procède à de nouvelles adaptations de ses structures. Le fabricant de machines bernois va supprimer 250 emplois supplémentaires et ramener son effectif à près de 2000 salariés à plein temps.

A fin 2011, le groupe qui s'est rendu célèbre avec ses scies à fil destinées à la découpe de blocs de silicium employait encore près de 2800 personnes, un effectif réduit

depuis à 2272 salariés. Avec la nouvelle coupe qu'il justifie par la détérioration de son marché, Meyer Burger estime mercredi pouvoir économiser quelque 30 millions de francs au niveau de ses coûts.

Dans le détail, cette nouvelle étape du recentrage de la production va entraîner la suppression de 50 postes sur le site de Hohenstein-Ernstthal de sa filiale allemande Roth & Rau, société acquise l'an dernier. Concernant les 200 autres suppressions d'emplois, Meyer

Burger se dit pour l'heure dans l'incapacité d'apporter plus de précisions.

Il y a un peu plus de deux mois, le groupe a annoncé la concentration de sa production mondiale sur quatre sites. Dans le cadre de cette mesure, Meyer Burger a notamment décidé d'intégrer son usine de Lyss (BE) à Thoun (BE), où il a établi son nouveau siège après son départ de Baar (ZG). Meyer Burger y emploie quelque 650 collaborateurs. **ATS**

PUBLICITÉ



Écoutez l'avion  
le plus silencieux de sa catégorie.

NETJETS  
SIGNATURE SERIES

Que vous ayez besoin de vous concentrer ou de vous délasser, le nouveau Bombardier Global 6000 de NetJets vous offrira un cadre idéal. Grâce à sa cabine incomparablement silencieuse dotée d'une isolation phonique avancée, même un vol de treize heures vous fera l'effet d'une longue nuit de sommeil.

+ 41 (0) 22 750 11 11

NETJETSEUROPE.CH



Panorama

Acquisitions

**BASF rachète le norvégien Pronova BioPharma**  
Le numéro un mondial de la chimie annoncé mercredi une OPA amicale sur l'entreprise norvégienne Pronova BioPharma. Ce producteur d'huiles de poisson concentrées – dont les oméga-3 – viendra enrichir l'offre du groupe allemand dans la nutrition. L'accord valorise Pronova à 4,845 milliards de couronnes norvégiennes (794 millions de francs). En mai, BASF avait racheté le britannique Equateq, autre fabricant d'acides gras oméga-3. (ATS)

**DKSH acquiert une société de spécialités chimiques**  
Le groupe zurichois de négoce international reprend pour un montant non dévoilé la société familiale Staerkle & Nagler, active dans les spécialités chimiques. Basée à Zollikon (ZH), Staerkle & Nagler a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 20,2 millions de francs. DKSH est coté à la bourse suisse depuis mars. (ATS)

Luxe

**Jordi Constans préside plus vite que prévu Louis Vuitton**  
Jordi Constans a pris en début de semaine la présidence de Louis Vuitton, la marque phare du groupe de luxe français LVMH, a indiqué cette dernière société mercredi. Le Catalan succède ainsi à Yves Carcelle un peu plus tôt que prévu. Jordi Constans, 48 ans, ancien du groupe alimentaire français Danone, avait été choisi à l'automne 2011 par Bernard Arnault, patron de LVMH. Il devait entrer en fonction en 2013, le temps de découvrir Louis Vuitton et sa maison mère. (AFP)

Jeux d'argent

**Le Casino de Neuchâtel ouvrira ce vendredi**  
Le dernier-né des casinos de Suisse, le Casino de Neuchâtel, ouvre ses portes vendredi après plusieurs mois de travaux. Le nouvel établissement de catégorie B remplace l'ancien Casino de la Rotonde. Le bâtiment, situé en plein centre de Neuchâtel, a été complètement rénové et transformé. Le Casino de Neuchâtel est propriété de Kongress + Kursaal Bern AG, qui exploite le Grand Casino de Berne depuis dix ans. Cette société a investi 20 millions de francs dans les travaux de réaménagement. (ATS)

Résultats

**Airesis a vu son bénéfice chuter après neuf mois**  
La société d'investissement vaudoise Airesis, qui détient 69% de la marque française Le Coq Sportif, a vu son chiffre d'affaires grimper de près de 18% par rapport à la même période de l'an passé, à 125 millions d'euros. Le bénéfice (avant impôts) de ses participations est, lui, passé de 7,3 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2011 à un peu moins de 5 millions. (ATS)

**SHL dans les chiffres rouges**  
SHL Telemedicine a subi un net recul de ses ventes au troisième trimestre 2012, et le groupe a glissé dans le rouge. Le chiffre d'affaires de la société israélienne cotée à la bourse suisse a chuté de 36% à 6,5 millions de dollars. Au niveau opérationnel, le résultat avant intérêts et impôts (EBIT) s'établit à -0,8 (1,1) million de dollars. Le résultat net est ressorti à -1,1 (1,4) millions. (AWP)

Fiscalité

**Le Liechtenstein signe deux nouveaux accords fiscaux**  
Le Liechtenstein a annoncé mercredi la signature de nouveaux accords fiscaux avec l'Afrique du Sud et Bahreïn, faisant ainsi un pas supplémentaire pour se conformer aux standards de l'OCDE. L'accord avec l'Afrique du Sud prévoit l'échange d'informations et l'entraide administrative entre les autorités fiscales. L'accord avec Bahreïn porte sur la double imposition. (AWP)

Notations

**Les caisses d'épargne en Espagne plus spéculatives**  
Fitch a abaissé mercredi d'un cran la note de la Confédération des caisses d'épargne (Ceca), à BBB-, juste au-dessus de la catégorie spéculative et cessera de l'évaluer. Sa structure bancaire CecaBank obtient la même note. (AWP)

Banque

**Citigroup ferme la moitié de son réseau en Grèce**  
L'américain Citigroup, la dernière grande banque internationale ayant une présence sur tout le territoire grec, va fermer toutes ses agences en dehors d'Athènes et de Thessalonique, soit 16 sur 37. D'autres banques étrangères, dont Crédit Agricole et Société Générale, se sont aussi retirées du pays. (ATS)

**Les assureurs banquiers sont avertis par le régulateur**  
Les assureurs qui se lancent dans des activités bancaires en quête de meilleurs rendements doivent être conscients qu'ils seront soumis aux mêmes règles que les établissements bancaires, a prévenu mercredi le régulateur européen du secteur. Les assureurs s'engagent un peu partout en Europe dans des activités de financement traditionnellement réservées aux banques. (AFP)

Conjoncture

**Les indicateurs avancés remontent aux Etats-Unis**  
L'indice des indicateurs avancés américains a légèrement augmenté en octobre, suggérant une accélération de la croissance à court terme. Ce baromètre de l'évolution future de l'activité économique aux Etats-Unis calculé par le Conference Board a gagné 0,2% à 96,0. Il avait auparavant progressé de 0,5% (révisé de + 0,6%) en septembre. (ATS)



**Le moral des ménages est à son plus haut en cinq ans**  
Le moral des ménages américains est resté en novembre à son niveau le plus haut en cinq ans. L'indice Michigan de confiance des consommateurs s'est fixé à 82,7, à peine plus qu'en octobre (82,6), le plus haut depuis septembre 2007. Le chiffre final pour novembre est inférieur à la prévision médiane des analystes, qui donnait cet indicateur à 84,5. (ATS)

**Le déficit commercial a diminué en Espagne**  
Le déficit commercial de l'Espagne a diminué en septembre, chutant de 36,4% sur un an à 3,085 milliards d'euros. Les exportations sont restées quasi stables (+ 0,5%) par rapport à septembre 2011. Les importations ont diminué de 7,4%. (AWP)

Immobilier

**Swiss Prime Site prévoit d'augmenter son capital**  
Swiss Prime Site (SPS) prévoit d'augmenter son capital d'environ 349 millions de francs par le biais de l'émission de droits de souscription. SPS va émettre un maximum de 5,4 millions d'actions nominatives. Chaque titre détenu par les actionnaires le 23 novembre confère à ceux-ci le droit d'acquérir un droit de souscription. Le produit net de cette augmentation de capital dans le développement de projets et dans de nouvelles constructions. SPS dispose d'un portefeuille de 8,4 milliards de francs. (ATS)

Recherche

**L'Europe spatiale est dotée d'un budget de 10 milliards**  
L'Europe spatiale s'est dotée d'un budget de 10 milliards d'euros comprenant le développement d'une nouvelle génération de lanceurs, au cours de la réunion du Conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne (ESA) qui s'est achevée mercredi à Naples. La réunion était coprésidée pour la première fois par la Suisse et le Luxembourg. (AFP)

Dettes

**L'état des finances publiques se dégrade au Royaume-Uni**  
La situation des finances publiques du Royaume-Uni s'est dégradée plus que prévu en octobre, selon des statistiques publiées mercredi, une mauvaise nouvelle pour le ministre des Finances à deux semaines de son discours sur l'état de l'économie britannique. (AFP)

PUBLICITÉ

Fust

Salles de bains

Meubles de salle de bains, plus de 100 variantes, dès Fr. 2900.-!

(p.ex. Bex)

Un bon échange: de la baignoire à la Twinline en 1 jour de travail!

Avant: 08h00

L'ancienne baignoire sans solution de douche, elle doit partir!

Après: 17h00

La nouvelle douche baignoire TWINLINE 2 est terminée!

✓ Travaux par notre spécialiste sanitaire

✓ Douches et bains confortables

✓ Accès sans barrière

✓ Courte durée des travaux

✓ Rapide et propre

✓ Disponible en 3 longueurs

40 expositions de cuisines et salles de bain dans toute la Suisse:

Bienne, Fust Supercenter, Route de Soleure 122, 032 344 16 04

• Conthey, Rte. Cantonale 2, 027 345 39 90

• Genève, Fust-Supercenter la Praille, 022 308 17 37

• Genève, Fust/Torre, Centre Balxert, ave. Louis-Cesai 27, 022 979 33 90

• Marin, Marin-Centre, rue Fleur-de-Lys 26, 032 756 92 44

• Romanel-sur-Lausanne, Fust Supercenter, Romanel-Centre, vis-à-vis Migros Chemin du Marais 8, 021 643 09 90

• Vevey, 11, rue du Simplon (ex Schild), 021 925 70 40

• Villars-sur-Glâne, Rte. De Moncor 2, 026 409 71 30

• Villeneuve, Route de Paquays , 021 967 31 23

• Yverdon, Rue de la Plaine 5, 024 424 24 64

• Autres studios modèles tél. 0848 559 111 ou sous www.fust.ch

Avis financiers

In Sachen

Swiss & Global Asset Management AG, Zürich, und Royal Bank of Canada (Suisse) SA, betreffend

Genehmigung der Änderungen des Fondsvertrages des „RBC Diversified Fund“, Umbrellafonds schweizerischen Rechts der Art „Effektenfonds“

hat die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA gestützt auf Art. 1 Abs. 1 i.V.m. Art. 56 FINMAG und in Anwendung von Art. 16 und 27 KAG sowie Art. 5 und 8 der Verordnung über die Erhebung von Gebühren und Abgaben durch die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht vom 15. Oktober 2008

verfügt:

1. Die von der Swiss & Global Asset Management AG, Zürich, als Fondsleitung, mit Zustimmung der Royal Bank of Canada (Suisse) SA, Genf, als Depotbank, beantragten Änderungen des Fondsvertrages des „RBC Diversified Fund“, wie sie am 9. Oktober 2012 im „Schweizerischen Handelsamtsblatt“ sowie im „Le Temps“ als Publikationsorgane dieses Umbrellafonds publiziert wurden, werden genehmigt.

2. Die genehmigten Fondsvertragsänderungen treten per **23. November 2012** in Kraft. Ab diesem Zeitpunkt dürfen Fondsleitung und Depotbank nur noch entsprechend angepasste Fondsdokumente verwenden.

3. Der vorliegende Entscheid ist für die Anleger endgültig und wird diesen durch einmalige Publikation des Dispositivs im „Schweizerischen Handelsamtsblatt“ sowie im „Le Temps“ als Publikationsorgane dieses Anlagefonds mitgeteilt.

4. Die Verfahrenskosten belaufen sich auf **CHF 2'000.-** und werden der Gesuchstellerin auferlegt. Sie werden mit separater Post in Rechnung gestellt und sind innert 30 Tagen nach Rechtskraft dieser Verfügung zu überweisen. Die Publikationskosten gemäss Ziff. 3 werden ebenfalls der Gesuchstellerin auferlegt.

Bern, 16. November 2012

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA

Geschäftsbereich Märkte

Philip Hinsén

Kollektive Kapitalanlagen und Vertrieb

Pascal Flachmann

Kollektive Kapitalanlagen und Vertrieb

Divers

IMPRESSUM

**Editeur**  
Le Temps SA  
Place de Cornavin 3,  
CH - 1201 Genève

**Conseil d'Administration**  
Présidence: Stéphane Garelli  
Secrétariat: Natacha Stroot

**Direction**  
Direction générale:  
Valérie Bologno  
Rédaction en chef:  
Pierre Veya  
Secrétariat général:  
Ignacio Jeannerat  
Finances:  
Philippe Raboud  
Infrastructures & logistique:  
Philippe Léchaud  
Développement stratégique:  
Virginie Fortun  
Secrétariat:  
Natacha Stroot

**Rédaction en chef**  
Pierre Veya  
Michel Danthé  
Ignacio Jeannerat  
Frédéric Koller  
Marie-Claude Martin  
Secrétariat: Natacha Stroot

**Responsable production**  
Nicolas Gressot

**Chefs d'édition**  
Elise Kärchenbaum,  
Olivier Perrin,  
Jean-Michel Zufferey  
**Chefs de rubrique**  
Culture & Société:  
Alexandre Demidoff,  
adjointes: Rinny Gremaud  
et Caroline Stevan  
Economie: Frédéric Lelièvre,  
adjoint: Arouch Seydaghia  
Iconographie:  
Sabine Baumgartner  
International:  
Angélique Mounier-Kuhn  
Opinions & Débats:  
François Moudjou  
Sciences & environnement:  
Olivier Dessibourg  
Sports: Isabelle Musy  
Suisse: Sylvain Besson,  
adjointe: Valérie De Graffenried

**Responsable Hors-séries**  
Isabelle Cerboneschi

**Responsables contenus numériques et suppléments**  
letemps.ch: Michel Danthé  
adjointe: Catherine Frammery  
sortir.ch: Alexandre Demidoff,  
adjointes: Elisabeth Chardon  
et Khadija Sahli  
Carrières: Sandrine Hochstrasser

Vous trouverez la liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch) «Contacts»

**Rédaction de Genève**  
Place de Cornavin 3,  
CH-1201 Genève  
Courrier: case postale 1485,  
CH-1001 Lausanne  
Tél. +41-21-310 19 50  
Fax +41-21-310 19 59

**Rédaction de Lausanne**  
Place de la Gare 9A  
Bâtiment des Voyageurs Ouest,  
CH-1003 Lausanne  
Courrier: case postale 1485,  
CH-1001 Lausanne  
Tél. +41-21-310 19 50  
Fax +41-21-310 19 59

**Rédaction de Berne**  
Bundesgasse 8  
CH-3003 Berne  
Tél. +41-31-326 75 75  
Fax +41-31-326 75 76

**Rédaction de Fribourg**  
Place de la Gare 5  
Case postale 1528  
CH-1701 Fribourg  
Tél. +41-26 322 42 02

**Rédaction de Neuchâtel**  
Le Temps, case postale 2570,  
CH-1211 Genève 2  
Tél. +41-22-888 58 11  
Fax +41-22-888 58 12

**Relation clients**  
Le Temps, case postale 2570,  
CH-1211 Genève 2  
Tél. +41-22-888 58 00  
Fax +41-22-888 59 01  
Directrice:  
Marianna di Rocco

**Publicité Le Temps Media**  
case postale 2564  
CH-1211 Genève 2  
Tél. +41-22-888 59 00  
Fax +41-22-888 59 01  
Directrice:  
Marianna di Rocco

Impression  
Centre d'Impression  
Lausanne SA

**Tirage contrôlé, certifié REMP/FRP**  
41 531 exemplaires  
**Audience REMP MACH Basic 2012-2** 127 000 lecteurs

La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités.  
Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur (tél. +4122 888 58 53; e-mail: [natacha.stroot@letemps.ch](mailto:natacha.stroot@letemps.ch)) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.

ISSN 1423-3967  
No CPPAP: 0413 N 05139

ISAS BCP 9001 certified

Media and Society Foundation Geneva

Certifié ISAS BCP 9001: 2010/2011

FSC® C008460

Journal imprimé sur papier certifié FSC®

Büro Lager

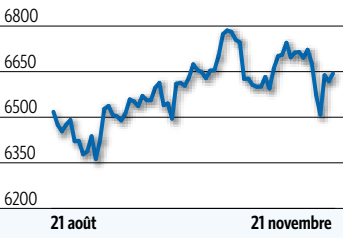
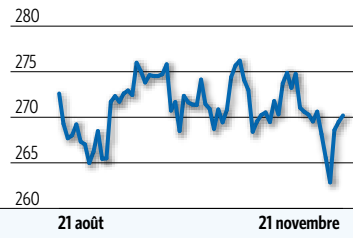
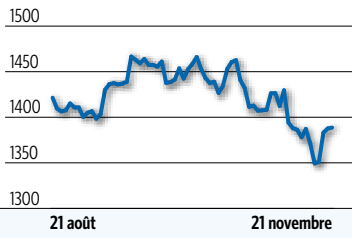
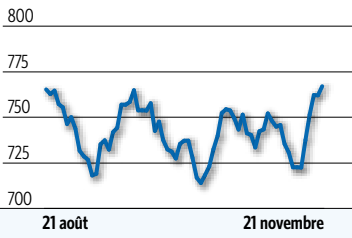
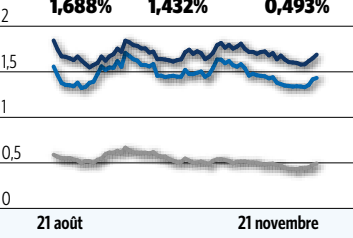
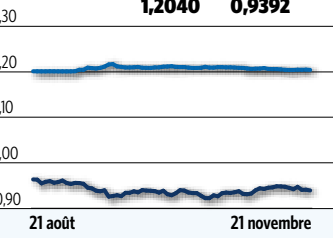
ab 68.- pro m<sup>2</sup>

b. Baden A1 / A3

www.rimmo-treuhand.ch

056 444 04 04



Finance									
Fonds de placement, opinions d'analystes, OPA du mois... Plus d'infos sur <b>WWW.letemps.ch</b>									
<b>SMI</b>	Clôture: <b>6645,00</b>	<b>Stoxx Europe 600</b>	Clôture: <b>270,18</b>	<b>S&amp;P 500</b>	18h00: <b>1388,56</b>	<b>Topix (Tokyo)</b>	Clôture: <b>767,01</b>	<b>Obligations, taux à 10 ans</b>	<b>Taux de change</b>
Performance sur 3 mois <b>+1,94%</b>	Performance sur 3 mois <b>-0,88%</b>	Performance sur 3 mois <b>-2,31%</b>	Performance sur 3 mois <b>+0,23%</b>						
									
21 août	21 novembre	21 août	21 novembre	21 août	21 novembre	21 août	21 novembre	21 août	21 novembre
SOURCE: BLOOMBERG									

# L'Azerbaïdjan frappe à la porte de la Banque Cantonale de Genève

> **Pétrole** La Pasha Bank annonce une coopération dans la gestion de l'argent de clients azéris fortunés

> **Empruntée**, l'institution cantonale évoque un «échange de points de vue»

Pierre-Alexandre Sallier

La nouvelle a été relayée à grand renfort de communiqués par l'agence de relations publiques qui, il y a un mois, initiait à l'art de la com les cadres de l'établissement, à Bakou. «Pasha Bank, l'une des premières banques au service des entreprises en Azerbaïdjan,

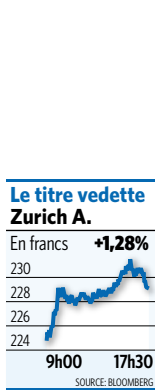
vient de conclure avec succès ses négociations avec la Banque Cantonale de Genève en vue d'une coopération dans [les activités de] banque privée.» En clair, la gestion de la fortune amenée par les particuliers, hommes d'affaires «et entreprises» d'un pays dont les revenus dépendent à 95% des hydrocarbures. Et dont les autorités sont régulièrement condamnées par les organisations de défense des droits de l'homme. Haqq & Adalet, association d'opposants installée en Suisse, rappelait ce week-end l'existence «de fonds du pétrole dans les banques occidentales, s'élevant à environ 50 ou 60 milliards de dollars et ne servant pas du tout à la population.» Dans son communiqué, Pasha Bank donne même la parole au patron de la Banque Cantonale de Genève, qui s'y félicite «d'une relation win-win» permettant à son établissement «de rester

branché sur le pouls du Caucase». Mercredi, l'atmosphère était moins euphorique du côté de la banque romande, visiblement prise de court. D'accord, «coopération», point. Une simple «collaboration à caractère informel», un «échange de savoir-faire dans la gestion de portefeuilles et les produits financiers, évoque la porte-parole. Qui insiste. «A ce stade, les deux banques ont échangé leurs points de vue sur leurs approches respectives.» Pas plus. De son côté, l'établissement azéri se réjouit pourtant de «l'op-

portunité donnée à ses clients de demander l'ouverture de comptes dans des banques suisses». Ces millionnaires de la Caspienne sont-ils déjà au quai de l'île? La Banque Cantonale rétorque en affirmant «étudier actuellement un éventuel développement commercial», mais «n'avoir rien établi pour l'heure». Si la tonalité publicitaire reste à accorder, cette «coopé-collaboration» s'inscrit dans les nombreux liens commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la Suisse. Il y a un an, une cohorte d'officiels genevois a fait le voyage à Bakou. La ville accueille Socar Trading, antenne de négoce du groupe pétrolier azéri, par ailleurs en train d'installer son logo sur les anciennes stations-service helvétiques d'Esso. Prochaine étape, la licence bancaire octroyée à Pasha Bank? L'établissement de Bakou ne fait pas mystère de sa volonté d'installer des bureaux à Genève.

## La bourse suisse

Le titre vedette Zurich A.



## Légère reprise

Le marché suisse a démarré la séance de mercredi en repli de 0,18% à 6606 points. Le report des discussions sur la Grèce par les ministres des Finances de l'Eurogroupe et le FMI a pesé sur les marchés. Alors que la semaine sera écourtée aux Etats-Unis pour cause de Thanksgiving, les volumes sont restés très faibles sur le marché suisse. Le SMI a clôturé en hausse de 0,4% à 6643 points et le SPI de 0,3% à 6116 points. Adecco a reculé de 1,45% à 44,25 francs, son concurrent Randstad ayant eu des propos prudents sur l'évolution de son chiffre d'affaires au quatrième trimestre. Swatch a cédé 0,2% à 432,20 francs alors que Richemont grignotait 0,07% à 68,55 francs. Ces deux valeurs du luxe avaient profité la veille des bons chiffres des exportations horlogères en octobre. SPS s'est légèrement replié de 0,3% à 73,85 francs. La société immobilière a, de façon plus ou moins inattendue, annoncé une augmentation de capital pour lever quelque 350 millions de francs. Cela montre que, dans l'environnement actuel de taux bas, la société immobilière voit d'attractives possibilités d'investissement. Aux bancaires, Credit Suisse a gagné 0,2% à 21,24 francs après ses pertes de la veille. Dans divers médias, les responsables de la grande banque ont défendu les mesures annoncées mardi. UBS a progressé de 0,6% à 14,46 francs. Aux assurances, Swiss Life a bondi de 6% à 124,20 francs. Selon certaines rumeurs, les besoins en amortissements de goodwill pour la filiale allemande AWD seraient bien moins importants que prévu initialement. Dans son sillage, Zurich a engrangé 1,3% à 229,10 francs et Swiss Re 0,5% à 66,35 francs. Dans le camp des poids lourds défensifs, un peu à la traîne ces dernières séances, Novartis a gagné 0,36% à 55,65 francs. Roche a progressé de 0,8% à 177,70 francs et Nestlé de 0,17% à 59,25 francs. BCGE, Salle des marchés

# Manifestation devant le siège de Socar

> **Les opposants critiquent le négociant de l'Etat azéri**

Mouvement «pour le droit et la justice en Azerbaïdjan» formé par un groupe d'exilés en Suisse, Haqq & Adalet a manifesté samedi dernier devant un lieu tout aussi symbolique qu'une ambassade. Le siège genevois de Socar Trading, antenne du commerce des hydrocarbures de Bakou. Exigeant davantage de chiffres de cette der-

nière, l'association attire l'attention sur «une part de pétrole qui n'apparaît pas dans les données officielles, estimée par les experts à 7-8 millions de tonnes par an». Ou sur un système de vente du brut «à bas prix» à «des sociétés offshore» par Socar Trading, afin que les gains soient «empochés par les membres du régime et leurs acolytes». «Une partie des requêtes est irréaliste, nous ne pouvons simplement pas fournir certains secrets commerciaux demandés – en parti-

culier l'argent gagné sur chaque baril – et la réponse serait la même chez toutes les maisons de négoce et les majors pétrolières», se défend une source interne au sein de Socar. Avant d'ajouter que les demandes des manifestants ont été transmises à Bakou. Cette source ajoute que, «contrairement à ce qui est dit, les autorités suisses ont, bien sûr, accès à ces chiffres – nos comptes sont intégralement audités – même s'ils ne sont pas accessibles au grand public». P.-A.S.

# Pas de fraudeurs chez Credit Suisse

> **Banque** Les comptes avec des fonds non déclarés seront éliminés

Credit Suisse veut éliminer les fraudeurs fiscaux de sa clientèle, a affirmé Urs Rohner, président du conseil d'administration de la banque, dans une interview au journal suisse alémanique Tages-Anzeiger. «Il est clair qu'accepter des fraudeurs fiscaux ne peut pas être un modèle d'affaires qui a de l'avenir», a déclaré le patron de la banque, interrogé sur le traité fiscal conclu entre l'Allemagne et la

Suisse. Ce traité, qui prévoit une fiscalisation des fonds non déclarés, placés en Suisse par des contribuables allemands, mais en préservant leur anonymat, doit passer vendredi devant la Chambre haute du parlement allemand (Bundesrat), pour ratification. Persona non grata Selon toute vraisemblance, il devrait être refusé par les élus, dont la majorité y est opposée, es-

timant que le texte est trop clément avec les fraudeurs. Si les clients refusent de déclarer ces fonds, «la banque leur dira clairement qu'elle ne veut pas faire d'affaires avec ceux-ci», a ajouté M. Rohner. Et pour les «vieux» clients, qui ont déjà des comptes à la banque avec des fonds non déclarés, Credit Suisse mettra fin à ses relations avec eux, a indiqué en substance le patron de la banque. AFP

# Swissbanking lorgne le renminbi

> **Devises** Une délégation s'est rendue récemment en Chine

Les banquiers suisses souhaitent prendre pied sur le marché des transactions sur le renminbi, la devise chinoise, a déclaré mercredi à Genève Claude-Alain Margelisch, directeur général de Swissbanking, l'association suisse des banquiers. Une délégation de Swissbanking s'est rendue récemment en Chine pour en discuter avec les autorités chinoises et elle a reçu

«des signaux positifs», a ajouté le responsable de Swissbanking. Rôle croissant «Les autorités chinoises nous ont signifié qu'il ne fallait pas d'accord formel de leur part pour être actif sur ce secteur, nous allons à présent étudier ce marché en détail», a ajouté M. Margelisch. La Grande-Bretagne est déjà très active dans ce secteur, et la

«Suisse aimerait être le deuxième pilier» de ce marché. Pour être présent dans ce secteur, il faut avoir une banque présente à Hongkong, principale place financière du traitement du renminbi. Selon Swissbanking, la monnaie chinoise va «jouer un rôle important dans les échanges commerciaux internationaux dans les années qui viennent». AFP

PUBLICITÉ



**AKAD École Supérieure spécialisée en Banque et Finance SA**

**Ecole Supérieure en Banque et Finance ESBF**

# La banque est-elle votre vocation ?

A l'Ecole Supérieure en Banque et Finance ESBF auprès d'AKAD Banking+Finance vous développez considérablement vos qualifications et optimisez vos perspectives professionnelles. La formation à l'ESBF offre une méthode inédite dans le secteur, ancrée de façon optimale dans la pratique.

**Etes-vous intéressé ?**  
Nous sommes à votre disposition par téléphone à Lausanne au 021 683 34 14 ou à Genève au 022 827 30 01. Vous trouverez également plus d'information sous [www.akad.ch/banking+finance](http://www.akad.ch/banking+finance)

A Genève, le cursus est dispensé par notre école partenaire.

isfb  
Formation bancaire & financière



# FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: **Swiss Fund Data AG** en collaboration avec **Rolotec SA** et **SIX Financial Information SA**


PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du mercredi, 21.11.2012, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2012 en %

Fidelity Funds Emerging Asia Fd A	USD 1/1 e	11.32	13.3
Fidelity Funds Emerging Asia Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	13.95	14.8
Fidelity Funds Emerging Asia Fd A AccUSD	USD 1/1 e	11.33	13.3
Fidelity Funds Eur Gth Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	7.90	14.6
Fidelity Funds Eur Gth Fd A EUR	EUR 1/1 e	9.93	13.5
Fidelity Funds Eur L C. Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	10.26	17.8
Fidelity Funds Eur L C. Fd A EUR	EUR 1/1 e	31.34	16.2
Fidelity Funds Eur S 50 Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	7.98	13.5
Fidelity Funds Eur S 50 Fd A EUR	EUR 1/1 e	7.61	9.6
Fidelity Funds Eur S C. Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	10.92	20.1
Fidelity Funds Eur S C. Fd A EUR	EUR 1/1 e	26.14	20.0
Fidelity Funds Euro Aggr Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	6.88	16.6
Fidelity Funds Euro Aggr Fd A EUR	EUR 1/1 e	12.42	15.9
Fidelity Funds Euro Bt Ch Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	9.91	25.0
Fidelity Funds Euro Bt Ch Fd A EUR	EUR 1/1 e	15.30	23.6
Fidelity Funds France Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	9.95	22.1
Fidelity Funds France Fd A EUR	EUR 1/1 e	36.72	12.2
Fidelity Funds Gbl Fd A-AOC (hedged)	EUR 1/1 e	10.99	-
Fidelity Funds Gbl Fd A-GDIST	EUR 1/1 e	10.91	-
Fidelity Funds Gbl Fd A-GDIST	SGD 1/1 e	1.04	-
Fidelity Funds Gbl Fd A-GDIST	USD 1/1 e	10.66	-
Fidelity Funds Gbl Fd A-MINCOME	EUR 1/1 e	10.90	-
Fidelity Funds Gbl Fd A-MINCOME	SGD 1/1 e	1.04	-
Fidelity Funds Gbl Fd A-MINCOME	USD 1/1 e	10.65	-
Fidelity Funds Gbl Fd I-AACC	USD 1/1 e	11.28	-
Fidelity Funds Gbl Fd Y-AOC	USD 1/1 e	11.00	-
Fidelity Funds Gbl Fd Y-AOC(hedged)	EUR 1/1 e	11.04	-
Fidelity Funds Germany Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	11.67	25.3
Fidelity Funds Germany Fd A EUR	EUR 1/1 e	28.55	23.6
Fidelity Funds Gbl Cons Ind Fd A EUR	EUR 1/1 e	28.02	16.3
Fidelity Funds Gbl Fin Serv Fd A EUR	EUR 1/1 e	18.70	22.3
Fidelity Funds Gbl Hth Cr Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	12.37	15.0
Fidelity Funds Gbl Hth Cr Fd A EUR	EUR 1/1 e	19.39	14.9
Fidelity Funds Gbl Ind Fd A EUR	EUR 1/1 e	34.53	5.2
Fidelity Funds Gbl Opp Fd A	EUR 1/1 e	11.42	19.7
Fidelity Funds Gbl Opp Fd A	USD 1/1 e	11.47	9.7
Fidelity Funds Gbl Opp Fd A Acc	EUR 1/1 e	11.43	11.1
Fidelity Funds Gbl Opp Fd A USD	USD 1/1 e	39.63	13.5
Fidelity Funds Global Tech Fd A EUR	EUR 1/1 e	6.94	9.6
Fidelity Funds Global Tel Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	12.64	8.1
Fidelity Funds Global Tel Fd A EUR	EUR 1/1 e	7.86	6.1
Fidelity Funds Greater China Fd A USD	USD 1/1 e	13.20	14.1
Fidelity Funds Iberia Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	9.94	13.7
Fidelity Funds Iberia Fd A EUR	EUR 1/1 e	43.88	12.6
Fidelity Funds India-Focus Fd A USD	USD 1/1 e	27.70	18.4
Fidelity Funds Indonesia Fd A USD	USD 1/1 e	28.98	7.6
Fidelity Funds Int Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	10.20	12.1
Fidelity Funds Int Fd A Acc USD	USD 1/1 e	10.28	10.7
Fidelity Funds Int Fd A EUR	EUR 1/1 e	26.16	12.1
Fidelity Funds Int Fd A USD	USD 1/1 e	33.51	10.7
Fidelity Funds Italy Fd A EUR	EUR 1/1 e	22.70	17.0
Fidelity Funds Jap Fd A JPY	JPY 1/1 e	16106.00	7.0
Fidelity Funds Jap Sml Cp Fd A Acc JPY	JPY 1/1 e	564.40	6.4
Fidelity Funds Jap Sml Cp Fd A JPY	JPY 1/1 e	878.0	6.4
Fidelity Funds Japan Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	6.47	3.1
Fidelity Funds Japan Fd A Acc JPY	JPY 1/1 e	451.00	8.1
Fidelity Funds Japan Fd A EUR	EUR 1/1 e	0.97	2.6
Fidelity Funds Japan Fd A JPY	JPY 1/1 e	102.20	7.6
Fidelity Funds Korea Fd A USD	USD 1/1 e	18.84	4.3
Fidelity Funds Latin America Fd A USD	USD 1/1 e	40.63	2.6
Fidelity Funds Latin America Fd A USD	EUR 1/1 e	47.24	6.6
Fidelity Funds Nordic Fd A Acc SEK	SEK 1/1 e	50.76	15.5
Fidelity Funds Nordic Fd A Acc SEK	SEK 1/1 e	570.50	12.7
Fidelity Funds Pacific Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	10.92	14.3
Fidelity Funds Pacific Fd A USD	USD 1/1 e	20.31	13.3
Fidelity Funds Singapore Fd A USD	USD 1/1 e	49.19	19.9
Fidelity Funds Switzzd Fd A Acc CHF	CHF 1/1 e	8.39	13.2
Fidelity Funds Switzzd Fd A CHF	CHF 1/1 e	36.62	13.0
Fidelity Funds Taiwan Fd A USD	USD 1/1 e	7.77	10.8
Fidelity Funds Thailand Fd A USD	USD 1/1 e	43.53	28.5
Fidelity Funds UK Fd A GBP	GBP 1/1 e	1.88	7.1
Fidelity Funds World Fd A EUR	EUR 1/1 e	10.79	14.8

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>			
Fidelity Fds G L1 Gbl Bd Fd A Acc	EUR 1/1 e	12.55	4.2
Fidelity Fds G L1 Gbl Bd Fd A Acc	USD 1/1 e	11.43	4.1
Fidelity Fds G L1 Gbl Bd Fd A Acc Hedg	CHF 1/1 e	10.50	3.8
Fidelity Funds Euro Bal Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	11.22	18.6
Fidelity Funds Euro Bal Fd A EUR	EUR 1/1 e	13.39	16.6
Fidelity Funds FPS G1 Gth Fd A Acc USD	USD 1/1 e	10.99	10.4
Fidelity Funds FPS G1 Gth Fd A USD	USD 1/1 e	17.36	10.4
Fidelity Funds FPS Gth Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	9.58	13.2
Fidelity Funds FPS Gth Fd A EUR	EUR 1/1 e	13.90	13.2
Fidelity Funds FPS M. Gth Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	11.04	11.9
Fidelity Funds FPS M. Gth Fd A EUR	EUR 1/1 e	9.94	10.5
Fidelity Funds Targ 2015(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	27.92	10.2
Fidelity Funds Targ 2015(Eur) Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	11.17	11.9
Fidelity Funds Targ 2020(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	30.34	11.3
Fidelity Funds Targ 2020(Eur) Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	10.21	12.5
Fidelity Funds Targ 2025(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	24.22	12.1
Fidelity Funds Targ 2025(Eur) Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	9.77	13.1
Fidelity Funds Targ 2030(Eur) Fd A	EUR 1/1 e	24.21	12.7
Fidelity Funds Targ 2030(Eur) Fd A Acc EUR	EUR 1/1 e	9.70	13.5
Fidelity Funds Targ TM 2020 Fd A USD	USD 1/1 e	15.24	10.4


<b>Fonds immobiliers</b>			
Fidelity Fds Global Property Fd A	EUR 1/1 e	10.02	19.4
Fidelity Fds Global Property Fd A	EUR 1/1 e	10.93	17.9
Fidelity Fds Global Property Fd A Acc	EUR 1/1 e	10.66	20.5
Fidelity Fds Global Property Fd A Acc	EUR 1/1 e	11.80	19.1
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A	EUR 1/1 e	8.49	32.3
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A	USD 1/1 e	8.10	30.7
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A Acc	EUR 1/1 e	13.13	34.0

<b>Fortuna Investment AG</b> <b>Tél. 058 472 53 05</b> <b>Fax 058 472 53 39</b>			
			

<b>Fonds en obligations</b>			
FORTUNA Bond Fund CHF	CHF 2/1 e	113.82	3.1
FORTUNA INVEST - Long Term BF	CHF 1/1 e	108.25	3.6

<b>Fonds en actions</b>			
FORTUNA Eo Fd Switzerland	CHF 2/1 e	178.65	12.8

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>			
FORTUNA Anlagefonds	CHF 2/1 e	122.20	4.5
FORTUNA Multi Index 10	CHF 2/1 e	104.12	3.2
FORTUNA Multi Index 20	CHF 2/1 e	102.91	4.6
FORTUNA Multi Index 30	CHF 2/1 e	103.42	5.9
FORTUNA Multi Index 40	CHF 2/1 e	103.23	7.4

<b>Fortuna Investment AG</b> <b>Vaduz</b> <b>Tél. +423 232 05 92</b> <b>Fax +423 236 15 46</b>			
			

<b>Fonds en obligations</b>			
FORTUNA Short Term BF CHF	CHF 2/1 e	568.40	1.7

<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>			
Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1 e	99.92	5.6
Europe Balanced Fund Euro	EUR 2/1 e	130.60	7.5


<b>GAM</b> <b>Tél. +41 58 426 30 30</b> <b>suisse@gam.com</b> <b>Liste complète: www.gam.com</b>			
			


<b>Fonds en obligations</b>			
GAM Star Cat Bond USD A	USD 2/1 a	10.58	5.6
GAM Star Crdt Opps (EUR) EUR A	EUR 2/1 a	11.08	24.4
GAM Star Dyn Gbl Bnd USD A	USD 2/1 a	11.05	7.8
GAM Star Emer Mkt Total Rtn USD A	USD 2/1 a	12.79	13.9
GAM Star Gbl Conv Bnd USD A	USD 2/1 a	10.09	3.2
<b>Fonds en actions</b>			
GAM Global Diversified Acc A	GBP 1/1 f	26.36	10.7
GAM Star Asian Eq. USD A	USD 1/1 f	12.48	7.0
GAM Star Asia-Pacific Eq. EUR A	EUR 2/1 f	107.03	10.0
GAM Star China Eq. USD	EUR 2/1 f	17.16	9.6
GAM Star Contr. European Eq EUR A	EUR 1/1 f	14.17	27.7
GAM Star Emer Asia USD A	USD 2/1 f	12.39	21.8
GAM Star European Equity EUR A	EUR 2/1 f	223.53	23.7
GAM Star Gl Eq Infl Foc II USD A	USD 2/1 f	132.33	5.0
GAM Star Japan Eq. EUR A	EUR 2/1 f	86.97	13.1
GAM Star N of S EM Eq EUR A	EUR 2/1 f	11.54	18.4
GAM Star Technology USD A	USD 2/1 f	10.73	14.6
GAM Star US All Cap Eq. USD A	USD 2/1 f	9.40	7.7
GAM Star Worldwide Eq. USD A	USD 1/1 f	2562.05	12.0
GAM UK Diversified A	GBP 1/1 f	13.31	17.6


<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>			
GAM Star Comp Glo Eqt CHF A	CHF 2/1 af	10.97	12.4


GAM Star Fix Gbl Prt CHF A	CHF 2/1 af	10.44	3.1
<b>Investissements alternatifs</b>			
GAM GI Multi-Alpha CHF CI	CHF 2/1 b	107.30	2.1
GAM Star Abs Eur EUR I	EUR 2/1 f	9.90	6.3
GAM Star Emer Mkt Rates EUR A	EUR 2/1 f	11.42	2.8
GAM Star Gbl Rts USD A	USD 2/1 af	11.40	11.9
GAM Star Global Selector II EUR A	EUR 2/1 f	11.25	17.5
GAM Star Keynes Quant Strat USD A	USD 4/1 a	10.39	2.4
GAM Star Trading USD A	USD 2/1 a	9.08	-2.4

<b>Gutzwiller Fonds Management AG</b> <b>+41 61 205 70 00</b> 			
<b>Fonds en actions</b>			
Gutzwiller ONE	USD 2/1 e	213.00	9.5
<b>Investissements alternatifs</b>			
Gutzwiller TWO (CHF)	CHF 3/1 ci	103.60	1.2
Gutzwiller TWO (USD)	USD 3/1 ci	139.10	2.0

<b>BANQUE HERITAGE</b> <b>Tél. +41 58 220 00 00</b> <b>www.heritage.ch</b> <b>funds@heritage.ch</b> 			
<b>Fonds en actions</b>			
Heritage East. Eur. Herit. Cap	EUR 1/1 a	182.56	5.6
Heritage Energy Cap	USD 2/1 a	92.23	-8.1
Heritage USA Growth Cap	USD 1/1 a	113.37	5.2
<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>			
Heritage Wealth Balanced EUR	EUR 1/1 a	98.60	1.2
Heritage Wealth Balanced USD	USD 1/1 a	97.42	0.1
<b>Investissements alternatifs</b>			
Heritage L/S Equity (CHF) A	CHF 1/1 b	100.39	1.4
Heritage L/S Equity (USD) A	USD 1/1 b	425.06	2.0
Heritage Total Return (CHF) A	CHF 1/1 b	992.23	-4.0
Heritage Total Return (EUR) A	EUR 1/1 b	1048.13	-3.7
Heritage Total Return (USD) A	USD 1/1 b	1005.38	-3.2

<b>IAM Independent Asset Management SA</b> <b>Tél. 022 8183640</b> <b>Fax 022 3105557</b> <b>www.iam.ch</b> 			
<b>Fonds en actions</b>			
IAM Emerging Market - A	CHF 2/1 f	2223.56	5.8
IAM European Equity - A	CHF 2/1 f	1068.38	7.5
IAM Global Equity - A	CHF 2/1 f	1349.94	9.2
IAM Gold & Metals - A	CHF 2/1 f	2861.72	-5.6
IAM Immo Securities - A	CHF 2/1 f	1007.84	6.3
IAM Swiss Equity - A	CHF 2/1 f	1663.90	12.2
<b>Fonds d'allocation d'actifs</b>			
IAM Asset Allocation - A	CHF 2/1 f	1151.35	6.2

<b>J.P. Morgan (Suisse) SA</b> <b>Tél. +41 22 744 19 00</b>  <b>www.jpjam.ch</b> <b>Asset Management</b>			
<b>Fonds en obligations</b>			
JPM Em Mkts Loc Cur A acc EUR	EUR 2/4 e	14.88	13.1
JPM Income Opp. A Acc-CHF Hdg	CHF 3/1 e	95.33	5.1
<b>Fonds en actions</b>			
JF ASEAN Eq A acc-USD	USD 2/2 e	17.62	20.6
JF Asia Pex-Jap Eq A acc-USD	USD 2/2 e	17.60	11.5
JF China A acc-USD	USD 2/2 e	24.63	6.8
JF India A acc-USD	USD 2/2 e	22.91	16.6
JPM Africa Eq. A acc-USD	USD 2/2 e	10.71	15.7
JPM Em Mkts Eq A acc-USD	USD 2/2 e	21.24	9.3
JPM Europe Str Div A acc-EUR	EUR 2/2 e	131.04	12.5
JPM Europe Str Val A acc-EUR	EUR 2/2 e	9.52	12.5
JPM Global Cons Trends A acc-CHF Hdg	CHF 2/2 e	140.96	7.0
JPM Global Focus A acc-CHF Hdg	CHF 2/2 e	134.39	9.1
JPM Global Nat Res A acc-USD	USD 2/2 e	13.73	-9.7
JPM High. Div. Com. A acc-CHF Hdg	CHF 4/4 e	79.78	-10.6
JPM Highbridge US STEEP A acc	USD 2/2 e	12.30	10.8
JPM Russia A acc-USD	USD 2/2 e	11.53	9.1

<b>J.P. Morgan (Suisse) SA</b> <b>Tél. +41 22 744 19 00</b>  <b>www.jpjam.ch</b> <b>Asset Management</b>			
<b>Fonds en obligations</b>			
JPM Em Mkts Loc Cur A acc EUR	EUR 2/4 e	14.88	13.1
JPM Income Opp. A Acc-CHF Hdg	CHF 3/1 e	95.33	5.1
<b>Fonds en actions</b>			
JF ASEAN Eq A acc-USD	USD 2/2 e	17.62	20.6
JF Asia Pex-Jap Eq A acc-USD	USD 2/2 e	17.60	11.5
JF China A acc-USD	USD 2/2 e	24.63	6.8
JF India A acc-USD	USD 2/2 e	22.91	16.6
JPM Africa Eq. A acc-USD	USD 2/2 e	10.71	15.7
JPM Em Mkts Eq A acc-USD	USD 2/2 e	21.24	9.3
JPM Europe Str Div A acc-EUR	EUR 2/2 e	131.04	12.5
JPM Europe Str Val A acc-EUR	EUR 2/2 e	9.52	12.5
JPM Global Cons Trends A acc-CHF Hdg	CHF 2/2 e	140.96	7.0
JPM Global Focus A acc-CHF Hdg	CHF 2/2 e	134.39	9.1
JPM Global Nat Res A acc-USD	USD 2/2 e	13.73	-9.7
JPM High. Div. Com. A acc-CHF Hdg	CHF 4/4 e	79.78	-10.6
JPM Highbridge US STEEP A acc	USD 2/2 e	12.30	10.8
JPM Russia A acc-USD	USD 2/2 e	11.53	9.1

JPM Im Mkts Xfd A acc-USD	USD 2/2 e	21.74	9.3
JPM Europe Str Div A acc-EUR	EUR 2/2 e	131.04	12.5
JPM Europe Str Val A acc-EUR	EUR 2/2 e	9.52	12.5
JPM Global Cons Trends A acc-CHF Hdgchf 2/2 e	CHF 2/2 e	140.96	7.0
JPM Global Focus A acc-CHF Hdg	CHF 2/2 e	134.39	9.1
JPM Global Nat Res A acc-USD	USD 2/2 e	13.73	-9.7
JPM High. Div. Com. A-acc CHF Hdg	CHF 4/4 e	79.78	-10.6
JPM Highbridge US STEEP A acc	USD 2/2 e	12.30	10.8
JPM Russia A acc-USD	USD 2/2 e	11.53	9.1



# FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: **Swiss Fund Data AG** en collaboration avec **Rototec SA** et **SIX Financial Information SA**

PUBLICITÉ


Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachet*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du mercredi, 21.11.2012, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2012 en %

Sarasin EquiSar-Int.Income A	EUR	2/1	e	114.41	12.3
Sarasin EquiSar-Int.Income B	EUR	2/1	e	117.01	12.3
Sarasin New Power Fund A	EUR	2/1	e	42.60	-2.5
Sarasin New Power Fund B	EUR	2/1	e	42.54	-2.5
Sarasin New Power Fund F	EUR	2/1	e	44.13	-2.0
Sarasin OekoSar Eq - Global A	EUR	2/1	e	115.96	11.2
Sarasin OekoSar Eq - Global B	EUR	2/1	e	116.12	11.2
Sarasin OekoSar Eq - Global F	EUR	2/1	e	119.09	11.9
Sarasin Real Estate Eq-Global A	EUR	2/1	e	121.70	13.9
Sarasin Real Estate Eq-Global B	EUR	2/1	e	135.38	19.9
Sarasin Sust Eq-Global Em Markets B	USD	2/1	e	93.80	11.8
Sarasin Sust Eq-Global Em Markets Musto	USD	2/1	e	96.65	13.5
Sarasin Sust Eq-Real Estate GI B	EUR	2/1	e	110.01	18.0
Sarasin Sust Eq-Switzerland	CHF	4/3	e	576.75	13.8
Sarasin Sust Equity-USA B	USD	2/1	e	96.05	-2.8
Sarasin Sustainable Eq-Europe A	EUR	2/1	e	64.57	14.1
Sarasin Sustainable Eq-Europe B	EUR	2/1	e	66.34	14.1
Sarasin Sustainable Eq-Global A	EUR	2/1	e	97.77	13.0
Sarasin Sustainable Water A	EUR	2/1	e	105.63	12.4
Sarasin Sustainable Water B	EUR	2/1	e	105.63	12.4
Sarasin Sustainable Water F	EUR	2/1	e	108.00	13.2

Salvalor Fund Management

Tél. +41 58 404 03 00

www.salvalor.ch



Salvalor 61

CHF 2/2 e

233.50

-7.9

Swiss & Global Asset Management SA

funds@swissglobal-am.com

www.jbfundnet.com

Tél. +41 58 426 65 00

Julius Bär Funds

Fonds en instruments du marché monétaire

JB II MM Dollar-USD B	USD	2/1	f	107.73	0.2%
JB II MM Euro-EUR B	EUR	2/1	f	108.34	0.1%
JB II MM Sterling-GBP B	GBP	2/1	f	112.44	0.3%
JB II MM Swiss Franc-CHF B	CHF	2/1	f	102.55	0.3%
JB MM Dollar-USD B	USD	2/1	f	1815.39	0.2%
JB MM Euro-EUR B	EUR	2/1	f	2075.80	0.1%
JB MM Sterling-GBP B	GBP	2/1	f	2295.35	0.3%
JB MM Swiss Franc-CHF B	CHF	2/1	f	1476.10	0.3%

Fonds d'allocation d'actifs					
Sarasin Global Return (EUR) A	EUR	2/1	e	123.58	4.6
Sarasin Global Return (EUR) F	EUR	2/1	e	127.72	5.0
Sarasin GlobalSar-Balanced (CHF) A	CHF	2/1	e	328.49	7.8
Sarasin GlobalSar-Balanced (EUR) A	EUR	2/1	e	257.14	9.1
Sarasin GlobalSar-Growth (EUR) B	EUR	2/1	e	110.96	9.1
Sarasin Quant Portfolio - Def P CHF	CHF	4/3	e	103.92	1.7
Sarasin Sust Portfolio-Bal. (EUR) A	EUR	2/1	e	163.34	8.3
Sarasin Sust.Portf. - Def. (CHF)	CHF	4/3	e	94.31	5.3
Sarasin Sust.Portf. - Flexible P CHF	CHF	4/3	e	96.85	-

Autres fonds					
Sarasin Commodity-Diversified (EUR)	EUR	4/3	e	69.55	1.2
Sarasin Commodity-Diversified (USD)	USD	4/3	e	95.97	2.2
Sarasin Commodity-Diversified M CHF	CHF	4/3	e	89.59	-
Sarasin Commodity-Diversified P CHF	CHF	4/3	e	88.36	0.9
Sarasin Commodity-Dynamic I CHF	CHF	4/3	e	101.11	-1.6
Sarasin Commodity-Dynamic P CHF	CHF	4/3	e	99.84	-1.9
Sarasin Currency Opp (CHF) B	CHF	2/1	e	93.74	-0.2
Sarasin Currency Opp (CHF) F	CHF	2/1	e	95.50	0.3
Sarasin Currency Opp (EUR) B	EUR	2/1	e	109.19	-0.7

**Schroder Investment Management (Switzerland) AG**  
**www.schroders.ch**  
**Tél. 0800 844 448** 

Fonds en actions					
Schroder Swiss Eq Core Fund A	CHF	2/1	e	105.87	14.8
Schroder Swiss Eq Core Fund I	CHF	2/1	e	112.94	15.4

Fonds d'allocation d'actifs					
Schroder Capital Fund	CHF	2/1	e	1079.54	5.9
Schroder Capital Protected Fd 2014	CHF	1/1	e	112.76	-0.9
Schroder Capital Protected Fd 2019	CHF	1/1	e	124.31	3.4
Schroder Maturity Protected Fund 2032	CHF	1/1	e	139.00	-1.2
Schroder Strategy Fund (BVV/LPP)	CHF	2/1	e	127.70	4.5

**SIA Funds AG**  
**Tél. 055 617 28 70**  
**www.s-i-a.ch**  
**info@s-i-a.ch** 

Fonds en actions					
LTIF Alpha - CHF class	CHF	1/1	e	166.38	3.8
LTIF Alpha - EUR class	EUR	1/1	e	138.06	4.6
LTIF Alpha - GBP class	GBP	3/1	e	111.06	-
LTIF Alpha - USD class	USD	1/1	e	178.75	3.1
LTIF Classic - CHF class	CHF	4/3	e	289.65	12.5
LTIF Classic - EUR class	EUR	1/1	e	240.35	13.3
LTIF Classic - GBP class	GBP	3/1	e	193.35	-
LTIF Classic - USD class	USD	1/1	e	307.71	11.8
LTIF Emerging Mkt Value CHF class	CHF	4/4	e	95.49	5.8
LTIF Emerging Mkt Value EUR class	EUR	4/4	e	79.24	6.6
LTIF Emerging Mkt Value GBP class	GBP	4/4	e	63.75	2.7
LTIF Emerging Mkt Value USD class	USD	4/4	e	101.45	5.1
LTIF Natural Resources CHF	CHF	1/1	e	108.47	-10.0
LTIF Natural Resources EUR	EUR	1/1	e	90.01	-9.3
LTIF Natural Resources GBP	GBP	1/1	e	72.41	-12.7
LTIF Natural Resources USD	USD	1/1	e	115.24	-10.6

Autres fonds					
LTIF Stability(SIA Fds)Growth	CHF	1/1	a	184.50	7.6
LTIF Stability(SIA Fds)Inc. Plus	CHF	1/1	a	185.90	6.2

**Solvalor Fund Management**  
**Tél. +41 58 404 03 00**  
**www.solvalor.ch** 

Solvalor 61	CHF	2/2	e	233.50	-7.9
-------------	-----	-----	---	--------	------

Swiss & Global Asset Management SA funds@swissglobal-am.com					
www.jbfundnet.com					
<b>Tél. +41 58 426 65 00</b>					
<b>Julius Bär Funds</b>					

Fonds en instruments du marché monétaire					
JB II MM Dollar-USD B	USD	2/1	e	107.73	0.2
JB II MM Euro-EUR B	EUR	2/1	e	108.34	0.1
JB II MM Sterling-GBP B	GBP	2/1	e	112.44	0.3
JB II MM Swiss Franc-CHF B	CHF	2/1	e	102.55	0.3
JB MM Dollar-USD B	USD	2/1	e	1815.39	0.2
JB MM Euro-EUR B	EUR	2/1	e	2072.80	0.1
JB MM Sterling-GBP B	GBP	2/1	e	2295.35	0.3
JB MM Swiss Franc-CHF B	CHF	2/1	e	1476.10	0.3

Fonds en obligations					
JB BF ABS CHF - B	CHF	2/1	e	92.50	6.4
JB BF ABS EUR - B	EUR	2/1	e	100.72	6.8
JB BF Absolute Ret PI-CHF - B	CHF	2/1	e	122.09	6.7
JB BF Absolute Ret PI-EUR - B	EUR	2/1	e	132.31	7.0
JB BF Absolute Ret PI-GBP - B	GBP	2/1	e	134.64	7.2
JB BF Absolute Ret PI-USD - B	USD	2/1	e	133.85	7.0
JB BF Absolute Return-CHF - B	CHF	2/1	e	114.09	5.0
JB BF Absolute Return-EUR - B	EUR	2/1	e	132.90	5.3
JB BF Absolute Return-GBP - B	GBP	2/1	e	124.27	5.4
JB BF Absolute Return-USD - B	USD	2/1	e	124.70	5.3
JB BF Cred Opportunities-EUR - B	EUR	2/1	e	155.62	10.7
JB BF Dollar Med Term-USD - B	USD	2/1	e	192.95	2.9
JB BF Dollar-USD - B	USD	2/1	e	334.84	4.1
JB BF Emerging-EUR - B	EUR	2/1	e	325.22	15.0
JB BF Emerging-USD - B	CHF	2/1	e	107.75	-
JB BF Emerging-USD - B	EUR	4/4	e	101.19	-
JB BF Emerging-USD - B	USD	2/1	e	408.40	14.6
JB BF Euro-EUR - B	EUR	2/1	e	368.60	10.0
JB BF Euro Government-EUR - B	EUR	2/1	e	161.46	8.2
JB BF Global Convert Bd-CHF - B	CHF	2/1	e	92.84	5.0
JB BF Global Convert Bd-EUR - B	EUR	2/1	e	97.57	5.4
JB BF Global High Yield-EUR - B	EUR	2/1	e	193.65	12.4
JB BF Local Emerging-EUR - B	EUR	2/1	e	228.91	12.8
JB BF Local Emerging-USD - B	USD	2/1	e	320.40	13.3
JB BF Swiss Franc-CHF - B	CHF	2/1	e	189.94	9.7
JB BF Total Return-EUR - B	EUR	2/1	e	97.13	7.3
JB II BF Dollar MD-USD - B	USD	2/1	e	131.09	2.9
JB II BF Dollar-USD - B	USD	2/1	e	128.78	4.1
JB II BF Euro-EUR - B	EUR	2/1	e	108.03	9.9
JB II BF Swiss Franc-CHF - B	CHF	2/1	e	102.84	4.7
JB Strat GI FI-CHF - B	CHF	2/1	e	109.08	3.2
JB Strat GI FI-EUR - B	EUR	2/1	e	137.40	5.4

Fonds en actions					
JB EF Africa Opportunities - B	EUR	2/1	e	97.68	-
JB EF Asia-USD - B	EUR	2/1	e	161.06	10.3
JB EF Biotech-USD - B	USD	2/1	e	144.20	25.5
JB EF Black Sea-CHF - B	CHF	2/1	e	22.68	4.0
JB EF Black Sea-EUR - B	EUR	2/1	e	30.88	4.9
JB EF Black Sea-USD - B	EUR	2/1	e	29.18	3.5
JB EF Central Europe-EUR - B	EUR	2/1	e	209.48	12.0
JB EF Euroland Value-EUR - B	EUR	2/1	e	131.44	16.7
JB EF Europe S&Mid Cap-EUR - B	EUR	2/1	e	133.24	17.7
JB EF Europe Selection - B	EUR	2/1	e	74.32	6.8
JB EF Europe-EUR - B	EUR	2/1	e	269.43	11.3
JB EF German Value-EUR - B	EUR	2/1	e	222.72	17.6
JB EF GI Emerging Mkts-EUR - B	EUR	2/1	e	80.15	9.0
JB EF Global-EUR - B	EUR	2/1	e	76.15	7.3
JB EF Infrastructure-CHF - B	CHF	2/1	e	64.57	8.4
JB EF Infrastructure-EUR - B	EUR	2/1	e	89.72	9.4
JB EF Infrastructure-USD - B	USD	2/1	e	84.21	7.8
JB EF Japan-EUR - B	EUR	2/1	e	78.09	1.8
JB EF Japan-JPY - B	JPY	2/1	e	8452.00	5.8
JB EF Luxury Brands-CHF - B	CHF	2/1	e	127.06	15.3
JB EF Luxury Brands-EUR - B	EUR	2/1	e	169.49	16.2
JB EF Luxury Brands-USD - B	USD	2/1	e	146.66	14.7
JB EF Natural Resources-CHF - B	CHF	2/1	e	61.47	0.2
JB EF Natural Resources-EUR - B	EUR	2/1	e	84.82	1.0
JB EF Natural Resources-USD - B	EUR	2/1	e	76.80	0.3
JB EF Northern Africa-CHF - B	CHF	2/1	e	62.24	6.1
JB EF Northern Africa-EUR - B	EUR	2/1	e	85.94	6.9
JB EF Northern Africa-USD - B	USD	2/1	e	77.44	5.5
JB EF Special Val. EUR - B	EUR	2/1	e	107.19	2.6
JB EF Swiss S&Mid Cap-CHF - B	CHF	2/1	e	373.49	8.1
JB EF Swiss-CHF - B	CHF	2/1	e	364.29	9.6

JB EF US Leading-USD - B	USD	2/1	e	418.97	6.2
JB EF US Value-USD - B	USD	2/1	e	128.74	7.7
JB Equity Fund NEWO -EUR - B	EUR	4/4	e	90.15	2.0
JB Equity Fund NEWO -USD - B	USD	4/4	e	93.41	1.7
JB Strat EF GI Excell-CHF - B	CHF	4/1	e	103.99	9.7
JB Strat EF GI Excell-EUR - B	EUR	2/1	e	113.42	10.2

Fonds d'allocation d'actifs					
JB (CH) Defender Asset Alloc. - A	CHF	2/1	e	84.15	3.8
JB Strategy Balanced-CHF - B	CHF	2/1	e	132.13	5.5
JB Strategy Balanced-EUR - B	EUR	2/1	e	132.07	7.3
JB Strategy Balanced-USD - B	USD	2/1	e	114.43	5.8
JB Strategy Growth-CHF - B	CHF	2/1	e	79.47	6.6
JB Strategy Growth-EUR - B	EUR	2/1	e	94.12	9.2
JB Strategy Income-CHF - B	CHF	2/1	e	112.64	4.2
JB Strategy Income-EUR - B	EUR	2/1	e	144.03	6.2
JB Strategy Income-USD - B	USD	2/1	e	136.00	5.0

Autres fonds					
JB Commodity-CHF - B	CHF	2/1	e	80.85	1.0
JB Commodity-EUR - B	EUR	2/1	e	86.12	1.3
JB Commodity-USD - B	USD	2/1	e	98.02	2.0
JB Defender Asset Alloc EUR - B	EUR	3/2	e	102.14	4.3

**Swiss & Global Asset Management SA funds@swissglobal-am.com, www.jbfundnet.com**  
**Tél. +41 58 426 65 00**  
**Private Label Funds**

Fonds en instruments du marché monétaire					
RBC Money Market Fund USD	USD	4/4	e	97.11	-

Fonds en obligations					
EURO LIQ FD - A	EUR	2/1	e	10005.07	0.0
EURO LIQ FD - B	EUR	2/1	e	10008.23	0.0
EURO LIQ FD - C	EUR	2/1	e	10022.13	0.2
RBC Euro Fixed Income	EUR	4/4	e	104.34	-
RBC Swiss Franc Fixed Income	CHF	4/4	e	102.63	-
RBC USD Fixed Income	USD	4/4	e	97.03	-
LIQ LIQ FD - A	USD	2/1	e	10000.00	0.0
LIQ LIQ FD - B	USD	2/1	e	10000.00	0.0
LIQ LIQ FD - C	USD	2/1	e	10010.02	0.1

Fonds en actions					
Gold Equity Fund CHF - B	CHF	2/1	e	235.48	-6.5
Gold Equity Fund EUR - B	EUR	2/1	e	190.01	-5.9
Gold Equity Fund USD - B	USD	2/1	e	258.39	-6.8
RBC Natural Resources Equity	USD	4/4	e	153.35	-
URAM Energy Stock Fund (EUR) - B	EUR	2/1	e	69.64	-2.7
URAM Energy Stock Fund (EUR) - C	EUR	2/1	e	70.62	-2.5
URAM Energy Stock Fund (USD) - C	USD	2/1	e	80.89	-1.2
UBS(CHIEF-Switzerland-P)	CHF	4/4	e	86.47	-13.5
UBS(Lux)EF-Biotech (USD) P-acc	USD	2/1	e	87.85	-13.3
UBS(Lux)EF-Euro.St50 (EUR) P-acc	EUR	2/1	e	88.27	-13.2
UBS(Lux)EF-Euro.Opport. (EUR) P-acc	EUR	2/1	e	90.05	-12.1
UBS(Lux)EF-Glob.Innov. (EUR) P-acc	EUR	2/1	e	90.68	-12.0
UBS(Lux)EF-Greater China (USD) P-acc	USD	2/1	e	90.93	-9.0
UBS(Lux)EF-Health Care (USD) P-acc	USD	2/1	e	92.08	-8.8
UBS(Lux)EF-Health Care (USD) P-acc	USD	2/1	e	104.64	-7.4
UBS(Lux)EF-S.Sic.-Asia Eq (USD) P-acc	USD	2/1	e	107.11	-7.3

Fonds d'allocation d'actifs					
Allround QUADInvest Fund - B	EUR	2/1 f	127.40	6.3	
Allround QUADInvest Fund - D	EUR	4/4 f	129.59	-	
Allround QUADInvest Growth - C	USD	4/4 f	99.24	9.8	
Allround QUADInvest Growth - D	USD	4/4 f	99.08	-	
Allround QUADInvest Growth - Da	USD	4/4 f	97.52	10.0	







Radio-TV

**France des années 80**  
«La Fabrique de l'histoire» continue d'interroger les années 80. Après un épisode sur la polémique façon «Droit de réponse» de Michel Polac, Emmanuel Lorentin pose la question de l'historiographie des années Mitterrand en France, sur la possibilité même d'en faire l'histoire.  
**France Culture, 9h06**

Vieillir à la maison



Devenir trop vieux ou trop fragile conduit-il inmanquablement à l'EMS? Le Valais expérimente les appartements Domino, des colocations pour personnes âgées. Une nouvelle manière de vieillir «chez soi».  
**RTS Un, 20h15**

# Ursula Meier à la conquête de l'Amérique

**> Cinéma**  
La réalisatrice helvétique vient de passer une semaine à Los Angeles après un long périple aux Etats-Unis pour promouvoir son film «Sister»  
**> Certains le voient nominé pour les Oscars en 2013**

Stéphane Bussard NEW YORK

Un enfant de 12 ans, Simon, vole du matériel de ski dans une station huppée du Valais pour le revendre dans la plaine du Rhône. Après avoir séduit le Festival du film de Berlin qui lui décerna un Ours d'argent, le film conquiert l'Amérique. La réalisatrice suisse de *L'Enfant d'en haut* (*Sister* en anglais), Ursula Meier, vient de passer une semaine à Los Angeles portée par une vague qui la subjugue: «Les Américains ont eu le coup de foudre pour le film», qui est à l'affiche dans plusieurs villes du pays.

L'hebdomadaire *The Hollywood Reporter* le voit figurer parmi les cinq nominés pour le meilleur film étranger lors de la cérémonie des Oscars en février 2013, aux côtés d'œuvres tels qu'*Intouchables* (Toledano et Nakache) ou *Amour* (Haneke). La presse états-unienne a généreusement parlé du film. Le *New York Times* a consacré quatre articles au long métrage, dont un portrait du jeune prodige Kacey Mottet Klein et de la directrice de la photographie Agnès Godard, dont certains espèrent qu'elle sera la première femme à décrocher l'Oscar dans sa catégorie.

Depuis juin, Ursula Meier a été en quasi-immersion en Amérique: festivals de Los Angeles et de San Francisco, puis de Denver, où elle a décroché le Grand Prix, projection à Washington, conférences de presse, réceptions. La cinéaste tente d'expliquer l'enthousiasme que suscite son œuvre. «Le film raconte une histoire très émouvante entre une mère et son fils. Kacey Mottet Klein, présélectionné pour le César du meilleur espoir, a touché le public américain. A Los Angeles, les gens tombaient dans ses bras. Le long métrage a aussi une autre dimension: il parle des inégalités sociales, un



**Ursula Meier:** «Sister» m'a ouvert des portes. Il faut ouvrir l'une ou l'autre, mais aussi savoir en fermer...» ARCHIVES

sujet qui intéresse aux Etats-Unis. Et, ajoute Ursula Meier, les Américains sont très impressionnés par la performance de Kacey Mottet Klein, car ils reconnaissent qu'elle est le résultat de beaucoup de travail.»

La réalisatrice suisse a vécu son périple américain comme une expérience rassurante. Après le succès de *Home*, présenté à Cannes, elle aurait pu tourner avec un acteur connu. Elle a choisi de conti-

nuer de tourner avec un enfant, Kacey Mottet Klein, déjà engagé dans son film précédent. «Par un tel choix, on prend tous les risques, admet Ursula Meier. Mais je trouve touchant qu'un gosse de 12 ans filmé en plein Valais émeuve les Américains. L'accueil du public aux Etats-Unis me conforte dans la voie que j'ai empruntée. Je vois que je peux rester moi-même tout en jouant une carte un peu plus commerciale. *Sister* m'a

ouvert beaucoup de portes. Il faut ouvrir l'une ou l'autre, mais aussi savoir en fermer...»

Fascinée par le cinéma indépendant américain, Ursula Meier ne se voit pas pour l'heure réaliser un film outre-Atlantique. Mais elle ne cache pas son admiration pour Kathryn Bigelow, réalisatrice oscarisée de *Démineurs*. «C'est un film énorme, souligne Ursula Meier, qui montre qu'on peut conjuguer travail d'auteur et aspect

commercial.» Loin d'elle la volonté de snober Hollywood, qui produit aussi des «choses magnifiques». Mais elle n'en rêve pas: «Y tourner un film équivaldrait à renoncer à trop de choses.»

Rencontres de l'ex-président du jury du Festival de Venise, Michael Mann, ou de William Friedkin, le réalisateur de *L'Exorciste*, dont elle a fait la connaissance dans le cadre d'un atelier de trois jours avec des réalisateurs au Skywalker Ranch du cinéaste George Lucas, au cœur de la Lucas Valley en Californie. L'aventure américaine d'Ursula Meier est sans limite: «J'ai rencontré des gens que j'admire, avec lesquels on a parlé de tout. Les Américains sont des gens assez simples, directs et professionnels. C'est très agréable. Certains m'envoyaient des courriels deux heures après notre rencontre.»

«Tourner un film à Hollywood équivaldrait à renoncer à trop de choses»

La semaine dernière à Los Angeles, la réalisatrice de *Sister*, qui a été projeté dans une quarantaine de festivals à travers le monde, avait déjà le regard tourné vers le 24 février 2013, date de la remise des Oscars. Le 2 janvier, elle nourrit l'espoir d'être sur la *short list* de l'Académie des arts et des sciences du cinéma, l'organisme qui met en place l'événement, et que son œuvre sera l'un des cinq films étrangers nominés le 9 janvier.

Avec l'aide de son distributeur Adopt Films et du vice-consul de Suisse Christophe Vauthey, elle a participé à plusieurs dîners et projections avec des membres de l'Académie pour promouvoir son film. Christophe Vauthey suit de près le parcours américain d'Ursula Meier: «Je n'ai pas lu une seule critique mitigée dans la presse américaine. On sent un élan. Même des critiques influents d'Hollywood, comme le magazine *The Wrap*, adorent le film.»

La Suisse a dégaé 60 000 francs (50 000 francs de l'Office fédéral de la culture et 10 000 francs de la ville de Delémont) pour aider *Sister* à être nominé. En comparaison internationale, la somme est très modeste. Mais Ursula Meier a un atout majeur: Adopt Films, son distributeur américain, et son représentant Jeff Lipsky, très bien introduit dans le milieu. Elle en est consciente: l'an prochain, sa vie pourrait être bouleversée. Mais elle insiste: «Quoi qu'il arrive, je veux rester moi-même.»

Critique: Daniil Trifonov au Festival de piano de Lucerne

## Un piano intensément nuancé et coloré

Vingt et un ans, et déjà la stature d'un grand pianiste. Daniil Trifonov fait parler de lui depuis qu'il a été successivement lauréat des concours Chopin de Varsovie (3e Prix), Rubinstein de Tel-Aviv (1er Prix) et Tchaïkovski de Moscou (1er Prix). Son jeu racé et sauvage a conquis le public, qui lui a réservé une standing ovation, mercredi au Festival de piano de Lucerne. A la Lukaskirche, entre midi et 14 heures, le pianiste russe étreignait un nouveau programme – superbe! – avec la *2e Sonate* de Scriabine, la *Sonate en si mineur* de Liszt et les *24 Préludes opus 28* de Chopin.

Ce qui séduit tant chez Trifonov, c'est un mélange entre mesure et démesure. Son jeu oscille entre des bouffées de lyrisme, parfois ravageuses, et une pudeur éminemment expressive. Il ose des phrasés qui rappellent l'art des pianistes d'autrefois. Cette

liberté de ton en fait un artiste captivant, qui réinvente chaque œuvre qu'il joue.

Encore faut-il pouvoir dominer le discours musical. Daniil Trifonov n'est pas de ceux qui se laissent tromper par leur narcissisme. Il sait comment interroger une partition et en tirer une matière subjective, éclairant tel détail, faisant ressortir tel contre-chant, sans perdre de vue l'architecture globale. Il met à profit son toucher malléable, aux textures tour à tour soyeuses et rugueuses, pour rendre à la musique son éloquence. La respiration est ample: il mène les phrases à leur apogée, dans de grandes coulées qui vous submergent. On est emporté par ce geste, même si on n'adhère pas toujours à ses partis pris.

La musique de Scriabine lui va comme un gant. Dans la *2e Sonate en sol dièse mineur* dite «Sonate-Fantaisie», une œuvre ramassée en

deux mouvements, il développe d'emblée des sonorités cristallines et ouatées. On y entend des réminiscences de Chopin, lequel a beaucoup influencé Scriabine.

Le pianiste russe offre une lecture puissamment narrative de la *Sonate* de Liszt – entre éclats telluriques et candeur féminine. Son grand art, c'est de ménager la tension pour soudain lâcher la bride. Trifonov attaque les passages en octaves pratiquement aussi vite que Khatia Buniatishvili – quoique avec une meilleure maîtrise de l'architecture. Le plus beau, ce sont les épisodes lyriques, joués de manière si câline et cristalline. A force de rubato, la section lente de la *Sonate* traîne un peu, mais cet allègement du toucher jusqu'à l'immatériel apporte une lumière intensément spirituelle à la partition.

Dans les *24 Préludes* de Chopin, chaque pièce est fortement indi-

vidualisée au sein d'un kaléidoscope. Le *cantabile* et l'utilisation de la pédale pour des effets volontairement estompés, voire brouillés, sont splendides. Si certains choix de *tempo* paraissent très lents, on est ému de bout en bout. Le lied *Widmung* de Schumann, offert en bis dans l'arrangement de Liszt, prolonge cet état de grâce. **Julian Sykes**

PUBLICITÉ



**Joël Rey**  
sculptures en verre soufflé  
exposition du 23 nov. au 9 déc.

Me à Ve 16h - 20h  
Sa et Di 10h à 12h et 15h à 18h  
Galerie Aux portes de la Champagne  
313, rue de Bernex, 1233 Bernex / GE

Panorama

Cinéma

**Le Prix Lux à Andrea Segre**  
Le Parlement européen a décerné son Prix Lux 2012 au film italien *La Petite Venise* (*Io sono Li*), d'Andrea Segre. Ce dernier relate l'amitié entre un pêcheur vénitien et une immigrée clandestine chinoise contrainte de laisser son enfant au pays. Le Prix Lux est remis chaque année pour «donner un coup de projecteur sur des films qui vont au cœur du débat public en Europe». (AFP)



La fin du monde, idéal pour doper le tourisme

> **Apocalypse** Le Mexique va profiter de la prophétie maya

La supposée prophétie maya de la «fin du monde» fin décembre va provoquer une vague touristique dans les stations balnéaires de l'est du Mexique ainsi que dans les sites archéologiques de la région, qui se préparent à accueillir des milliers de visiteurs venus du monde entier.

A Cancun, situé dans l'Etat du Quintana Roo – l'un des cinq Etats mexicains où s'est développé le monde maya –, les hôteliers prévoient un taux d'occupation de 90%, un ballon d'oxygène pour cette destination affectée depuis 2009 par la crise économique mondiale.

**Retour du serpent à plumes**

Cette destination, ainsi que la Riviera Maya et sa vaste étendue de plages, est stratégique pour la promotion touristique de la tant attendue «fin du monde», en raison de sa relative proximité (188 km) avec le site archéologique de Chichen Itza, où se trouve la pyramide monumentale de Kukulkan, nom maya du dieu serpent à plumes.

Chichen Itza, dans l'Etat du Yucatan, est le site archéologique le plus célèbre et celui qui devrait connaître la plus forte affluence, avec pour point d'orgue une grande cérémonie le 21 décembre – date commerciale de l'événement, des chercheurs parlent eux du 23 –, avec la reconstitution de plusieurs rituels mayas. **ATS**

PUBLICITÉ



Boris Heger/CICR

**UN LEGS AU CICR  
DONNEZ DU SENS À TOUTE UNE VIE**

**ASSOCIEZ VOTRE NOM À L'HISTOIRE DU PLUS VASTE MOUVEMENT HUMANITAIRE AU MONDE**

Avec un legs au CICR, vous pouvez donner une nouvelle dimension à votre engagement en faveur des victimes de la guerre et autres situations de violence partout dans le monde.

Pour recevoir notre brochure legs et bénéficier, en toute confidentialité, d'un entretien personnalisé, contactez :

**Marie-Jo Girod-Blanc**

Responsable legs et dons  
Tél : +41 22 730 33 76  
Email : [mgirodblanc@cicr.org](mailto:mgirodblanc@cicr.org)  
ou renvoyez le coupon-réponse ci-dessous



**CICR**

[www.cicr.org](http://www.cicr.org)

**Coupon-réponse confidentiel** à compléter et à renvoyer au CICR

LT11/12F

☐ Je souhaite recevoir la brochure « Un legs au CICR »

☐ M<sup>me</sup> ☐ M. Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
NPA : ..... Ville : ..... Pays : .....

☐ Je souhaite être contacté(e) par téléphone pour bénéficier d'un entretien personnalisé.  
Mes coordonnées téléphoniques :

de préférence entre ..... et .....heures

Comité international de la Croix-Rouge  
Division recherche de fonds privés  
19, avenue de la Paix  
1202 Genève – Suisse

«Avec ce rôle, j'ai tenu à casser les clichés»

> **Télévision** Actrice reconnue au Danemark, Sidse Babett Knudsen a enchaîné les rôles au cinéma

> Depuis 2010, elle a rejoint le petit écran en interprétant le premier ministre de la série «Borgen»

Propos recueillis par **Véronique Cauhapé et Macha Séry** PARIS

Sidse Babett Knudsen a suivi des cours de théâtre à Paris. Depuis le début des années 1990, l'actrice danoise enchaîne les rôles au cinéma. Elle a, entre autres, joué dans *After the Wedding* de Susanne Bier; *Villa Paranoia* d'Erik Clausen; *Mona Welt* de Jonas Elmer et *Let's Get Lost* de Bruce Weber. Depuis 2010, elle incarne Birgitte Nyborg dans la série *Borgen* dont Arte diffuse la saison 2, à partir de ce jeudi 22 novembre.

– *Vous êtes une actrice de cinéma de renom au Danemark. Mais vous n'aviez jamais tourné pour la télévision. Pourquoi avoir attendu si longtemps?*  
**Sidse Babett Knudsen:** J'ai beaucoup hésité à franchir le pas, à cause de l'énorme exposition qu'implique la télévision. J'ai une

grande passion pour le cinéma qui fait entrer en vingt minutes les spectateurs dans un univers inhabituel, dans un autre monde, et donc permet aux acteurs de présenter un jeu subtil. Tandis qu'à la télévision, il faut être efficace dès les premières minutes pour éviter le zapping. Ce qui suppose un jeu assez stéréotypé. Pour ces raisons, j'avais toujours refusé de travailler pour le petit écran.

– *Pourquoi «Borgen» vous a-t-il finalement fait franchir le pas?*  
– Je recevais de plus en plus de propositions. Mais je ne connaissais pas les séries télé. On m'a donné beaucoup de DVD à regarder. On a particulièrement attiré mon attention sur *The West Wing (A la Maison-Blanche)* en me prévenant que je deviendrais vite boulimique avant de tomber en dépression à la fin du dernier épisode. Plaisanterie mise à part, il est vrai que *The West Wing* m'a fascinée. Et il se trouve que le lendemain où j'avais fini de visionner l'intégralité de cette série, on m'a appelée pour le casting de *Borgen*. Le rôle de Birgitte présentait l'intérêt d'être très différent de ce que j'avais fait jusque-là au cinéma, où j'avais plutôt été dans le registre émotionnel et joué des rôles de femme immature, en quête d'identité. Or, pour *Borgen*, il s'agissait d'interpréter une femme adulte, ayant de l'autorité, qui sait où elle va.

– *On dit que votre amie Sofie Gråbøl, qui tient le rôle du com-*



**Sidse Babett Knudsen**, une actrice au pouvoir. ARCHIVES

*missaire Sarah Lund dans «The Killing», l'autre grande série à succès au Danemark, vous a convaincue...*  
– C'est vrai. Le fait qu'une actrice de si grand talent ait choisi de donner corps à une héroïne de télévision constituait pour moi la preuve que le niveau de qualité de la production télévisuelle s'élevait.

– *Quelle a été votre contribution au rôle de Birgitte Nyborg?*  
– Pour *Borgen*, j'ai eu beaucoup de discussions avec Adam Price à ce propos. Je voulais que Birgitte porte une espèce d'uniforme, à la façon d'une carapace, des tenues qui soient strictes mais pas masculines pour autant. Mon bureau de premier ministre – même forme et même taille que celui du vrai premier ministre – a été mon premier partenaire. Je voulais que m'a le plus aidée à investir ce statut de chef d'Etat. J'ai tenu tout au long de ma coexistence avec ce personnage à casser les clichés, à affiner les expressions, à creuser la complexité. Et pour la première fois de ma carrière, j'ai conféré à un personnage ma propre voix, le langage de mon corps, ma façon de marcher, mes expressions de visage.

– *Les auteurs de la série sont trois hommes: Adam Price, Tobias Lindholm et Jeppe Gjervig Gram.*

*Avez-vous apporté un point de vue plus féministe?*  
– Oui. Je tenais à ce que Birgitte ne culpabilise ni dans sa vie professionnelle ni dans sa vie personnelle. Elle choisit d'être premier ministre. Et si cela entraîne des bouleversements au sein de sa famille, elle les assume. Elle cherche des compromis mais ne renonce pas à son travail. Il me semblait que les auteurs la voyaient trop naïve à mon goût par rapport à sa fonction. J'ai rectifié un autre trait du script original: les scénaristes dépeignaient Birgitte Nyborg comme recevant les solutions de son mari ou de son *spin doctor* [ndlr: conseiller en communication]. C'était choquant et je me suis battue pour que ce soit elle qui les trouve ou se conforte elle-même.

– *Physiquement, vous changez au cours des deux saisons.*  
– Pour la saison 1, j'ai pris du poids. Adam Price voulait que l'exercice du pouvoir fasse maigrir le personnage, le vampirise au point de le faire quasiment tomber dans l'anorexie. Il fallait signifier que la politique, ça coûte, que celui qui l'exerce le paie cher, et en chair. J'ai été très inspirée par un documentaire sur Tony Blair, dans lequel on voyait à quel point il changeait d'aspect au fil de ses deux mandats de premier ministre. Au temps où il était très copain avec Bush, sa silhouette était plus tranchée, moins flottante. Je voulais que Birgitte Nyborg évolue dans ce sens. Plus cérébrale, moins émotionnelle au fil du temps.

– *Justement, «Borgen» vous a-t-il appris des choses sur la politique?*  
– Pas vraiment. Disons plutôt que cela a nuancé certaines idées.

– *Et sur la télévision?*  
– Oui, là, j'ai énormément appris. Notamment sur le travail des nuances, des détails qui servent constamment à enrichir le personnage, à l'empêcher de s'installer et le laisser rouler tout seul.

– *Vous avez fait des études à l'école du Théâtre de l'ombre à Paris. Y a-t-il des différences dans la direction d'acteurs, entre la France et le Danemark?*  
– C'est totalement différent. Au Danemark, quand vous faites une école de théâtre, vous apprenez un métier. L'approche est très concrète, très pragmatique. On ne dit pas d'un comédien, d'une comédienne qu'il est un ou une artiste. Ce serait d'ailleurs mal vu. Une fois que vous êtes sorti de l'école, vous passez professionnel et attendez qu'on vous appelle. En France, être comédien n'est pas un travail mais une façon de vivre. On le fait parce qu'on ne peut faire autrement. Et on le fait partout. Si ce n'est pas sur les planches, au cinéma, on le fait dans la rue. Il y a en France cette responsabilité. Et de connaître cela m'a donné du courage.

– *Pensez-vous que «Borgen» a pu influencer l'élection, en octobre 2011, de Helle Thorning-Schmidt, première femme à occuper le poste de premier ministre au Danemark?*  
– Non, je ne crois pas. *Borgen* a collé à ce qui se passait alors dans la société. En revanche, son élection ainsi que la série ont contribué à rendre la politique plus accessible, plus attractive, car, avant, celle-ci passait pour ennuyeuse. Pour ma part, j'ai volontairement évité de rencontrer Helle Thorning-Schmidt et même de suivre sa campagne à la télévision afin de ne pas la copier.

– *Quels sont vos projets?*  
– Le cinéma me manque et j'ai des projets qui devraient se concrétiser après le tournage de la troisième et dernière saison de *Borgen*, qui s'achèvera mi-décembre. Nous tournons de 5 heures du matin à 6 heures du soir, parfois plus, et en même temps que le texte s'écrit. C'est très intense.

**Le Monde**

Ecrire à travers le Mur

> **Exposition** Visions des échanges franco-russes au XXe siècle

Pour la première fois depuis l'effondrement du bloc soviétique, une exposition dresse, au travers de plus de 300 pièces inédites ou méconnues, un panorama fascinant des échanges intellectuels franco-russes au XXe siècle. Baptisée *Intelligentsia*, l'exposition a bénéficié de l'ouverture exceptionnelle des archives de la Fédération de Russie et de l'accès à des fonds méconnus en France.

Ces regards croisés éclairent un siècle mouvementé, marqué par des idéologies antagonistes, et montrent que les contacts entre intellectuels n'ont jamais cessé de 1917 à 1991, en dépit des bouleversements historiques. Ces archives illustrent ainsi aussi bien le célèbre voyage en URSS d'André Gide que la participation d'Aragon et Elsa Triolet au comité d'attribution des Prix Lénine en avril 1959.

**Précieux témoignages**

Intimes ou publics, officiels ou non, ces documents évoquent des destins singuliers: émigrés ayant fui la révolution bolchevique, premiers témoignages français sur la révolution de 1917, compagnons de route séduits par l'utopie révolutionnaire, dissidents de l'ère brejnévienne, intellectuels français revenus de leurs illusions... **AFP**

**Intelligentsia**, Ecole des beaux-arts, Paris, du 28 novembre au 11 janvier.

Critique: «L'Atelier volant» à Vidy  
Une révolution carnassière

Il faut se méfier de Valère Novarina. Ses yeux bleus sont une pastorale. Mais dans ses doigts passent des émeutes. L'écrivain et homme de théâtre français fomenta sa révolution depuis quarante ans. Il l'engendra d'abord sur la page, renversant méthodiquement les icônes de l'orthodoxie théâtrale. A mort, les personnages. Vive les figures. A mort la logique des mathématiciens. Vive l'arithmétique des alchimistes. Ces jours, il reprend au Théâtre de Vidy *L'Atelier volant*, sa première pièce qui voit le jour en 1974. Valère Novarina a 27 ans à l'époque, Mai 68 fait encore des vagues dans les esprits et la France tombe dans les bras de Valéry Giscard d'Estaing, bientôt dans le fossé de la crise. C'est l'esprit de ce temps-là que la pièce métabolise en cascade intempes-tive. La langue de Novarina emporte les lieux communs. Et le plaisir est grand d'être douché par elle.

En scène, dans la mise en scène de l'auteur, Monsieur Boucot (Olivier Martin-Salvan), calibré comme un dompteur de tigres, exploite un escadron de petites griffes. Il fabrique de tout, des chapeaux en papier en particulier. Madame Bouche (Myrto Procopiou, merveilleuse en oiseau du paradis), elle, parle d'or et de miel, en anesthésiste. Car il s'agit bien de cela: calmer des douleurs qui explosent en chaîne. Le monde est en crise. Sa machine de production – économique et langagière – bégaye. C'est le diagnostic de Valère Novarina. Celui aussi du docteur (Richard Pierre) sur scène. Seul remède: la

révolte contre Monsieur Boucot, gardien de l'ordre grammatical – c'est-à-dire technocratico-capitaliste.

La lutte des classes manière Novarina a ses moments de bravoure. Cette scène par exemple où Monsieur Boucot juché sur une estrade jaune cherche à hypnotiser ses ouvriers en colère. Dans son dos, Madame Bouche fait tourner une roue avec la légèreté d'une virgule. En chœur, la meute s'offusque: «Assez, nous en avons jusqu'au gosier.» Et chante: «Guevara, donne-nous le bras/Louise Michel, guide-nous au ciel.» Le potentat riposte: «C'est une loi générale dans les clapiers. Plus ils en ont, plus ils en veulent.»

Est-ce d'avoir tant aimé *L'Opérette imaginaire*, *L'Origine rouge*, *L'Acte inconnu*, pièces de Novarina qui ont marqué ces dix dernières années? Cet *Atelier volant* ne possède pas la même force de frappe. Son charme, plus fragile, est celui de la souche. Tout le dessin de Valère Novarina est là, sa passion de la pente qui interdit à la langue de se draper en emblème. Dans le rôle de Madame Bouche, Myrto Procopiou, taille de guêpe dans une robe-tutu bleue, magnifie cette pente. En août 1973, Valère Novarina écrit dans *Le Drame de la langue française*: «Continuer. Suivre sa passion néologique jusqu'au bout. C'est chier une langue nouvelle pour ensuite la couteler.» Il n'a pas dérogé. **Alexandre Demidoff**

**L'Atelier volant**, Lausanne, Théâtre de Vidy, jusqu'au 24 novembre. Loc. 021 619 45 45. 2h20.



> **Bande dessinée**  
Marion Montaigne est une artiste rare, réussissant à mêler vulgarisation scientifique, humour et dessin trash

> **Héritière de Reiser et de Bretécher, elle a pour objectif de nous faire «mourir moins bêtes». Et ça marche**

Hervé Morin PARIS

«Je suis un imposteur. Je n'ai même pas de bac scientifique.» Marion Montaigne feint de s'étonner qu'un supplément consacré aux sciences veuille tirer son portrait, après ceux de Prix Nobel.

■ **Génie autoproclamé**

Elle n'est pourtant plus une totale inconnue des laboratoires: nombre de chercheurs sont fans de son alter ego, Professeur Moustache, une créature de pixels et de papier, héroïne androgyne d'un blog devenu BD. Ses aventures, narrées dans *Tu mourras moins bête* (Ankama Editions), en sont à leur deuxième tome et font rire au-delà du monde scientifique.

Aucune ressemblance entre le Professeur Moustache et Marion Montaigne. Si ce n'est cette mèche de cheveux qu'elle glisse parfois sous son nez, là où le génie autoproclamé qu'elle dessine arbore la pilosité qui lui vaut son nom.

Front haut, yeux clairs, la jeune femme a, sous ses dehors sages, inventé un genre: la vulgarisation scientifique trash, parfois méchante, mais jamais bête. Qui sait si ses gags absurdes ne feront pas plus pour relancer les vocations scientifiques en berne que tous les efforts ministériels? L'expérience est en cours.

■ **L'orgasme est-il un bon somnifère?**

Elle a été lancée en une journée, le temps d'imaginer le Professeur Moustache et son programme de recherche: nous faire mourir moins bêtes, donc, en nous dévoilant la vie des chercheurs, et en s'attaquant à des questions que, peut-être, nous ne nous serions pas posées: est-ce qu'une tête fraîchement décapitée vit encore un peu? L'orgasme est-il un bon somnifère?

Pour y répondre, Marion Montaigne se documente, beaucoup, et visite les laboratoires. La première fois, c'était à l'invitation d'un jeune physicien, rencontré



Marion Montaigne: «Au collège, j'adorais la biologie, la dissection. C'était la seule classe intéressante, avec de beaux posters sur les murs, du concret.» ARCHIVES

# Dessine-moi un chercheur

lors d'une dédicace. «Les chercheurs se faisaient des blagues en maths, j'avais mal à la tête», raconte-t-elle.

■ **«Un pyjama plein d'étoiles»**

Stephan Borensztajn, spécialiste de microscopie électronique à Jussieu, raconte comment leur amitié est née au fil de ses visites dans son laboratoire avec des échantillons parfois «peu ragoûtants». Venue à l'Observatoire de Meudon, «elle m'a représenté avec un pyjama plein d'étoiles, se sou-

vient l'astrophysicien Laurent Chemin. C'était très drôle: j'ai utilisé ses dessins dans mes présentations.»

«J'aime jouer avec le stéréotype du savant de BD, raconte la dessinatrice. En fait, il s'agit souvent de gens jeunes, de femmes.» Et toujours ravis de l'accueillir: son intérêt tranche avec le silence poli qui suit parfois l'annonce qu'ils sont chercheurs en physique quantique ou spécialistes d'une mouche méconnue.

L'image d'Epinal du lieu de science est elle aussi dynamitée. A Meudon, pas de télescope à la Tin-

tin dans *L'Etoile mystérieuse*, «juste un bureau avec des ordinateurs, et le ciel qu'on observe grâce à Internet, constate-t-elle. Quand on me dit «laser», j' imagine un gros truc qui va tout faire fondre. Et puis je peux me retrouver dans des vieux locaux, où on fait de vraies recherches mais qui semblent bricolées.»

■ **«Donald n'est pas resté au stade anal»**

Son souci de l'exactitude est permanent. «Un lecteur m'a signalé qu'on ne pouvait pas dire

que Donald était resté au stade anal parce qu'il n'a pas de pantalon», rigole-t-elle. Marion Montaigne soumet toujours ses travaux pour relecture: «Je ne voudrais pas, par une erreur ou une incompréhension, saper des années de travail.»

«Elle n'avait pris aucune photo, aucun croquis, se souvient l'entomologiste Damien Charabidze. Six mois plus tard, ses planches représentaient exactement la disposition du labo. Et dans les bulles où j'apparais, elle a très bien senti le personnage, m'a-t-on dit.»

Son intérêt pour la science n'est pas récent. «Au collège, j'adorais la biologie, la dissection. C'était la seule classe intéressante, avec de beaux posters sur les murs, des choses concrètes.»

Bonne élève, elle pense qu'il faut être excellent pour faire une carrière scientifique. «Je me suis un peu dévalorisée.» Après des écoles d'arts plastiques et d'animation réputées, un début de carrière dans l'illustration et le dessin animé, elle tient sa revanche: «Je vais dans les labos, sans avoir une thèse à faire à la fin. C'est un bon compromis.»

Les OGM, le nucléaire, le progrès? Elle ne s'y frotte pas. «Quand ça rejoint le politique, je suis moins à l'aise: il faut être dans l'actu, et ça vieillit vite, admet-elle. Et sans doute m'ouvrirait-on moins les portes des labos.» De même, elle refuse l'exposition personnelle qu'ont choisie certains de ses confrères à travers des blogs BD intimes.

Ne cherchez pas l'érudite de BD. «Enfant, je détestais lire, je regardais les cases sans lire les bulles.» Deux exceptions: Reiser et Bretécher, «plus crus et plus vrais». Elle ne dément pas la filiation. «Je cherche la dynamique, pas le beau dessin: c'est presque un concept, regarder l'image le temps que dure l'action.»

■ **«La vie, c'est trash»**

Tout le contraire de Blake et Mortimer, qui peuvent disserter «tout en sautant une flaque». La ligne claire repassera: ici, les corps explosent, fourmillent de créatures peu ragoûtantes. «C'est croustillant de dessiner le trash, comme ce chercheur qui s'était versé du vomit dans les yeux pour étudier la contagion.»

Cet humour noir («Mais tu mourras quand même», prévient le sous-titre de sa BD) n'est pas de façade: «Je trouve la vie trash: aller à l'hôpital, cela peut être assez violent.»

Un dessin au service du gag et de la science: l'exercice est parfois impossible. Parmi les milliers de visiteurs quotidiens de son blog, certains attendent avec impatience qu'elle s'attaque au boson de Higgs. «Je n'y comprends rien, je ne sais pas quoi raconter», regrette-t-elle.

Les chercheurs ne lui en voudront pas. «Elle fait ce que nombre d'entre eux ne parviennent pas à réaliser: faire partager leurs travaux à la majorité des gens», note Damien Charabidze. «Si elle fait aimer les sciences dures, c'est très bien, abonde Laurent Chemin. Mais ce que je lui demande avant tout, c'est de me faire rire.» Et l'explosive Professeur Moustache sait parfaitement doser cette biochimie-là. **Le Monde**

<http://tumurassmoinsbete.blogspot.fr/>

RSVP

## Cadeau ou pas cadeau?



Sylviane Roche

Une connaissance, mais dont je ne suis pas particulièrement proche, fête son anniversaire bientôt. Il ne s'agit pas d'un chiffre rond, et la fête a lieu dans un bar où chacun doit payer sa consommation. Une amie me suggère d'apporter un cadeau, ce qui ne m'avait pas vraiment traversé l'esprit.

Mon amie a-t-elle raison de penser qu'on ne doit pas arriver les mains vides?

Nicole

Chère Nicole,  
Les cadeaux, quel casse-tête! Le nombre de questions que je reçois

sur le sujet témoigne de son rôle social. Et cela pour toutes les sociétés humaines, aussi éloignées soient-elles dans le temps ou dans l'espace. La nôtre n'échappe pas à cette règle: le cadeau (donc le don et l'échange) est une des bases du code social. Nous en ressentons l'importance implicite avec les interrogations qui nous assaillent: dois-je venir les mains vides? Sinon, quoi apporter? Cadeau individuel ou collectif? Quel genre? Combien? Et, avec les Fêtes qui arrivent, les interrogations se font plus pressantes.

Les réponses sont fonction de nos rapports avec le destinataire éventuel, de la circonstance, de son âge, de nos moyens... Et, quand on pense qu'il faut tenir compte de tous ces facteurs, on ne s'étonne plus que cela pose quelques problèmes.

Essayons d'examiner tous ces paramètres dans votre cas: vous n'êtes pas très proche de la personne, ce n'est pas une invitation

formelle (chacun paie son écot), ce n'est pas une circonstance exceptionnelle. Vous êtes-vous renseignée pour savoir s'il y a un cadeau collectif? Cela peut être une bonne façon de vous en tirer. Un (petit) billet, votre signature sur la carte de vœux, et

Le cadeau est un geste social qui n'est pas uniquement dicté par l'affect, même si celui-ci est très important

le tour est joué. Dans le cas contraire, vous pouvez apporter une «petite attention» (en espagnol, on dit «un detalle», un détail, j'adore cette expression), un livre de poche, des macarons de marque, un paquet de thé un peu spécial, cela dépend bien sûr de la personne et de ses goûts. Mais en aucun cas un cadeau

important qui serait déplacé dans ces circonstances. Il ne faut jamais en faire trop. Cela gêne le destinataire qui se sent redevable et les autres personnes qui le voient ainsi leur propre cadeau dévalorisé.

Renseignez-vous auprès des autres invités. Si tout le monde apporte quelque chose, c'est peut-être délicat d'arriver les mains vides.

Mais sinon, interrogez-vous: quel rôle jouerait ce cadeau dans votre relation avec le destinataire? Est-ce socialement important pour vous qu'il vous ait à la bonne? Est-ce l'occasion de lui témoigner par exemple de l'admiration ou de la reconnaissance? Le fait de ne rien offrir risque-t-il de vous attirer sinon des ennuis, du moins son inimitié? Encore une fois, le cadeau est un geste social qui n'est pas uniquement dicté par l'affect, même si celui-ci est très important. Alors considérons aussi cet aspect: cela vous fait-il plaisir de lui

offrir quelque chose? Ou au contraire avez-vous tout de suite à l'esprit cent façons de dépenser votre argent de façon plus agréable? Vous dites vous-même que le cadeau ne vous avait pas traversé l'esprit, c'est peut-être une indication, non?

Bref, dans cette affaire, le code social ne peut pas vous fournir un mode d'emploi rigoureux. C'est d'ailleurs souvent le cas, et c'est cela qui fait son intérêt, car être poli demande finesse, sensibilité et intelligence du cœur. Vous n'en manquez pas, j'en suis sûre, puisque vous m'écrivez... Alors faites-vous confiance!

Chaque jeudi, Sylviane Roche répond à vos questions concernant le savoir-vivre. Ecrivez-lui: [sylviane.roche@letemps.ch](mailto:sylviane.roche@letemps.ch)

>> Sur Internet

Retrouvez toutes nos chroniques sur

[www.letemps.ch/opinions](http://www.letemps.ch/opinions)

Le mot perdu

## Serial

Film à épisodes

Mot sorti du Petit Larousse illustré en 2012.

Le français évolue et avec lui les dictionnaires. Chaque jeudi, *Le Temps* ressuscite un mot ayant quitté le Petit Larousse illustré. [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)





# Ice watch

ouvre son 1<sup>er</sup> Flagship Store à

## GENEVE

Rue de Rive, 11



10 ATM



Ice watch est présent dans 99 points de vente en Suisse et dans plus de 10.000 à travers le monde.



Rejoignez notre communauté de plus de 2.000.000 de fans sur [facebook.com/ice.watch](https://facebook.com/ice.watch)

[www.ice-watch.com](http://www.ice-watch.com)

